

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : La politique monétaire et du crédit de la Banque Nationale de Belgique en 1953 — Les exceptions à certains égards nouvelles à la loi du troc international. Leurs répercussions sur la balance des comptes et la balance des paiements, par M. A. Aftalion — Bibliographie sur la situation monétaire et financière de la Belgique — Législation économique — Graphiques de la situation économique de la Belgique — Statistiques.

LA POLITIQUE MONETAIRE ET DU CREDIT DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE EN 1953

*Extrait du Rapport présenté par le Gouverneur à l'Assemblée générale des Actionnaires
du 22 février 1954*

Les pressions inflationnistes nées des événements de Corée et de l'effort de réarmement se sont résorbées dès 1952 sur le plan mondial, pour faire place à un meilleur équilibre entre l'offre et la demande globales des produits et à un repli graduel des prix. En même temps de nouvelles restrictions quantitatives à l'importation ont malheureusement été appliquées dans divers pays importants.

En 1953 la baisse des prix mondiaux s'est poursuivie, bien qu'à un rythme plus lent, surtout au second semestre. Des mesures de libération des importations ont été prises par certains pays, en ordre principal par le Royaume-Uni, mais elles sont intervenues trop tardivement pour que leur influence ait pu être perceptible avant la fin de l'année.

En Belgique, sans minimiser l'importance de la demande intérieure, dont l'expansion est recherchée notamment par l'amélioration continue du niveau de vie, on doit admettre que l'activité économique est plus sensible que dans la plupart des autres pays aux fluctuations de la conjoncture internationale et de la demande extérieure. En 1953 comme en 1952, l'économie belgo-luxembourgeoise a dû supporter l'incidence d'un fléchissement de celle-ci.

En période de recul des prix, il est inéluctable

que les prix à l'exportation baissent et entraînent une diminution des valeurs exportées. Mais cette baisse est sans incidence sur le niveau de l'activité dans la mesure où, grâce à l'adaptation des coûts intérieurs, le volume des exportations peut être sauvé.

Aussi doit-on considérer la fermeté dont les exportations exprimées en volume ont fait preuve en 1953 comme un facteur favorable et un témoignage des facultés d'adaptation de l'économie belgo-luxembourgeoise. Alors que l'indice des prix à l'exportation, par référence à l'année 1948, a été ramené d'un maximum de 134 en mars 1952 à 108 en décembre de la même année et à 96 en novembre 1953, l'indice du volume des ventes à l'étranger s'est établi en moyenne à 149 en 1951, à 138 en 1952 et à 145 de mai à novembre 1953.

L'expansion du volume des exportations et la fermeté de la demande intérieure ont entretenu en 1953 un niveau de production élevé, en progrès par rapport à 1952 et très voisin, au cours des derniers mois de l'année, des maxima observés en 1951. Sans doute ce résultat global recouvre-t-il, au même titre d'ailleurs que l'accroissement du volume des exportations, des mouvements divergents selon les secteurs envisagés, les industries de

base ayant vu en général leur situation se détériorer tandis que l'industrie du bâtiment et les industries de biens de consommation renforçaient leur position; au surplus il semble bien que ce résultat n'ait pu être obtenu qu'au prix d'une contraction des marges bénéficiaires dans certains secteurs; il n'en est pas moins vrai que l'effort d'adaptation exigé par l'évolution de la conjoncture internationale a été largement accompli.

La Banque s'est associée à cet effort dans les limites de sa compétence. La stabilité monétaire, condition indispensable d'un ajustement ordonné de l'économie nationale aux fluctuations de la conjoncture internationale, a été assurée sans qu'aucune restriction ait dû être apportée au financement à court terme.

La circulation totale a encore augmenté en 1953, mais son expansion a été relativement peu prononcée : la circulation fiduciaire qui s'établissait à 100,4 milliards en novembre 1952 atteignait 103,9 milliards en novembre 1953; la circulation scripturale est passée de 71,4 milliards à 71,6 milliards; la circulation totale s'est donc relevée de 171,8 à 175,5 milliards, soit de 2,2 pour-cent.

Cette augmentation, survenue en période de baisse fondamentale des prix, a eu pour effet d'accroître la liquidité du marché de l'argent.

Comme déjà au cours du second semestre de 1952, la balance des paiements a cessé d'influencer de manière appréciable la circulation intérieure. Pendant toute l'année, les règlements avec l'étranger se sont en effet maintenus dans une position voisine de l'équilibre, des déficits et des excédents peu importants s'étant dégagés successivement au premier et au second semestre.

Cette tendance vers l'équilibre se retrouve dans l'évolution des paiements de l'Union économique à la fois avec les pays de la zone dollar et avec les pays de la zone de l'Union Européenne de Paiements.

Dans l'ensemble, par suite d'une diminution des importations et d'une augmentation des exportations, et compte tenu d'un certain nombre d'opérations en capital effectuées principalement pour compte du Trésor, la balance des paiements en dollars est même devenue excédentaire.

Les réserves de la Banque en or et devises convertibles ont progressé de 36,6 milliards à fin 1952 à 39,7 milliards à fin 1953.

Le déficit vis-à-vis de l'Union Européenne de Paiements — soit 2,5 milliards pour l'ensemble de l'année — a été réduit de 500 millions par le remboursement d'une tranche de la créance consolidée sur cet organisme; le solde a été couvert pour moitié par des règlements en or et en dollars, pour moitié par des prélèvements sur les crédits antérieurement consentis. A la fin de l'année, les créances de la Banque sur l'Union Européenne de Paiements s'élevaient encore à 13,4 milliards contre 14,9 milliards un an auparavant.

La participation du secteur privé au financement des excédents sur l'Union Européenne de Paiements s'est considérablement réduite depuis août 1952 sous l'action, d'une part, de la réduction des taux des retenues, et, d'autre part, de la diminution de la valeur des exportations vers les pays de l'Union Européenne de Paiements. De 5.028 millions à fin août 1952 (dont 4.088 pour la Belgique et 940 pour le Luxembourg) le montant global des retenues a été ramené au 31 décembre 1953 à 2.817 millions (dont 2.413 pour la Belgique et 404 pour le Luxembourg). En regard de cette participation du secteur privé au financement des excédents sur l'Union Européenne de Paiements, à concurrence de 2.817 millions de francs, la participation de la Banque s'établissait à la même date à 10.623 millions de francs.

Le recours des entreprises et des particuliers au crédit bancaire s'est accru au cours de l'année. La Banque est intervenue dans toute la mesure souhaitable comme prêteur en dernier ressort. Ses interventions ont revêtu une ampleur considérable lors de certaines échéances mensuelles. Elles ont pris surtout la forme de réescompte d'effets commerciaux, mais les banques ont également fait usage, à certains moments, de la faculté qui leur est donnée de mobiliser auprès de la Banque les certificats du Trésor qui constituent la contre-partie des retenues sur le produit des exportations vers la zone de l'Union Européenne de Paiements.

La Banque n'a pas limité son action à un concours quantitatif; à plusieurs reprises elle a diminué ses taux afin de promouvoir un abaissement progressif du loyer de l'argent. La réduction des marges bénéficiaires dans plusieurs secteurs de la production et la disparition des pressions inflationnistes rendaient en effet souhaitable un allègement des charges d'intérêts. En conséquence, le taux d'escompte type, c'est-à-dire celui appliqué aux traites acceptées et domiciliées en banque qui était de 3,75 pour-cent au début de 1951, a été réduit par étapes et fixé, depuis le 29 octobre, à 2,75 pour-cent. A ce niveau, il est inférieur à tous les taux officiels successivement appliqués en Belgique depuis 1946 et à ceux qui sont actuellement en vigueur dans la majorité des pays étrangers. On sait qu'en outre, des conditions spécialement favorables sont appliquées aux effets représentatifs de transactions internationales.

Le problème de l'organisation du crédit à court ou à moyen terme à l'exportation a fait l'objet d'un examen attentif au cours de l'année. Les études auxquelles il a été procédé et les comparaisons internationales qui ont été établies amènent à croire que les facilités offertes aux exportateurs par le système bancaire ne sont pas moins étendues en Belgique qu'à l'étranger. Ceci est vrai non seulement pour les crédits globaux mis à la disposition des pays débiteurs par les autorités monétaires — sur ce plan l'effort accompli spécialement dans le cadre de l'Union Européenne de Paiements est

exceptionnellement important — mais aussi pour les facilités spécifiques accordées à certaines transactions déterminées à plus ou moins long terme. Les exportateurs peuvent en effet se procurer, par le mécanisme des acceptations bancaires et commerciales visées mobilisables auprès de l'Institut de Réescompte et de Garantie ou auprès de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, des crédits de fabrication et de paiement dont la durée totale peut atteindre sept ans. Un organisme nouveau — Cofinex — a été créé pour instruire le plus rapidement possible les demandes de crédit à moyen terme et les orienter vers l'organisme de financement compétent.

Les avances de la Banque au Trésor sont demeurées dans les limites fixées par la convention du 14 septembre 1948.

*
**

Le but essentiel de la politique monétaire est de garantir dans le présent et dans l'avenir la stabilité de la monnaie tout en maintenant l'activité économique au niveau le plus élevé possible.

Peut-être la dépréciation de la monnaie a-t-elle pu amener parfois une certaine résorption du chômage, mais l'expérience a montré que celle-ci n'a jamais été que temporaire et qu'une fois épuisés les effets de l'inflation et de la dévaluation, les problèmes réapparaissent plus aigus qu'auparavant.

Sans être spectaculaires, de très importants progrès ont été réalisés en 1953 dans la plupart des pays d'Europe, dans la voie du retour à la libre convertibilité des monnaies. Ces progrès se sont traduits par une appréciable réduction de l'écart entre les cotations officielles du dollar et les cotations de celui-ci sur les marchés libres ou parallèles.

Pour une série importante de monnaies, l'écart entre les deux cotations est tombé à la fin de 1953 sensiblement au-dessous de 5 pour-cent. Pour le franc belge il était inférieur à 1 pour-cent dans un régime de liberté totale de transfert de tous les avoirs étrangers détenus en Belgique.

L'amélioration intervenue dans la plupart des pays a été obtenue avant tout grâce à l'arrêt pour ainsi dire général de l'inflation et aux mesures d'assainissement interne des finances qui y ont été prises. Le rétablissement de l'équilibre des balances de paiements a été la conséquence de ces mesures.

Certains pays ont malheureusement continué à utiliser d'une manière excessive les restrictions quantitatives dans l'espoir de remédier par là au déséquilibre de leur balance de paiements. Ces restrictions ne peuvent cependant constituer qu'un palliatif dont l'action est de courte durée car elles ne portent pas remède aux causes profondes du déficit. A la longue, par la limitation arbitraire de la concurrence étrangère, elles provoquent la hausse des prix intérieurs et tendent ainsi à s'opposer au développement des exportations.

Ces mesures ont d'autre part un caractère brusque et arbitraire dont souffrent particulièrement les petits pays comme la Belgique qui ont, proportionnellement à leur production, un volume élevé d'exportations.

L'expérience prouve qu'une fois établies, il est toujours difficile de procéder à leur suppression en raison de l'opposition des milieux qui en bénéficient. En outre leur application requiert souvent l'instauration ou le maintien de contrôles dans d'autres secteurs de la vie économique.

On a beaucoup discuté au cours de cette année des avantages du change fixe, c'est-à-dire de celui dont les cours varient entre les limites relativement étroites de un ou deux pour-cent au-dessus et au-dessous de la parité, et du change fluctuant dont les cours sont susceptibles de varier sans aucune limite.

Le but que poursuivent les partisans du change fluctuant est de permettre aux cours de trouver librement leur point d'équilibre. Tôt ou tard, ce point se trouvant atteint et à supposer que les mesures d'assainissement interne aient été prises, les limites de variation du change fluctuant doivent progressivement se resserrer et rentrer d'elles-mêmes dans les limites généralement admises de variation des changes fixes. Le change réellement fluctuant ne peut donc avoir qu'une existence temporaire.

Qu'un pays se trouve sous un régime de change fixe ou de change fluctuant, il ne pourra introduire et maintenir un système de convertibilité réelle qui implique essentiellement la liberté des mouvements de capitaux, que si ses conditions économiques internes, appuyées par ses réserves monétaires, lui assurent pour un temps suffisamment long l'équilibre de sa balance des paiements sans restrictions ou interventions artificielles.

Ce qu'il est essentiel de ne pas perdre de vue c'est que la convertibilité requiert une discipline financière rigoureuse, d'autant plus rigoureuse que le pays qui s'y soumet est plus exposé aux fluctuations de la conjoncture internationale comme c'est le cas pour le nôtre.

En tous cas, la convertibilité exige en ordre principal, aussi bien en régime de change fluctuant qu'en régime de change fixe, le contrôle du volume de la circulation par le contrôle du crédit tant aux pouvoirs publics qu'à l'économie privée et aux pays étrangers débiteurs afin d'assurer le maintien constant d'un niveau de prix compétitif.

Dans la mesure de sa compétence, la Banque pense avoir réalisé au cours des dernières années, les conditions préalables et nécessaires à l'instauration, sur la base d'un change fixe, d'une convertibilité réelle du franc belge, impliquant la libération et par conséquent le développement des échanges internationaux.

*
**

On sait combien il est malaisé d'établir des

statistiques du chômage comparables de pays à pays; il est acquis cependant que la définition juridique et statistique du chômage se traduit, en Belgique, par un chiffre plus élevé que dans de nombreux autres pays pour un même nombre de personnes effectivement sans emploi. Il n'en est pas moins vrai que le chômage est relativement important dans notre pays et qu'il se caractérise par la permanence d'un contingent de travailleurs sans emploi à travers les fluctuations de la conjoncture.

La résorption ou tout au moins une diminution sensible de ce chômage constitue une préoccupation économique et sociale dominante de l'heure présente. Au cours des dernières années, des efforts ont été entrepris et des résultats ont été atteints. Ceux-ci sont cependant limités. Dans ces conditions, de nouveaux efforts doivent être poursuivis, auxquels les autorités monétaires continueront, comme par le passé, à apporter leur pleine et entière contribution.

Il est néanmoins important de souligner qu'il n'existe pour ce problème si complexe aucune solution radicale.

Il faut notamment éviter de fonder des espoirs démesurés sur les possibilités de résorption du chômage par des investissements massifs. Dans l'industrie moderne, les capitaux à investir pour occuper un nombre relativement peu élevé d'ouvriers sont généralement considérables. Dès lors il faudrait développer les investissements à un rythme tout à fait excessif pour réduire sensiblement le chômage par la création d'entreprises nouvelles.

Sans doute ne peut-on pas oublier l'effet indirect des investissements. Ceux-ci entraînent un accroissement de l'appareil de production et mettent en circulation un pouvoir d'achat dont, par un effet dérivé, résultent de nouvelles possibilités d'emploi et une production accrue dans d'autres secteurs. Si donc le chômage n'avait qu'un caractère purement conjoncturel en Belgique et si notre économie se trouvait pratiquement à l'abri des influences internationales, un accroissement de la dépense globale obtenu en stimulant artificiellement les investissements pourrait, peut-être et pour un certain temps, contribuer réellement à la résorption du chômage. Mais dans un pays comme la Belgique, largement ouvert aux influences extérieures et qui doit écouler une part importante de sa production au dehors, les effets indirects des investissements ne seront obtenus que si la capacité de concurrence du pays reste intacte et si la conjoncture internationale demeure favorable. A défaut de quoi, leur effet utile risquera d'être compromis par le ralentissement d'activité que subira le secteur des industries exportatrices ou plus directement encore par les mouvements de capitaux que pourrait provoquer la défiance à l'égard de la monnaie.

Une politique d'investissements ne peut donc

être pratiquée dans un pays comme le nôtre qu'avec la préoccupation constante de ne pas compromettre la stabilité monétaire. Les investissements utiles et nécessaires sont ceux qui amènent une augmentation de la productivité et par là même une baisse de prix. Des investissements massifs basés sur l'inflation qui entraîneraient une hausse des prix ou des fuites de capitaux dans un climat d'insécurité monétaire, loin d'amener une résorption du chômage, pourraient, au contraire, provoquer une aggravation de celui-ci.

Dès lors, il importe de considérer dans quelle mesure les autorités monétaires peuvent contribuer à un développement raisonnable d'investissements productifs.

Le niveau des investissements est fonction des besoins d'investissements et du volume des capitaux disponibles. Celui-ci dépend à son tour du revenu national, des perspectives d'avenir et des dispositions psychologiques des épargnants. Les autorités monétaires ne sont en mesure d'influencer directement ni le volume de l'épargne ni la proportion de cette épargne disposée à s'investir. Elles peuvent toutefois, par des mesures monétaires appropriées, — et c'est à quoi leur action a tendu au cours des dernières années — créer le climat de sécurité et de confiance monétaire indispensable à la formation de l'épargne et au placement de celle-ci. Elles peuvent, par ailleurs, par des interventions techniques, créer les conditions d'aisance et de liquidité monétaires qui stimulent l'activité générale et favorisent ainsi la création et l'investissement de l'épargne.

Dans le cadre de ses attributions, la Banque s'est efforcée, en tenant compte des circonstances particulières du moment, de créer des conditions monétaires tendant au maintien d'un niveau élevé d'activité économique générale et d'une liquidité suffisante sur le marché monétaire. Elle a adapté à plusieurs reprises ses taux d'intérêt, en procédant à des baisses dès que la possibilité s'en présentait. C'est ce qui l'a d'ailleurs amenée à appliquer des réductions de 0,25 pour-cent, répétées de façon à ne laisser inutilisée aucune possibilité d'aménagement. De plus ces modifications des taux d'intérêt ont été adaptées aux conditions particulières de différentes espèces de papier et d'opérations commerciales. Par ailleurs, l'action conjuguée de la Banque et des autres institutions de crédit contribue, en cas de nécessité, à augmenter les liquidités de l'économie et permet de mobiliser au maximum les encaisses disponibles, notamment par l'organisation du marché du « call money ».

D'ailleurs, les facultés d'emprunt accordées aux banques sous la forme de plafonds de réescompte et de visas d'acceptation sont loin d'être épuisées et ce fait met en lumière que les liquidités à court terme sont amplement suffisantes.

L'Institut d'émission peut-il aller au delà et envisager de fournir directement des disponibilités

pour une expansion des investissements ? Une telle intervention serait contraire à sa mission et à l'intérêt à longue échéance de l'économie nationale. En effet, l'essence même de l'action d'une banque centrale est de faire, suivant les circonstances et à courte échéance, de l'expansion ou de la contraction monétaire. Toute intervention qui l'amènerait à perdre sa liberté d'action à cet égard doit être évitée. Cette préoccupation doit dominer en ce moment car, d'une part, la possibilité d'une certaine récession économique n'est pas exclue sur le plan international cependant que, par le jeu de la concurrence, les problèmes des niveaux des prix vont croître en importance, et, d'autre part, des efforts se poursuivent afin de réaliser la convertibilité des

monnaies qui implique la libération des échanges et une certaine liberté de mouvement des capitaux.

En définitive les investissements qui sont de nature à augmenter la productivité et par conséquent la capacité de concurrence du pays doivent être encouragés. Mais leur volume global doit être strictement limité à celui de l'épargne. La principale contribution des autorités monétaires et en particulier de l'institut d'émission à la mise en œuvre d'une telle politique — qui a été effectivement pratiquée dans notre pays — est d'assurer une liquidité suffisante du marché de l'argent à court terme et de réaliser la condition fondamentale du financement des investissements : la confiance publique dans la stabilité du franc.

LES EXCEPTIONS A CERTAINS EGARDS NOUVELLES A LA LOI DU TROC INTERNATIONAL LEURS REPERCUSSIONS SUR LA BALANCE DES COMPTES ET LA BALANCE DES PAIEMENTS

par Albert AFTALION,

Professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris

La loi du troc international. Son caractère général.

La loi du troc international, dérivée de la théorie des débouchés, n'a pas cessé de commander les relations économiques internationales aussi bien que les transactions intérieures. Les unes comme les autres déclenchent un immense mouvement de monnaies et de crédits. Mais au fond tout se ramène au troc. Produits et services d'un pays s'échangent contre produits et services des autres pays. Un courant d'entrées entraîne un contre-courant de sorties. On ne peut payer finalement qu'en marchandises ou services.

Le troc ne s'accomplit pas toujours immédiatement. De longs intervalles séparent parfois le moment où on acquiert les produits et services du dehors et celui où on procède à leur règlement. En attendant on paie au moyen des crédits obtenus, des capitaux empruntés. Mais il faut bien qu'un jour, en règle générale, les dettes contractées soient remboursées. Elles ne pourront l'être que grâce à des exportations de marchandises ou services. Ce jour-là, quel que soit le délai écoulé, le troc se réalise.

On peut payer sans doute en or ou en devises. Mais si le pays expéditeur d'or n'est pas lui-même producteur de ce métal, il n'a pu se procurer l'or ou les devises que par des ventes antérieures de marchandises et services. Ce qui implique encore l'application de la loi du troc.

Des liens étroits rattachent cette loi au problème de l'équilibre des balances des comptes et des paiements. Alors que nul ne s'aviserait de confondre ces deux balances avec la simple balance commerciale, la confusion est souvent faite entre balance des comptes et balance des paiements. Surtout à l'étranger, notamment dans les pays anglo-saxons. Là aussi cependant, aux Etats-Unis par exemple, on tend à admettre maintenant la nécessité de la distinction. La *current account balance* correspond à peu près à notre balance des comptes. Et elle ne s'étend qu'à une partie de ce que comprend la balance des paiements.

La *balance des comptes* d'une période donnée, la balance d'une année par exemple, consiste dans

la balance des créances et des dettes nées des échanges de marchandises et services avec le dehors durant cette année, à quoi s'ajoutent créances et dettes antérieures, mais au règlement desquelles on doit normalement s'attendre dans l'année considérée.

Y entrent donc, on le sait, la balance commerciale, le fret, les dépenses des touristes, les envois d'argent des émigrants à leur patrie, les revenus des capitaux placés à l'extérieur, le paiement des dettes venant à échéance et d'autres éléments encore.

Il peut y avoir bien rarement égalité exacte entre l'ensemble des éléments actifs de la balance des comptes ainsi entendue et l'ensemble des éléments passifs. Cette inégalité existe déjà au cours même de l'année. Presque jamais, à aucun moment, le montant des acquisitions faites de marchandises et services ne se trouve compensé par un courant équivalent de cessions de produits et services. Tantôt la valeur totale des éléments actifs l'emporte et tantôt celle des éléments passifs. Mais peu après la situation peut se renverser. Le surplus des achats peut se trouver remboursé et au delà par un surplus de ventes et ce peut être le total des ventes qui l'emporte. L'histoire détaillée de la balance durant l'année se caractériserait, si on la traçait, par une succession d'excédents et de déficits. Une masse de trocs internationaux s'opèrent au cours de l'exercice. D'innombrables courants de marchandises et services entre pays sont contre-balancés par des courants de sens inverse. Incessamment se succèdent ces flux et reflux entre nations. Un troc perpétuel vient augmenter ou amoindrir, supprimer ou rétablir les excédents ou déficits de la balance des comptes.

Mais au terme de l'année, lorsqu'on a pu évaluer le solde final du total des opérations annuelles, la balance des comptes reste d'ordinaire encore en déséquilibre. Le solde est positif ou négatif. Si c'est d'un excédent qu'il s'agit, le pays a accru ses placements, le montant de ses crédits à l'extérieur ou le montant de ses réserves d'or. Si c'est d'un déficit, le pays a dû payer la différence grâce à des crédits obtenus, à des emprunts extérieurs ou à des envois d'or ou de devises. Il s'est endetté. Il s'est appauvri.

On passe ainsi à la *balance des paiements*. Cette dernière comprend tout ce qui figure dans la balance des comptes. Mais s'y inscrivent en outre tout l'or et les crédits qui ont servi à combler le déficit ou à employer à l'étranger l'excédent de la balance des comptes.

Grâce à quoi s'établit l'égalité entre les éléments actifs et les éléments passifs de la balance des paiements. L'équilibre est donc la règle pour elle alors que c'était le déséquilibre pour la balance des comptes.

Je m'excuse du rappel de ces notions élémentaires qui me paraît nécessaire pour éviter toute équivoque dans ce qui suivra.

Quand on voudra finalement tôt ou tard se libérer des dettes contractées au dehors, on ne pourra le faire qu'au moyen de marchandises et services, c'est-à-dire des divers éléments énumérés dans la définition de la balance des comptes. Tout revient ainsi au troc.

L'exception à la loi du troc international résultant de l'insolvabilité.

Il y a cependant des exceptions à la loi du troc international. Les économistes se rattachant aux écoles libérales paraissent bien souvent ne pas l'admettre. Ils donnent même la loi du troc comme fondement à l'une des théories qu'ils invoquent pour établir la tendance à l'équilibre automatique de la balance des comptes.

Puisqu'on ne peut payer en définitive qu'en marchandises ou services, puisqu'à tout courant de produits venant de l'extérieur doit répondre un courant compensateur allant vers le dehors, le jour où, malgré la possibilité de longs retards, le troc est réalisé, se trouve aussi rétabli, assurent-ils, l'équilibre de la balance des comptes. La nécessité du troc implique la nécessité finale de l'équilibre de la balance des comptes. L'équilibre habituel de la balance des paiements doit s'accompagner de l'équilibre aussi de la balance des comptes.

Mais des deux principes qui sont à la base de la loi du troc, l'un seul semble justifié. Il est vrai qu'on ne peut véritablement payer qu'en marchandises ou services. Il l'est beaucoup moins que le paiement ait inéluctablement lieu. L'histoire économique abonde en faits qui démentent cette affirmation. Défaillances individuelles multiples d'entreprises privées débitrices de l'étranger. Défaillances collectives, multiplication contagieuse de faillites que déclenchent et aggravent les grandes crises périodiques. Répudiations formelles de leurs dettes extérieures par des Etats débiteurs, qu'il s'agisse d'impuissance réelle ou d'impuissance seulement alléguée de procéder aux remboursements. Sous couvert de lois spéciales de nationalisation ou plus généralement, comme effet de l'institution d'un régime collectiviste, confiscation totale ou partielle dans maints pays des investissements opérés chez eux par les étrangers. Dans tous ces cas, le troc

n'est pas seulement différé. Il est définitivement supprimé. Le contre-courant en nature n'aura jamais lieu.

Je pouvais déjà ainsi en 1937 (1) mettre en lumière cette première exception à la loi du troc international. Exception due à l'insolvabilité feinte ou effective des individus ou des nations ou fondée sur le droit public national nouvellement établi. Exception qui a un caractère général. Elle s'observe en régime capitaliste, dans les économies de solidarité internationale et en régime communiste. Elle peut aussi exister entre pays soumis à des régimes différents.

Deuxième exception à la loi du troc international. Exception dans une économie de solidarité internationale. Exception due aux dons.

Les événements de ces quinze dernières années ont appelé l'attention sur des exceptions à la loi du troc autres que l'exception due à l'insolvabilité du débiteur. Non pas exceptions entièrement nouvelles. Mais nouvelles par certains de leurs traits.

Il en est ainsi déjà comme effet de cette économie de dons, de solidarité internationale qui est venue se substituer ou plutôt s'ajouter, depuis la seconde guerre mondiale, à notre économie d'échange traditionnelle et où il faut voir une seconde grande exception à la loi du troc.

Les dons internationaux n'étaient pas inconnus auparavant. Mais ils émanaient d'ordinaire de personnes privées, d'individus particuliers. Dons par exemple de riches Américains ou de fondations créées par eux pour des buts philanthropiques, scientifiques et autres. Ou encore lors de désastres naturels qui s'abattent sur telles régions au delà des frontières, mouvements de solidarité qui surgissent et se propagent dans le monde pour porter secours aux sinistrés.

Les envois d'étrangers à leur pays, notamment de travailleurs émigrants qui n'ont pas renoncé à leur appartenance à la patrie d'origine, ne me paraissent pas des exceptions au troc. Les sommes envoyées proviennent de la rémunération de services rendus au pays où ils travaillent et représentent des échanges de prestations contre prestations, entre le pays d'où ils viennent et celui qui leur donne l'hospitalité. Non pas dons internationaux. Il n'en est autrement, me semble-t-il, que lors d'une émigration définitive avec perte de toute attache avec ce qui fut leur patrie. Il n'y a plus désormais échange de prestations contre prestations entre les deux pays.

Ce qui fait des dons internationaux depuis la seconde guerre mondiale une exception presque nouvelle à la loi du troc, ce qui les caractérise c'est :

1°) qu'ils émanent de gouvernements, singulièrement des Etats-Unis d'Amérique;

(1) Voir mon livre « L'Equilibre dans les relations économiques internationales », pp. 19-30.

2°) c'est l'ampleur prise par une telle politique;

3°) c'est que les bénéficiaires des dons sont aussi le plus souvent des Etats, des nations étrangères. Parfois cependant les dons américains parviennent directement à des particuliers ou à des collectivités.

L'aide des Etats-Unis à l'extérieur ne consiste pas exclusivement en dons. Il s'y ajoute des crédits remboursables. Pas d'exception alors au troc. Les prestations américaines doivent être suivies de contre-prestations équivalentes. Economie d'échange et non pas économie de solidarité.

Mais de beaucoup la plus grande partie de l'assistance américaine au dehors consiste en dons. Les prestations américaines ne sont plus compensées dans ce cas par des contre-prestations du dehors. Produits et services américains ne s'échangent plus contre produits et services étrangers. Les mouvements se font dans un seul sens. Sorties sans rentrées, ni présentes, ni ultérieures. Pas de troc (1).

Le troc manque maintenant, non comme lors de l'exception résultant de l'insolvabilité, à cause de défaillances du débiteur. Il manque parce que le créancier l'en dispense.

L'ampleur de cette économie de solidarité internationale qui se manifeste dans le montant élevé des dons, se manifeste aussi dans le grand nombre des Etats bénéficiaires. Principalement pays européens où s'étaient accumulées les destructions dues à la guerre. Et également pays sous-développés.

Elle se manifeste encore dans sa durée. Non pas exceptions accidentelles, sporadiques, intermittentes, à la loi du troc. Mais exception de longue haleine qui a persisté jusqu'ici de 1940 à 1954 à travers des organisations, des institutions variées, et obéissant à des programmes successifs. Des buts militaires ont alterné avec des buts économiques, ou ont été associés les uns aux autres.

Pendant la guerre, ce fut le Prêt-bail. Après la guerre, pendant une période intermédiaire, ce fut l'U.N.R.R.A. Puis les approvisionnements civils, stocks distribués aux populations civiles et cessions aux alliés de « surplus militaires ». Le Plan Marshall suivit, programme de relèvement de l'Europe du 3 avril 1948 à fin 1951, relèvement économique avec un faible appoint d'aide militaire. Le M.S.A., organisation de sécurité militaire, à partir du 10 octobre 1951 avec laquelle l'aide militaire prend une place beaucoup plus large qu'auparavant sans que soit abandonnée l'aide économique. S'y ajoutent même des distributions de colis individuels aux populations allemandes de l'Est, qui, pour venir les chercher, osent affronter les dangers de la traversée de la frontière entre les deux Allemagnes.

Du début de la guerre à la fin de 1953 l'assistance américaine a pu s'élever ainsi à plus de 82 milliards de dollars, soit à près de 29 mille milliards de francs

français de 1953. A côté de dons, elle a compris, mais pour une part beaucoup moindre, des crédits dont une fraction a déjà été remboursée et qui ne constituent pas une exception au troc.

Dérogação considérable donc, pour ce qui est des dons, à la loi du troc international. Et également remarquable extension dans le temps ou dans l'espace de l'économie de solidarité. Après le rôle immense joué par la solidarité à l'intérieur de la famille depuis des millénaires et ensuite à l'intérieur de la nation, voici maintenant la solidarité internationale. Peut-on espérer qu'elle ouvre une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité ?

On a objecté parfois que l'adoption par les Etats-Unis de leur politique de dons a pu être encouragée par des motifs moins pénétrés de l'esprit de solidarité internationale et même quelque peu contraires. Ils ont témoigné une opposition obstinée à l'adoucissement notable des rigueurs de leur système douanier, adoucissement qui aurait favorisé l'accroissement chez eux des importations étrangères et aurait atténué la disette de dollars dans le monde. Pour leur défense on a allégué, il est vrai, que par rapport à la valeur des marchandises, les droits de douane ne dépassent pas en moyenne 15 pour-cent. Mais pour certains produits, pour ceux qui seraient le plus susceptibles d'être importés et qui représentent 30 pour-cent de l'ensemble, les droits se montent en moyenne à 25 pour-cent. A quoi s'ajoutent des contingentements, des prohibitions, un luxe aussi de formalités douanières qui aggravent fortement les obstacles aux entrées. Et pourtant la haute productivité américaine, les bas prix de revient constituent déjà par eux seuls une sérieuse protection pour l'industrie nationale. Aussi leur a-t-on reproché d'avoir entre les deux procédés à leur disposition pour apporter une aide efficace au reste du globe, choisi les dons élevés qui pèsent lourdement sur l'ensemble des contribuables plutôt que la réduction raisonnable des sévérités douanières, laquelle ne porterait atteinte qu'aux intérêts particuliers d'une partie de leur industrie.

Mais on peut se demander si les réformes douanières à elles seules auraient pu apporter aux autres pays une assistance aussi considérable que les dons. Et d'autre part il faut sans doute reconnaître que la politique des dons a pour l'Union Américaine une utilité beaucoup plus grande que celle de la sauvegarde de simples intérêts particuliers. Les dons en dollars, en augmentant le pouvoir d'achat de l'étranger, élargissent les débouchés extérieurs des Etats-Unis, stimulent leurs exportations, leur assurent une production nationale plus abondante, des prix de revient plus bas, un plus haut degré d'emploi pour leurs ouvriers. On a pu prétendre également que la durée des phases cycliques d'expansion a pu s'en trouver prolongée et l'heure des crises périodiques retardée.

Dans ces derniers temps, en outre, des tendances nouvelles se manifestent chez les dirigeants américains. Sous l'impulsion notamment du Président

(1) Voir MARCZEWSKI : « L'investissement international » (Publications de l'Institut de Science Economique Appliquée).

Eisenhower, on préconise les réformes douanières, on annonce des facilités qui seraient données aux importations étrangères. On ajoute que l'assainissement des échanges internationaux qui en résulterait, permettrait une diminution appréciable de l'aide à l'étranger. Quelques pas ont été faits dans cette voie. Et le rapport de la Commission Randall qui vient d'être présenté recommande des atténuations douanières plus fortes. On ne peut dire encore cependant jusqu'à quel point des modifications importantes peuvent être escomptées.

Les répercussions de la politique des dons sur la balance des comptes et la balance des paiements.

En considérant surtout, dans l'histoire aux Etats-Unis de la politique des dons, les années où ont dominé les buts économiques sans beaucoup d'adjonction des buts militaires ou autres, on constate donc qu'elle a mis en mouvement une vaste économie de solidarité en vue du développement économique des pays que la guerre avait durement frappés. Or, dans la technique moderne de la production, tout développement économique implique deux stades. Le premier où on fabrique ce qu'on appelle le capital matériel, le capital en nature, l'équipement, l'outillage. Le second où l'équipement enfin mis sur pied se met à produire les biens de consommation ou les armements nécessaires à la guerre.

De l'application d'une telle technique, avant d'arriver à l'exemple de l'économie de solidarité qui nous intéresse en ce moment, je donnerai, pour les opposer à ce dernier et mieux faire ressortir ses particularités, deux autres exemples relatifs l'un à l'économie capitaliste d'échange, le second à l'économie communiste autarcique dont il sera reparlé plus loin. Dans les trois exemples, le développement économique s'accomplit en deux périodes. Mais avec des différences dans certaines des modalités et dans les effets sur le troc international, sur la balance des comptes et la balance des paiements.

L'exemple d'une économie capitaliste d'échange a trait à la transformation économique des pays neufs qui s'est faite au XIX^e siècle grâce à l'aide des pays européens, principalement de l'Angleterre. Aide qui a consisté uniquement en crédits, en investissements, qui mettaient à la disposition des pays neufs les ressources en argent et l'outillage nécessaires.

Les crédits, lorsqu'ils sont suffisants, permettent aux pays neufs d'obtenir très vite l'équilibre de leur balance des paiements. Mais c'est au prix d'un endettement qui peut devenir fort élevé. Par conséquent, en même temps qu'est atteint et que persiste l'équilibre de leur balance des paiements, apparaît et persiste aussi, sous la charge de grosses dettes extérieures, le déficit de leur balance des comptes. Même quand la première période, celle de la construction de l'outillage est terminée, même quand le pays neuf commence à

fabriquer en plus grande abondance des produits de consommation et à en exporter largement, plus encore, même quand il réussit à rembourser une partie de ses dettes et que certaines de ses balances annuelles des comptes présentent des excédents, ce qui reste des dettes anciennes peut demeurer considérable. Le troc entre les deux périodes, entre celle des investissements et celle des remboursements n'est pas entièrement réalisé. Pour qu'il se fasse enfin, pour que disparaisse toute trace du déficit des balances des comptes antérieures, il faut que le pays ait remboursé la totalité ou la quasi-totalité de ses dettes antérieures ou que tout au moins il les compense par des créances équivalentes. Alors seulement le troc, longtemps différé, devient un troc pleinement accompli. Et la balance des comptes atteint son équilibre, ou même accuse un excédent. De débitrice, elle devient créditrice.

L'exemple de l'économie autarcique communiste est celui de l'U.R.S.S. lorsqu'elle entreprit son œuvre gigantesque d'industrialisation. Au début économie autarcique par nécessité, les Soviets ne pouvant obtenir les gros crédits permettant d'acquérir à l'étranger les éléments de l'outillage indispensable. Economie autarcique ensuite lorsque les Soviets refusèrent toute participation au bénéfice du Plan Marshall. Obligation donc pour l'U.R.S.S. d'exécuter elle-même les deux tâches successives requises. Produire d'abord dans une première période tout ce qui constitue le capital matériel. Pendant ce temps, grande pénurie d'objets consommables, toute l'énergie nationale, le plus grand nombre de bras disponibles devant être consacrés à la fabrication de biens d'équipement.

Puisqu'elle n'empruntait pas ou guère, l'U.R.S.S. ne connut pour ainsi dire pas de déficit de sa balance des paiements ni de sa balance des comptes. Pas de déficit puisque pas de crédits, pas d'achats ou guère. Mais aussi maigres rations de produits alimentaires et autres, longues et pénibles privations pour le peuple.

Il faut ajouter cependant que certains dons ont été faits à ses satellites par l'U.R.S.S. ou ont été annoncés comme devant l'être prochainement. Non seulement du matériel de guerre leur a été livré gratuitement, mais aussi, à des époques récentes, des biens de consommation, notamment à l'Allemagne orientale. Des remises de dettes leur auraient été également accordées.

Avec notre troisième exemple, celui du relèvement, dans une économie de solidarité internationale, des pays ruinés par la seconde guerre mondiale, c'est encore la succession des deux périodes. Il faut bien, cette fois aussi, de même que dans les autres économies dont il vient d'être parlé, qu'une première période s'écoule avant que le nouveau matériel de production aménagé dans les usines ou confié à la terre parvienne à produire les biens satisfaisant directement les besoins.

Mais l'objet de l'économie a donc été d'assurer

le redressement économique de l'Europe occidentale en le faisant échapper aux inconvénients signalés dans les deux autres économies.

Pas de sous-consommation ici, pas de dures misères ni de surtravail. On n'aurait pu les imposer à des travailleurs habitués à la liberté politique, se défendant par une organisation syndicale assez avancée et tenant une grande place dans l'Etat. Il leur fallait au contraire des conditions proches de celles dont ils jouissaient avant la guerre ou plutôt meilleures (1).

D'autre part, dans les économies capitalistes au XIX^{me} siècle, il était fait envoi aux pays assistés à la fois de matériel productif et de fonds permettant de le payer, réalisant par là l'équilibre de la balance des paiements. Mais l'aide américaine ne consiste plus en crédits entraînant pour ceux qui les reçoivent de lourds endettements, un long déficit de leur balance des comptes. L'assistance américaine qui comprend principalement des dons n'a plus de raison d'être la source de fortes dettes ni par conséquent d'un grave déficit pour leur balance des comptes.

D'après certaines présentations de la balance des comptes des nations assistées, on pourrait cependant s'y tromper. Dans leur balance des comptes on porte bien au passif, ainsi qu'il convient, la valeur du matériel américain reçu. Mais on n'y inscrit pas à l'actif les dons qui l'accompagnent et qui le compensent. On les omet dans la balance des comptes. On ne les signale que dans la seule balance des paiements. Présentation qui ferait croire que le matériel américain est la source d'un endettement pour le pays à qui il est expédié. Ce qui est évidemment erroné par définition. Puisqu'il s'agit de dons et jusqu'à concurrence du montant des dons, pas d'endettement du fait de cette importation de matériel américain, pas de déficit pour la balance des comptes. Tous deux doivent figurer dans la balance des comptes elle-même, la valeur du matériel au passif, le montant des dons à l'actif : de sorte que le tableau même de la balance des comptes enseigne que les deux se compensent, qu'il n'y a pas du chef de ce double envoi, déficit pour la balance des comptes.

Il ne s'agit pas ici d'une querelle d'école, d'une querelle byzantine de mots, de définitions. Ce qui importe c'est le fond des choses. Quelle que soit la forme de la présentation, il faut qu'on comprenne bien, et tout le monde l'admet nécessairement, que des importations américaines accompagnées de dons, ne résulte pas un accroissement des dettes, une aggravation de la balance des comptes.

Et puisqu'on s'entend bien sur le fond, je demande que la forme ne paraisse pas y contredire, qu'elle

(1) Voir les nombreux ouvrages de Jean WEILLER sur les problèmes d'économie internationale et ses articles dans la « Revue d'Economie Politique », la « Revue Economique » et la « Revue Kyklos ». Notamment Kyklos 1948, II, pp. 138 et suiv.

témoigne de l'absence de déficit pour la balance des comptes.

Telle est donc la différence essentielle sur ce point entre l'économie de solidarité présente et le cas de la transformation des pays neufs au XIX^{me} siècle. Pour ceux-ci, parce qu'il ne s'agissait que de crédits, équilibre immédiat de leur balancé des paiements mais endettement et déficit de la balance des comptes jusqu'à ce que fussent faits les remboursements ultérieurs, que s'opérât le troc. Pour l'Occident européen, après la seconde guerre mondiale, équilibre immédiat aussi pour la balance des paiements. Mais situation bien meilleure pour la balance des comptes elle-même.

Du fait des dons, une bonne partie de l'assistance américaine doit se manifester de très bonne heure dans les balances des comptes européens. Même dans la première période de l'aide américaine, dans celle de la réfection de l'outillage, des éléments actifs doivent figurer dans ces balances, compensant pour un montant égal le passif dû au matériel venu d'outre-Atlantique. Pas de déficit pour les balances des comptes du chef de ce matériel, en même temps que pas de troc.

Ni les privations soviétiques, ni le long endettement des pays neufs d'autrefois. Et s'il y a exception à la loi du troc international, c'est également sans ces défaillances, sans cette infériorité morale que constitue l'insolvabilité à laquelle est due la première exception à la loi du troc dont il a été précédemment parlé.

La troisième exception au troc international. Exception due aux tributs de guerre et aux tributs « d'amitié ».

Les tributs et prélèvements de guerre ne constituent certes pas une nouveauté; la tradition des pillages et prises par la force remonte à la plus haute antiquité. Ils ne portaient pas seulement sur les biens, mais s'étendaient aussi aux êtres humains, aux hommes, aux femmes dont on s'emparait et qu'on réduisait en esclavage.

Des faits de cette nature se sont reproduits à des époques récentes. Tribut exigé de la France au terme de la guerre de 1870-1871. Prélèvements accompagnant l'occupation allemande pendant la première et surtout pendant la seconde guerre mondiale. Cette fois encore, mainmise sur les hommes que l'on déporte et qu'on fait travailler en masse pour le vainqueur. La nouveauté a pu consister ici dans la lourdeur des charges imposées, dans certains procédés inaugurés par l'Allemagne, comme par exemple, lors de la seconde guerre mondiale, le non-apurement des comptes de clearing institués entre elle et les vaincus, grâce à quoi l'Allemagne s'arrangeait pour rester continuellement débitrice de sommes que finalement elle n'a jamais payées.

D'autre part, sous la forme de tributs d'« amitié »,

des formules nouvelles se sont fait jour après la guerre. En témoignage d'amitié, de reconnaissance envers la Russie, envers le défenseur de la cause de tous, de fortes quantités de produits et de services ont été transférées par certains pays. C'est la nation amie qui étend sa sollicitude aux anciens alliés, qui les prend sous sa main puissante, les délivre du capitalisme oppresseur, les fait bénéficier du même régime que le sien. Ce sont les chefs, les Gouvernements mêmes des peuples communistes, qui réclament le privilège de collaborer à l'œuvre de la défense commune et d'envoyer à cet effet à l'U.R.S.S. une partie de leurs ressources, de leurs produits, de leurs hommes. Du moins telle est la thèse de l'U.R.S.S.

Sans vouloir trop prendre parti dans la question, j'indiquerai seulement, ce qui n'est contesté par personne, qu'au contraire dans les pays satellites et dans ceux de l'Ouest européen, nombreux sont ceux qui prétendent que ce serait par la contrainte que l'U.R.S.S. obtient les envois qui lui sont faits.

On ne peut parler de prélèvements par le plus fort sur le plus faible, dit-on encore, du côté russe, puisque les mouvements de produits entre l'U.R.S.S. et ses voisins se font dans les deux sens et à des prix acceptés par les parties. Il y aurait ainsi tendance à l'égalité de la valeur globale de ce qui est acheminé dans les deux directions. Ce serait un échange équitable, un véritable troc.

Mais dans l'autre camp, on proclame que l'inégalité est la règle pour les prix de ce qui circule entre l'U.R.S.S. et ses satellites. L'U.R.S.S. fixerait en maîtresse tous les prix. Elle achèterait à très bas prix et vendrait à des prix élevés. Elle se ferait remettre par là des masses de biens et n'en céderait que très peu. Il resterait en sa possession un surplus très considérable.

Jusqu'à concurrence des surplus que l'U.R.S.S. obtient, il y a un mouvement de marchandises à sens unique ou quasi unique venant des peuples voisins et pour une très large part sans contre-courant, sans compensation. Donc pas de troc.

Pas de troc non plus, on l'a vu, dans l'économie de solidarité internationale jusqu'à concurrence des dons américains accordés aux nations assistées. Mais une grande différence s'observe entre cette exception au troc résultant des dons et l'exception due aux tributs et prélèvements. Le contraste est plus saisissant si on s'en tient à la considération des faits présents. Deux « grands » dominent aujourd'hui le monde : les Etats-Unis d'Amérique et l'U.R.S.S. Entre chacun de ces deux « grands » et d'autres pays existe un mouvement d'envois à sens unique à titre gratuit ou partiellement gratuit. Mais le mouvement dans l'un des cas va du pays dominant, les Etats-Unis, vers l'extérieur. Dans l'autre cas, il va de l'extérieur vers le pays dominant, l'U.R.S.S.

*
**

Quant à l'état de la balance des comptes sous le régime des tributs, s'il y a eu mouvement de marchandises à sens unique vers l'Allemagne, sans contre-courant, il n'y eut pas néanmoins déficit de la balance de cette dernière. C'est le tribut qui lui permit de se refuser au contre-courant, de même que, dans le cas de l'économie de solidarité, c'est le don qui dispense le pays assisté de l'obligation de procéder au contre-courant. Pas de déficit de la balance de celui qui a reçu le surplus de marchandises, malgré l'absence de troc. Pas de déficit de la balance des comptes pour l'Allemagne dans la dernière guerre mondiale du chef du tribut, en dépit de tout le surplus de marchandises et services qu'elle avait obtenu.

Le tribut avait produit les mêmes effets sur la balance des comptes de l'Allemagne que ceux que produisent les dons sur les balances des comptes des pays assistés. Alors que le surplus de marchandises importées s'inscrit ou s'était inscrit au passif de la balance des comptes des pays assistés d'une part, de l'Allemagne d'autre part, les dons s'inscrivent ou s'étaient inscrits à l'actif de la balance des nations assistées dans un cas, le tribut à l'actif de la balance de l'Allemagne dans l'autre cas et avaient compensé ou compensent jusqu'à concurrence de leur montant le passif résultant du surplus de marchandises et services reçus.

Mais l'Allemagne avait souvent ajouté à ce qui lui était dû à raison du tribut un second surplus provenant du retard qu'elle apportait au paiement des dettes mises par le clearing à sa charge. Ce second surplus n'étant pas compensé par le tribut auquel elle avait droit est demeuré inscrit au passif de sa balance des comptes et n'a finalement pas été réglé. Mais relativement à l'énormité du tribut proprement dit, son importance fut assez faible.

Pour les relations entre l'U.R.S.S. et ses satellites, nous n'avons que peu de renseignements certains. Il est probable que les comptes officiels, s'il en existe, font apparaître un équilibre des balances des comptes. Mais s'il est vrai que l'U.R.S.S. fixe les prix, l'équilibre pourrait bien n'exister que sur le papier. Avec des prix plus équilibrés, les comptes dressés d'après ces prix feraient peut-être ressortir un déficit de la balance des comptes, l'U.R.S.S. ayant reçu beaucoup plus que ce qu'elle aurait envoyé.

Depuis quelques années cependant aurait pu s'ouvrir pour l'U.R.S.S. la seconde période, celle où le gros équipement déjà mis sur pied aurait permis la production de fortes quantités de biens consommables. Mais la guerre durant nombre d'années, et ensuite la préférence donnée à la possession d'un armement de plus en plus puissant, reculèrent l'heure d'une production accrue pour les besoins des masses. C'est seulement depuis peu que l'on semble avoir décidé de travailler à un tel accroissement.

Conclusion.

La vieille loi du troc, tout en restant la règle qui domine les mouvements internationaux de marchandises et services, comporte d'importantes exceptions. Exceptions anciennes ou très anciennes et exceptions nouvelles ou au moins nouvelles par certains de leurs aspects. Au cas d'insolvabilité des débiteurs. Au cas de dons, d'intervention d'une économie de solidarité internationale à côté ou à la place de l'économie traditionnelle d'échange. Au cas de pillages, de prélèvements par la force, de tributs de guerre ou même de ce qu'on considère comme des tributs d'amitié. Dans ces trois cas, mouvements de marchandises et services ont pu se faire sans contre-prestations de sens inverse, sans reflux de marchandises et services assurant le remboursement, la compensation des premiers.

La politique des dons, qui a pris une telle ampleur dans l'espace, qui a institué même partiellement une économie de solidarité entre les peuples, est de nature à marquer peut-être le plus l'économie où nous vivons présentement. Elle nous apporte un témoignage remarquable pour le sujet ici étudié, pour le troc international.

Peut-être nous donne-t-elle aussi un enseignement pour un sujet plus large, pour le progrès économique et social. Ce serait là une expérience qui s'inscrirait

dans un ordre de leçons où elle irait rejoindre des expériences plus anciennes, par exemple, la réduction des si longues journées de travail d'autrefois, les prescriptions hygiéniques dans les usines et ateliers, la politique du plein emploi et bien d'autres. Des mesures de solidarité, au premier abord coûteuses et inconsidérées, apparaîtraient en définitive génératrices non seulement de bienfaits sociaux mais de plus grandes richesses matérielles pour les pays où elles sont adoptées. La politique américaine de dons extérieurs, en même temps qu'elle contribuait au redressement économique des nations assistées, a pu élever le pays donateur à un degré supérieur de richesse. En acceptant de se dépouiller pour autrui, les Etats-Unis ne sont-ils pas parvenus à un grand accroissement de leur activité économique, à une productivité fortement majorée et par là à une hausse considérable de leur revenu national, malgré les craintes qui se font jour en ces derniers temps?

L'économie de solidarité internationale porterait ainsi en elle-même sa propre récompense. Pour un peuple comme les Etats-Unis dont l'énergie, le dynamisme, la propension à chercher et à trouver des procédés techniques toujours plus perfectionnés et des prix de revient toujours plus bas sont si accentués, elle se révélerait comme étant du point de vue du bien-être national lui-même, rentable, payante.

BIBLIOGRAPHIE SUR LA SITUATION MONETAIRE ET FINANCIERE DE LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de janvier 1954. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions, ni les sources statistiques.

1. MONNAIE — BANQUE

DELMOTTE L., De Belgische geld- en kapitaalmarkt in November en December 1953. (*Economisch-Statistische Berichten - uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIX, n° 1913, 3 février 1954, pp. 96-97.*)

DIDISHEIM R., Quelques considérations sur la réglementation des changes en Belgique. (*Bulletin trimestriel de la Chambre de Commerce belgo-égyptienne, Bruxelles, n° 46, janvier 1954, pp. 7-8.*)

MEURICE J., Quelques aspects de l'expansion commerciale belge. (*Revue des Sciences Economiques, Liège, XXVIII, n° 96, décembre 1953, pp. 195-210.*)

VANDEPUTTE R., Een nationale maatschappij voor investering. (*Tijdschrift voor Bestuurswetenschappen en Publiek Recht, Bruxelles, VIII, n° 6, novembre 1953, pp. 331-335.*)

2. BOURSE — EPARGNE

DELMOTTE L., De Belgische geld- en kapitaalmarkt in November en December 1953. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIX, n° 1913, 3 février 1954, pp. 96-97.*)

Le marché belge des obligations en 1953. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, IX, n° 5, 31 janvier 1954, pp. 33-34, 38.*)

VANDEPUTTE R., Een nationale maatschappij voor investering. (*Tijdschrift voor Bestuurswetenschappen en Publiek Recht, Bruxelles, VIII, n° 6, novembre 1953, pp. 331-335.*)

Vers la libre circulation des titres au porteur. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, IX, n° 4, 24 janvier 1954, pp. 25-26, 32.*)

4. BUDGET — FINANCES PUBLIQUES

La situation financière du Congo belge. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, IX, n° 3, 17 janvier 1954, pp. 17-18, 23-24.*)

Les retenues à l'exportation : Pour un peu de bon sens. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, IX, n° 2, 10 janvier 1954, pp. 67-70.*)

TORCK A.S., La vie économique : la comptabilité nationale en Belgique. (*La Revue Nouvelle, Bruxelles, X, n° 1, 15 janvier 1954, pp. 46-51.*)

5. ORGANISMES FINANCIERS REGIS PAR DES DISPOSITIONS LEGALES PARTICULIERES OU PLACES SOUS LA GARANTIE OU LE CONTROLE DE L'ETAT

MEURICE J., Quelques aspects de l'expansion commerciale belge. (*Revue des Sciences Economiques, Liège, XXVIII, n° 96, décembre 1953, pp. 195-210.*)

6. REEQUIPEMENT — LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

Prospérité et politique d'emploi. Un programme économique d'urgence pour 1954. (*Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique, Bruxelles, 1953, 32 p.*)

Quelques aspects de la structure du chômage en Belgique. (*Bulletin mensuel du Service des Etudes et de la Documentation générales, Ministère des Affaires Economiques et des Classes moyennes, Bruxelles, VI, n° 1, janvier 1954, pp. 48-56.*)

7. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

Convertibility and the reserves. (*The Statist, Londres, CLIX, n° 3957, 9 janvier 1954, pp. 30-31.*)

From E.P.U. to I.M.F. (*The Banker, Londres, CI, n° 335, décembre 1953, pp. 335-340.*)

JACOBSSON P., Convertibility as a practical issue. (*Skandinaviska Banken, Stockholm, XXXV, n° 1, janvier 1954, pp. 2-7.*)

LEWINSOHN R., Der Franc auf dem Wege zur Konvertibilität. (*Der Volkswirt, Wirtschafts- und Finanz-Zeitung, Francfort, VIII, n° 4, 23 janvier 1954, pp. 15-17.*)

MANGOLDT H., Konvertierbarkeit, ein- oder zweigleisig? (*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Francfort, VII, n° 2, 15 janvier 1954, pp. 59-60.*)

SCHMIDT W., Ausländerkonvertierbarkeit. - Scheinkonvertierbarkeit. (*Der Volkswirt - Wirtschafts- und Finanz-Zeitung, Francfort, VIII, n° 3, 16 janvier 1954, pp. 13-15.*)

Switch deals - an indispensable makeshift. (*The Statist, Londres, CLIX, n° 3956, 2 janvier 1954, pp. 14-15.*)

von BOECKH H., Konvertibilität im « Gemeinsamen Markt ». (*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Francfort, VII, n° 3, 1 février 1954, pp. 90-92.*)

8. ASPECTS FINANCIERS DE BENELUX

KUIN P., Benelux et l'intégration européenne. Une opinion néerlandaise. (*Revue des Sciences économiques, Liège, XXVIII, n° 96, décembre 1953, pp. 211-220.*)

RUBINFELD J., Das holländische « Wirtschaftswunder » (*Der Volkswirt, Wirtschafts- und Finanz-Zeitung, Francfort, n^{os} 51/52, 22 décembre 1953, pp. 87-88.*)

Situation et problèmes de l'économie des pays de Benelux. (*Paris, Organisation Européenne de Coopération Economique, 1953, 33 p.*)

9. PLAN SCHUMAN

De Europese gemeenschap voor kolen en staal. (*Economische Voorlichting, La Haye, XLVIII, n^o 4, 22 janvier 1954, p. 8.*)

ETZEL F., Montanunion, ein Mittel der Europa-Politik. (*Der Volkswirt - Wirtschafts- und Finanz-Zeitung, Francfort, n^{os} 51/52, 22 décembre 1953, pp. 69-70.*)

GASCUEL J., Le voyage de M. Jean Monnet aux Etats-Unis et l'Europe des Carolingiens. (*L'Année politique et économique, Paris, XXVI, n^{os} 115-116, septembre-décembre 1953, pp. 374-378.*)

HYND J., La grande Europe et le plan Schuman. (*Europe Unie, Bruxelles, III, n^o 9, décembre 1953, pp. 29-31.*)

JANSSEN H., Vervoer en de Gemeenschap voor Kolen en Staal. (*Economisch-Statistische Berichten - uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIX, n^o 1911, 20 janvier 1954, pp. 48-50.*)

La C.E.C.A. et le prix de l'acier. (*L'Economie, journal d'informations industrielles, financières et agricoles du monde entier, Paris, IX, n^o 426, 24 décembre 1953, p. 23.*)

LALOIRE M., Une affaire Pignone en Belgique. (*La Revue Nouvelle, Bruxelles, X, n^o 1, 15 janvier 1954, pp. 35-40.*)

Premier bilan de la Communauté charbon-acier. (*L'Economie, Paris, X, n^o 429, 21 janvier 1954, pp. 8-11.*)

10. GENERALITES

BAUDHUIN F., Avant-bilan pour 1953. (*Bulletin officiel de la Chambre de Commerce de Bruxelles, LXXI, n^o 4, 22 janvier 1954, pp. 71-77.*)

Evolution et situation économique des provinces au Congo belge. (*Bulletin de la Banque centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi, Bruxelles, II, n^o 12, décembre 1953, pp. 413-425.*)

La situation économique du Congo belge et du Ruanda-Urundi. (*Bulletin de la Banque centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi, Bruxelles, II, n^o 12, décembre 1953, pp. 427-430.*)

MASOIN M., Tâches de 1954. (*Industrie, Revue de l'Industrie belge, Bruxelles, VIII, n^o 1, janvier 1954, pp. 2-3.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge*, au cours du mois précédant celui de la parution du *Bulletin*.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. — *Législation économique générale*
- II. — *Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière*
- III. — *Législation agricole*
- IV. — *Législation industrielle*
- V. — *Législation du travail*
- VI. — *Législation relative au commerce intérieur*
- VII. — *Législation relative au commerce extérieur*
- VIII. — *Législation des transports*
- IX. — *Législation relative aux prix et aux salaires*
- X. — *Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)*
- XI. — *Législation en matière de dommages de guerre*

I — LEGISLATION ECONOMIQUE GENERALE

Loi du 7 janvier 1954

portant approbation de l'accord de modification à l'accord de coopération économique entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique et l'annexe, signés à Bruxelles, le 2 juillet 1948, conclu par échange de lettres, datées à Bruxelles, les

11 décembre 1952 et 5 mars 1953 (*Moniteur du 22 janvier 1954*, p. 358).

La modification convenue adapte le texte de l'accord à la loi de Sécurité Mutuelle, promulguée le 20 juin 1952, qui stipulait entre autres que la part du compte de contrepartie en monnaie locale qui est mise à la disposition du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sera portée de 5 pour-cent à 10 pour-cent.

II — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES (Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES), LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

Arrêté royal du 28 décembre 1953

relatif à l'émission de l'emprunt 4 ½ pour-cent de 1954 à dix-huit ans, au capital nominal de 1.500 millions de francs, à émettre, sous la garantie de l'Etat, par la Société nationale des Chemins de fer belges (*Moniteur du 8 janvier 1954*, p. 67).

Arrêté royal du 12 janvier 1954

relatif à la décharge de l'accise pour l'alcool utilisé à des usages industriels (*Moniteur du 21 janvier 1954*, p. 350).

Arrêté royal du 14 janvier 1954

modifiant celui du 15 septembre 1953 déterminant les modalités d'émission d'obligations au porteur par la Caisse autonome des Dommages de Guerre, en application de la loi du 31 juillet 1953 (*Moniteur du 30 janvier 1954*, p. 517).

Loi du 29 décembre 1953

régularisant certaines situations nées de la guerre en matière de taxes assimilées aux impôts directs (*Moniteur du 8 janvier 1954*, p. 66).

Arrêté royal du 30 janvier 1954

modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1952 relatif au contrôle des changes (*Moniteur du 31 janvier 1954*, p. 548).

Cet arrêté réduit le pourcentage des retenues opérées sur le paiement des exportations vers les pays de l'Union Européenne des Paiements.

Loi du 29 décembre 1953

contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1941 et 1942 (*Moniteur du 23 janvier 1954*, p. 382).

III — LEGISLATION AGRICOLE

Arrêté royal du 23 décembre 1953

déterminant les subventions qui peuvent être accordées en vue d'encourager l'application rationnelle de l'insémination artificielle des bêtes bovines (Moniteur du 14 janvier 1954, p. 188).

IV — LEGISLATION INDUSTRIELLE

Arrêté royal du 16 décembre 1953

sur le soutènement et le contrôle du toit dans les mines de houille (Moniteur du 15 janvier 1954, p. 205).

VI — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE INTERIEUR

Arrêté royal du 17 décembre 1953

relatif à la conservation et au commerce des œufs (Moniteur du 13 janvier 1954, p. 170). Errata (Moniteur du 22 janvier 1954, p. 370).

Arrêté ministériel du 23 décembre 1953

ordonnant une statistique mensuelle du tourisme et de l'hôtellerie (Moniteur du 18-19 janvier 1954, p. 312).

Arrêté royal du 13 janvier 1954

relatif aux obligations de stockage des meuniers industriels agréés (Moniteur du 30 janvier 1954, p. 519).

VII — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté royal du 16 décembre 1953

relatif au tarif des droits d'entrée. Errata (Moniteur du 8 janvier 1954, p. 67).

Arrêté royal du 19 janvier 1954

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 31 janvier 1954, p. 547).

Arrêté royal du 17 décembre 1953

relatif à l'exportation et l'importation des œufs (Moniteur du 13 janvier 1954, p. 173). Erratum (Moniteur du 22 janvier 1954, p. 371).

Arrêté ministériel du 22 janvier 1954

relatif au transit de certains produits (Moniteur du 28 janvier 1954, p. 474).

VIII — LEGISLATION DES TRANSPORTS

Arrêté royal du 24 décembre 1953

portant création du Comité supérieur des Transports (Moniteur des 2-3 janvier 1954, p. 16).

Il est créé à titre permanent au Ministère des Communications un organisme consultatif dénommé « Comité supérieur des Transports ».

Le Comité supérieur des Transports a pour objet de donner des avis sur les problèmes que posent la coordination, le développement et l'amélioration des différents moyens de transport.

En particulier :

a) il établit et tient à jour un plan de répartition des investissements consacrés aux différents modes de transport pour le développement, le renouvellement ou l'amélioration de leur infrastructure, du matériel d'exploitation ou des installations fixes, que ces investissements soient couverts par des crédits figurant au budget de l'Etat ou par des emprunts dont la réalisation nécessite l'intervention de celui-ci;

b) il fait toutes suggestions au sujet des possibilités de financement des investissements prévus au plan visé au littéra a ci-dessus;

c) il suggère au Ministre compétent les modifications ou les compléments à apporter à la législation ou à la réglementation régissant les transports. Il donne son avis sur les projets de lois ou d'arrêtés qui lui sont soumis;

d) il donne son avis sur les problèmes techniques et économiques qui concernent plusieurs modes de transport ainsi que sur ceux qui ont une incidence sur le plan international;

e) il est consulté par le Gouvernement sur toute modification à apporter aux attributions des départements ministériels intéressés aux problèmes des transports.

Dans ce cas, cet avis doit être donné dans le délai indiqué par Nos Ministres, sans que ce délai puisse être inférieur à quinze jours.

Le Comité supérieur des Transports est composé du Ministre des Communications, président, du secrétaire général du même département, vice-président, et de 10 membres, fonctionnaires de divers départements.

IX — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES

Arrêté royal du 2 décembre 1953

rendant obligatoire la décision du 28 octobre 1953 de la Commission paritaire nationale pour les entreprises agricoles, relative à la fixation du salaire pour l'arrachage, le décolletage et le chargement des betteraves sucrières de la récolte 1953 (Moniteur du 23 janvier 1954, p. 402).

Arrêté royal du 19 janvier 1954

rendant obligatoire la décision du 21 décembre 1953 de la Commission paritaire nationale du transport, concernant la fixation des salaires minimums des ouvriers occupés dans les entreprises de déménagement (Moniteur du 28 janvier 1954, p. 483).

X — LEGISLATION SOCIALE

(PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)

Arrêté ministériel du 30 décembre 1953

agréant et répartissant en catégories les groupements et institutions qui organisent des ateliers ou des centres de travail et de reclassement professionnel pour invalides et infirmes (Moniteur du 10 janvier 1954, p. 142).

et de reclassement professionnel pour invalides et infirmes (Moniteur du 10 janvier 1954, p. 143).

Arrêté royal du 12 janvier 1954

organisant l'Office national des pensions pour ouvriers (Moniteur du 22 janvier 1954, p. 361).

Arrêté royal du 31 décembre 1953

fixant, pour l'année 1953, le montant de la subvention accordée aux groupements et institutions qui organisent des ateliers ou des centres de travail

Arrêté royal du 19 janvier 1954

modifiant l'arrêté du Régent du 10 mai 1948 relatif aux compléments de pension de vieillesse et de survie (Moniteur du 28 janvier 1954, p. 481).

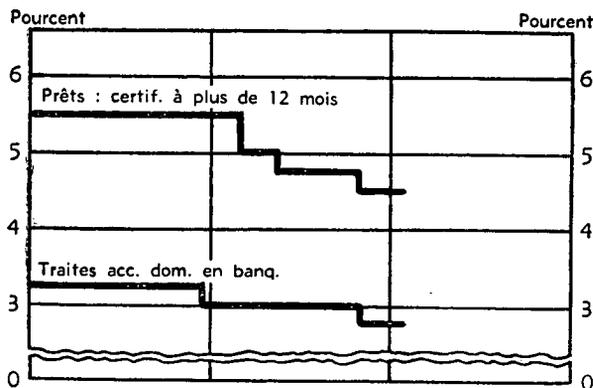
ERRATUM

Dans le numéro de janvier 1954 du Bulletin d'Information et de Documentation, page 8, le dernier alinéa de la note (22) doit se lire comme suit :

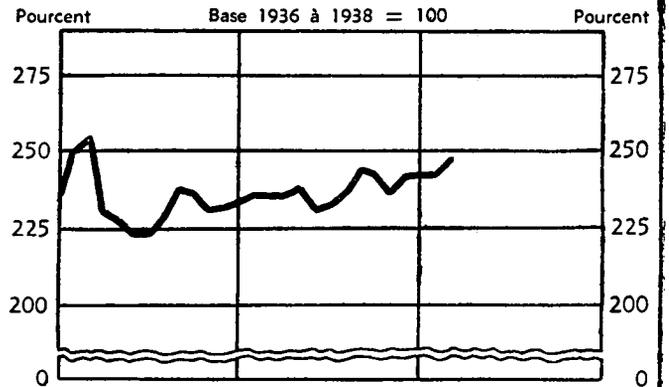
« Son application a été étendue aux banques de moyenne et de grande circulation en avril 1953 en ce qui regarde la couverture du passif à plus d'un mois et en août 1953 en ce qui regarde la couverture du passif à un mois au plus. »

GRAPHIQUES DE LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA BELGIQUE

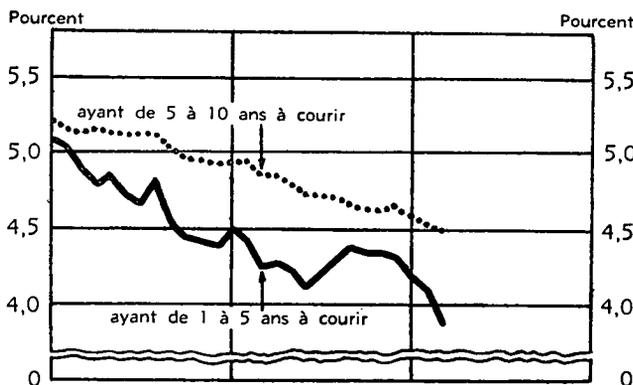
B.N.B. - TAUX D'ESCOMPTE ET DE PRETS



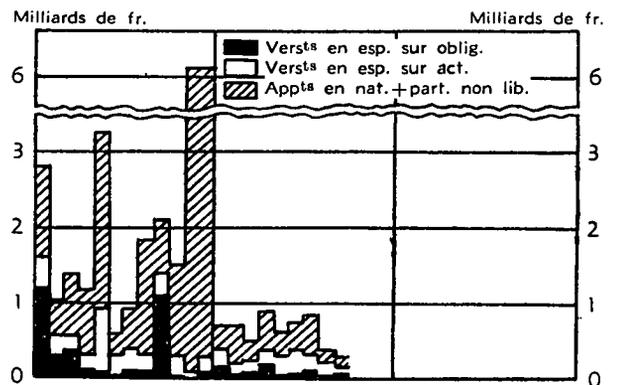
INDICE GENERAL DES ACTIONS



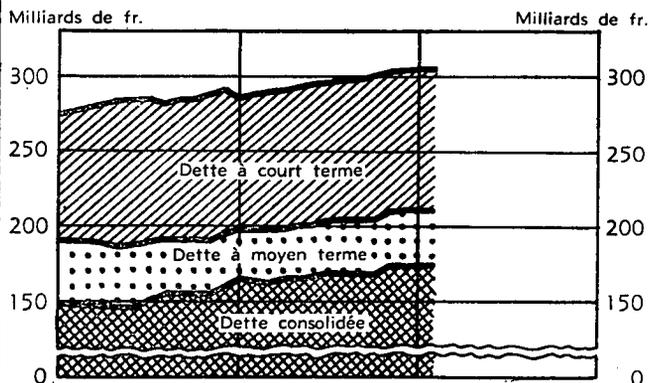
RENDEMENTS D'OBLIGATIONS (1)



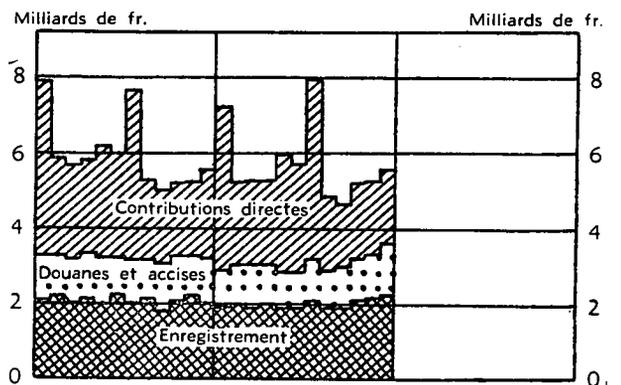
EMISSIONS DE CAPITAUX



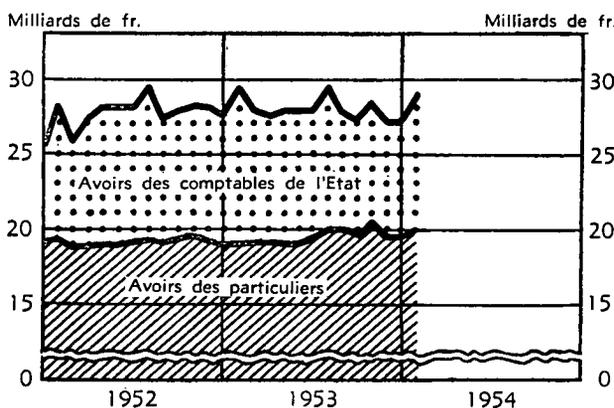
DETTE PUBLIQUE



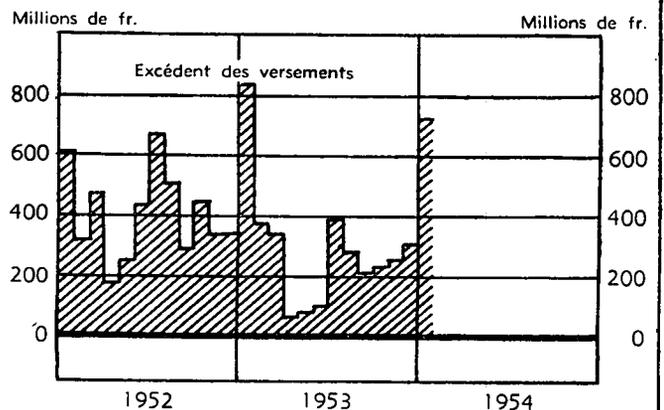
RECETTES FISCALES



AVOIRS A L'OFFICE DES CHEQUES POSTAUX



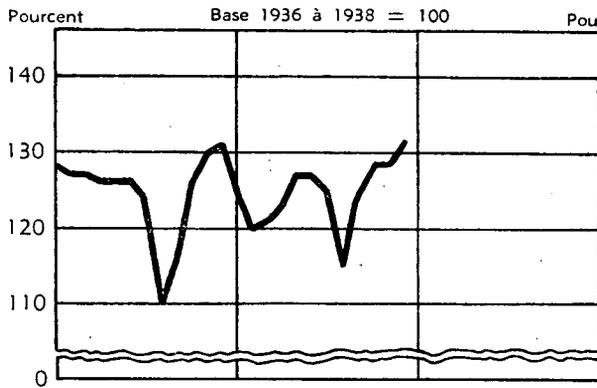
CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE



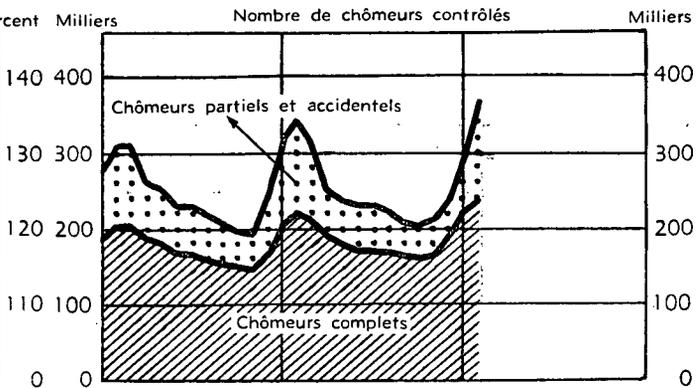
(1) Bons de caisse 4 1/2 % (parastataux) dont l'Etat garant. l'intérêt et l'amort.

GRAPHIQUES DE LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA BELGIQUE

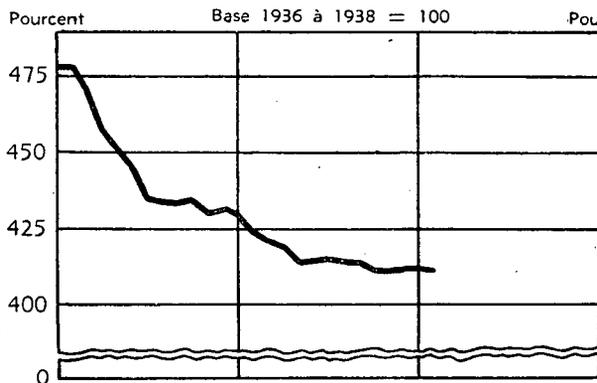
INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE



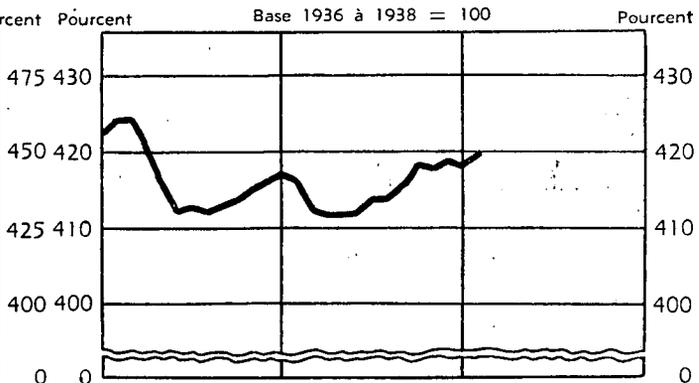
CHOMAGE



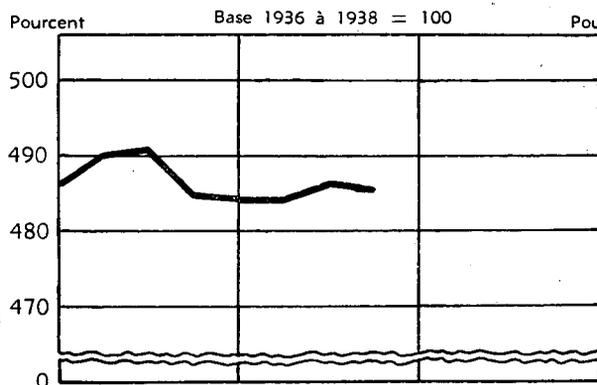
INDICE GENERAL DES PRIX DE GROS



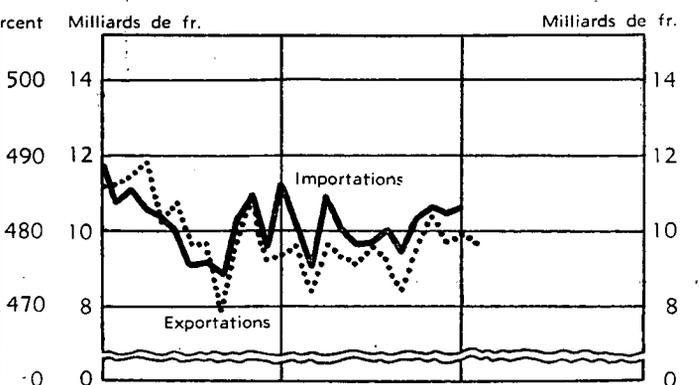
INDICE GENERAL DES PRIX DE DETAIL



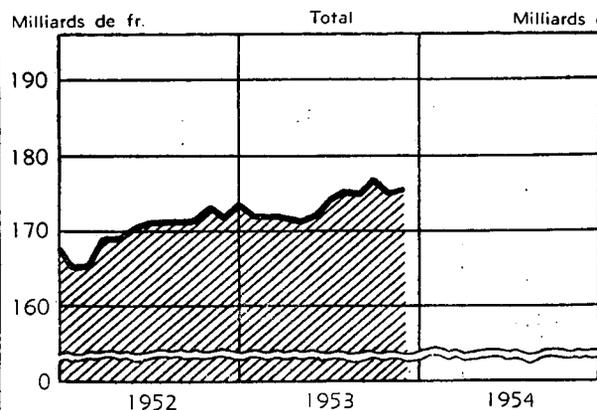
INDICE DES SALAIRES HORAIRES MOYENS



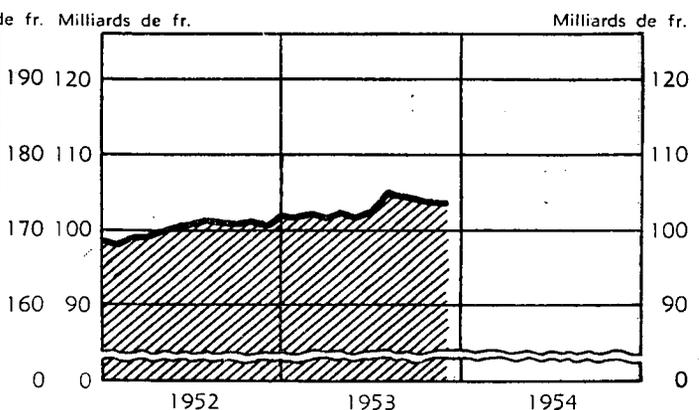
COMMERCE EXTERIEUR



STOCK MONETAIRE EN FRANCS BELGES



STOCK DE MONNAIE FIDUCIAIRE



STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

(Table des matières, voir dernière page du Bulletin)

MARCHE DE L'ARGENT

I. — TAUX D'ESCOMPTE ET DE PRETS (en %)

2

Epoques	Taux officiels de la Banque Nationale de Belgique										Call-Money		
	Escompte				Prêts et avances sur *						Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (arrêtés 22-8-52 et 26-7-52)	En chambre de compensation	Hors compensation
	Traites acceptées domiciliées en banque Warrants et acceptations de banque préalablement visés par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées	Promesses	Certificats ayant maximum 120 jours à courir	Certificats ayant maximum 8 mois à courir	Certificats ayant maximum 12 mois à courir	Certificats à plus de 12 mois et emprunts à moyen terme	Autres effets publics				
1952 Moyenne	3,24	3,74	4,74	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	3,50 ¹	1,25	1,25	
1953 Moyenne	2,96	3,46	4,46	4,89	2,—	2,1875	2,375	4,89	4,89	3,34	1,25	1,25	
1952 Novembre	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	3,50	1,25	1,25	
Déc. (dep. 18)	3,—	3,50	4,50	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	3,50	1,25	1,25	
1953 Janvier	3,—	3,50	4,50	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	3,50	1,25	1,25	
Février	3,—	3,50	4,50	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	3,50	1,25	1,25	
Mars (dep. 5)	3,—	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	3,50	1,25	1,25	
Avril	3,—	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	3,50	1,25	1,25	
Mai (dep. 21)	3,—	3,50	4,50	4,75	2,—	2,1875	2,375	4,75	4,75	3,50	1,25	1,25	
Juin	3,—	3,50	4,50	4,75	2,—	2,1875	2,375	4,75	4,75	3,50	1,25	1,25	
Juillet	3,—	3,50	4,50	4,75	2,—	2,1875	2,375	4,75	4,75	3,50	1,25	1,25	
Août	3,—	3,50	4,50	4,75	2,—	2,1875	2,375	4,75	4,75	3,50	1,25	1,25	
Septembre ...	3,—	3,50	4,50	4,75	2,—	2,1875	2,375	4,75	4,75	3,50	1,25	1,25	
Oct. (dep. 29)	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	2,75 ²	1,25	1,25	
Novembre	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	2,75	1,25	1,25	
Décembre	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	2,75	1,25	1,25	
1954 Janvier	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	2,75	1,25	1,25	

¹ Moyenne des cinq derniers mois.

² 8 % du 8 au 28 octobre 1953.

* Quantité de l'avance en janvier 1954 :

Certificats de trésorerie émis à court terme	95 %	Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1947)	90 %
Certificats de trésorerie émis à plus de 12 mois	90 %	Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1948)	90 %
Obligations Emprunt 4 ½ %, 1951 à 10 ou 15 ans	90 %	Certificats de trésorerie 4 % 1949	90 %
Obligations Emprunt 4 ½ %, 1952 à 10 ans	90 %	Certificats de trésorerie 4 % 1950 Congo belge	90 %
Obligations Emprunt 4 ½ %, 1952-1964, à 12 ans	90 %	Obligations 4 % 1950-1960 Congo belge	90 %
Certificats de trésorerie 8 ½ % à 15 ans au plus (1942)	90 %	Obligations 8 ½ % de l'Assainissement Monétaire 2 ^e série	90 %
Certificats de trésorerie 4 % à 20 ans au plus (1948)	90 %	Autres effets publics	80 %
Certificats de trésorerie 8 ½ % à 10 ans (1944)	90 %		

II. — TAUX DES DEPOTS EN BANQUE ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE

4

Epoques	Banques — Comptes de dépôts à *					Caisse générale d'Epargne (dépôts sur livrets)			Soc. Nation. de Crédit à l'Industrie
	vue	15 jours de préavis	1 mois	8 mois	6 mois	jusqu'à 75.000 fr.	75 001 à 150.000 fr.	au delà de 150.000 fr.	Comptes de dépôts à 1 an
1952 Moyenne	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1953 Moyenne	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1952 Novembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Décembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1953 Janvier	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Février	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Mars	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Avril	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Mai	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Juin	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Juillet	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Août	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Septembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Octobre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Novembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Décembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1954 Janvier	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50

* Moyenne de quatre banques.

III. — L'argent au jour le jour
(millions de francs)

Cours des métaux précieux
à Bombay¹

Moyennes journalières	Capitaux prêtés			Capitaux empruntés		
	par des organismes compensateurs		Total	par des organismes non compensateurs ²	en compensation ³	hors compensation ⁴
	Banques de dépôts	Autres organismes ¹				
1951	2.034	772	2.806	2.578	2.788	2.596
1952	2.398	754	3.152	2.645	3.115	2.682
1953	2.378	694	3.072	2.319	2.996	2.395
1953 Juin	2.743	467	3.210	2.011	3.187	2.034
Juillet	2.337	424	2.761	1.624	2.753	1.632
Août	1.966	499	2.465	3.209	2.465	3.209
Septembre ...	2.163	578	2.741	2.684	2.741	2.684
Octobre	2.530	542	3.072	1.894	3.061	1.905
Novembre	2.204	754	2.958	2.589	2.949	2.598
Décembre	2.717	950	3.667	2.466	3.568	2.565
1954 Janvier						
8 au 14	2.673	997	3.670	1.886	3.625	1.931
15 au 21	2.171	969	3.140	1.897	3.111	1.926
22 au 28	2.131	1.106	3.237	1.931	3.237	1.931
29 au 4/2 ...	1.871	690	2.561	2.410	2.561	2.410
Février						
5 au 11	2.134	711	2.845	2.656	2.845	2.656
12 au 18	2.888	865	3.753	1.979	3.753	1.979

Moyennes journalières	Or Conversion en sh. et d. par oz. fin ²	Argent Conversion en pence par oz. fin ²
1952	364/0	78
1953	345/9	75
1952 Novembre	330/0	73
Décembre	321/3	71
1953 Janvier	348/9	74
Février	359/8	80
Mars	347/6	72
Avril	348/0	76
Mai	349/6	78
Juin	362/5	76
Juillet	350/0	74
Août	350/5	74
Septembre ...	347/9	74
Octobre	327/6	78
Novembre	330/3	73
Décembre	326/6	73
1954 Janvier	333/9	75

¹ Notamment le Crédit Communal de Belgique et la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

² Notamment la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et l'Office National de Sécurité Sociale.

³ Notamment l'Institut de Réescote et de Garantie et l'Office National du Ducroire.

⁴ Notamment le Fonds des Rentes et l'Office Central de Crédit hypothécaire.

¹ Prix de l'oz. d'or fin : à Londres : 248 sh. depuis le 18 septembre 1949; à New-York : 85 \$ depuis le 1er février 1934.

² Cotation originale en roupies et annas respectivement par fine tola et par 100 fine tolas.

MARCHE DES CHANGES

I. — Cours officiels, au 31 janvier 1954, fixés par la Banque Nationale de Belgique en vertu de l'arrêté n° 6 pris à Londres le 1^{er} mai 1944 par les Ministres réunis en Conseil
(« Moniteur belge » du 5 septembre 1944, n° 22)
(francs belges)

10¹

Devises	Cours contractuel ou moyen	Transferts	
		Cours acheteur	Cours vendeur
100 francs congolais	—	100,—	100,—
100 francs luxembourgeois	—	100,—	100,—
100 couronnes tchécoslovaques	694,44225	692,50	696,50

II. — Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles
(francs belges)

10²

Moyennes	1 franc suisse	1 \$ U.S.A.	100 francs français	1 \$ canadien	1 Livre Sterling	100 Escudos	1 fl. P. B.	1 Cr. suéd.	1 Cr. dan.	1 D. M.	1 Cr. norv.
1952	11,45	50,29	14,27	51,38	139,86	173,98 ¹	—	—	—	—	—
1953	11,47	49,96	14,27	50,81	140,14	174,04	13,19 ²	9,67 ³	7,24 ⁴	11,97 ⁵	6,99 ⁶
1952 Novembre	11,45	50,04	14,28	51,27	140,02	174,03	—	—	—	—	—
Décembre	11,45	50,16	14,24	51,67	140,05	174,04	—	—	—	—	—
1953 Janvier	11,45	50,15	14,23	51,67	140,04	174,03	13,16 ⁷	—	—	—	—
Février	11,45	50,07	14,20	51,26	140,22	174,03	13,16	9,66 ⁸	—	—	—
Mars	11,45	50,05	14,22	50,90	140,38	174,05	13,16	9,66	—	—	—
Avril	11,45	50,04	14,23	50,88	140,39	174,05	13,16	9,67	—	—	—
Mai	11,45	49,95	14,22	50,25	140,15	174,05	13,19	9,67	7,24 ⁹	11,94	—
Juin	11,47	49,98	14,24	50,27	139,98	174,05	13,21	9,65	7,24	11,96	—
Juillet	11,49	49,96	14,30	50,35	140,01	174,05	13,23	9,65	7,24	11,97	—
Août	11,51	49,97	14,35	50,55	140,13	174,05	13,25	9,69	7,24	11,98	—
Septembre ...	11,51	49,85	14,34	50,64	140,05	174,03	13,20	9,69	7,24	11,98	—
Octobre	11,50	49,83	14,29	50,72	140,11	174,04	13,18	9,71	7,23	11,98	—
Novembre	11,48	49,85	14,30	50,99	140,24	174,05	13,17	9,70	7,23	11,97	—
Décembre	11,45	49,87	14,28	51,26	140,00	174,05	13,17	9,66	7,22	11,97	6,99 ⁶
1954 Janvier	11,46	49,95	14,29	51,34	139,92	174,08	13,18	9,65	7,23	11,97	6,99

¹ Moyenne du 7 juillet au 31 décembre 1952. — ² Moyenne du 26 janvier au 31 décembre 1953. — ³ Moyenne du 23 février au 31 décembre 1953. — ⁴ Moyenne du 18 mai au 31 décembre 1953. — ⁵ Moyenne du 4 mai au 31 décembre 1953. — ⁶ Moyenne du 14 au 31 décembre 1953. — ⁷ Moyenne du 26 au 30 janvier 1953. — ⁸ Moyenne du 28 au 27 février 1953. — ⁹ Moyenne du 16 au 29 mai 1953.

MARCHE DES CAPITAUX

I. — COURS COMPARÉS DE QUELQUES FONDS PUBLICS

14

Désignation des titres	Cotation pour	Cours au				
		1er octobre 1953	8 novembre 1953	1er décembre 1953	4 janvier 1954	1er février 1954
I. — Dette intér. dir. de l'Etat Belge (Intérêts à bonif.)						
Dette 3 ½ %, 1937 ^{1 2}	100,—	80,50	80,50	80,55	80,50	80,65
Dette 3 ½ %, 1943 ^{1 2}	100,—	78,85	79,10	79,35	79,65	80,—
Empr. de l'Assain. mon., 2 ^e série (pair), 3 ½ % ²	100,—	98,80	99,—	99,65	99,90	100,—
Empr. de l'Assain. mon., 2 ^e série (impair), 3 ½ % ²	100,—	97,70	98,15	98,80	99,60	99,75
Dette unifiée 4 % ^{1 2}	100,—	91,60	91,65	92,—	92,35	92,60
Emprunt de la Libération, 4 %, 1945 ²	100,—	88,60	88,80	89,35	90,20	90,45
Emprunt 4 ½ %, 1951 ²	100,—	98,65	98,10	98,80	99,10	99,25
Emprunt 4 ½ %, 1952, à 10 ans ²	100,—	98,70	98,90	99,—	99,25	99,80
Emprunt 4 ½ %, 1952-1964, à 12 ans ²	100,—	98,—	97,65	98,25	98,70	98,70
Emprunt 4 ½ %, 1953, à 20 ans ²	100,—	97,50	97,50	97,75	98,55	98,50
Emprunt 4 ½ %, 1953-1968 à 15 ans ²	100,—	—	—	—	—	98,—
Certif. de Trés. à 15 ans au plus, 3 ½ %, 1942, 1 ^{re} série ^{1 2}	100,—	111,90	112,—	112,—	112,—	112,50
Certif. de Trés. à 20 ans au plus, 3 ½ %, 1943, ^{1 2 3}	100,—	105,10	104,90	105,—	105,10	105,75
Certif. de Trés. à 5 ou 10 ans, 4 %, 1947 ²	100,—	104,10	103,65	103,65	103,85	105,10
Certif. de Trés. à 5 ou 10 ans, 4 %, 1948 ²	100,—	106,45	106,20	106,30	106,30	107,50
Certif. de Trés. à 5 ou 10 ans, 4 %, 1949 ²	100,—	101,25	100,10	100,70	101,10	101,85
Emprunts à lots 1938, 4 %	500,—	493,—	495,—	494,—	499,—	500,—
Emprunts à lots 1941 (4 % depuis 1951)	1.000,—	944,—	947,—	962,—	980,—	986,—
Emprunts à lots 1953 (2 %, 5 % dès 1967)	1.000,—	998,—	998,—	998,—	998,—	999,—
II. — Dette indir. et dette gar. par l'Etat (Int. à bonif.)						
Domages de guerre à lots 1923, 4 %	525,—	500,—	498,—	501,—	507,—	507,—
Empr. de la Reconstr. 1 ^{re} tr. 1947 (2 %, 5 % dès 1957) ²	1.000,—	985,—	984,—	988,—	998,—	1.000,—
Empr. de la Reconstr. 2 ^e tr. 1949 (2 %, 5 % dès 1958) ²	1.000,—	998,—	998,—	998,—	1.000,—	1.008,—
Empr. de la Reconstr. 3 ^e tr. 1950 (2 %, 5 % dès 1960) ²	1.000,—	1.004,—	1.010,—	1.025,—	1.038,—	1.031,—
Soc. Nat. Ch. de fer belges (tr. belge), act. priv. 4 % ^{1 2}	500,—	457,—	458,—	462,—	473,—	468,—
Régie des Télégr. et Téléph., 4 %, 1950 ²	100,—	100,20	100,40	100,85	101,60	103,60
Régie des Télégr. et Téléph. à 10 ans, 4 ½ %, 1952, 2 ^e s. ²	100,—	99,80	99,50	99,80	100,05	100,25
Régie des Télégr. et Téléph. à 15 ans, 4 ½ %, 1953, 1 ^{re} s. ²	100,—	98,65	98,45	98,55	98,85	98,95
Régie des Télégr. et Téléphones à 15 ans 4 ½ %, 1953 2 ^e s. ²	100,—	—	—	—	98,50	98,40
Soc. Nat. Ch. de fer belges, à 5 ou 10 ans, 4 %, 1950, 2 ^e s. ²	100,—	99,65	99,40	100,30	100,60	100,65
Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 ½ %, 1952-1962 ²	100,—	99,50	99,50	99,85	99,85	100,20
Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 ½ %, 1953-1965 ²	100,—	98,65	98,—	98,50	99,—	99,20
Soc. Nat. Créd. à l'Ind. à 10 ans, 4 ½ %, 1951 ²	100,—	99,80	99,15	99,55	100,30	100,40
Soc. Nat. Créd. à l'Ind. à 10 ans, 4 ½ %, 1952, 2 ^e s. ²	100,—	99,95	99,10	99,60	99,75	100,20
III. — Dette directe de la Colonie.						
Sans coupons d'intérêt : Congo belge, emprunt à lots 1888 ...	100,—	219,—	220,—	221,—	221,—	226,—
<i>Intérêts à bonifier :</i>						
Dette coloniale 1936, 4 %	100,—	94,05	94,05	94,05	94,05	93,95
Dette coloniale 1950-60, 4 % ²	100,—	100,80	100,60	100,75	100,55	100,45
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1950 ²	100,—	104,75	103,80	104,05	103,90	103,80

¹ Titres pour lesquels une opération est en cours en vertu des arrêtés du 6 octobre 1944. — ² Titres créés après le 6 octobre 1944. — ³ Le taux de l'intérêt a été porté à 4 % le 14 octobre 1948.

II. — INDICE MENSUEL DES ACTIONS AUX BOURSES DE BRUXELLES ET D'ANVERS

15¹

Source : Institut National de Statistique.

Dates	Indice général	Assur., bancq. soc. à portef.	Entr. immob., hypoth. et hôtel	Chemins de fer et transport par eau	Tramw., Chem. de fer vicinaux et transports	Trusts d'entr. de tramways et d'électricité	Entr. de gaz et d'électricité	Distribution d'eau	Industries métallurgiques	Zincs, plombs et mines	Produits chimiques	Charbonnages et fours à coke	Glaceries	Verreries	Industrie de la construction	Ind. textiles et soieries	Entreprises coloniales	Plantations	Alimentation	Industries diverses
Indices par rapport aux cours du mois précédent																				
1954 4 janv. ...	100	103	99	104	104	102	102	102	100	97	101	98	103	98	101	97	98	94	101	100
1er févr. ...	102	101	101	100	101	105	104	107	103	104	111	96	97	102	104	102	102	102	102	103
Indices par rapport à la période 1936 à 1938																				
1953 2 févr. ...	235	242	120	275	72	100	188	38	198	262	171	234	79	81	201	174	473	62	137	251
2 mars ...	235	241	116	280	72	100	189	38	198	256	171	239	77	78	205	166	474	60	135	257
1er avril ...	237	248	118	288	70	101	189	38	193	246	168	234	71	72	202	161	483	58	134	265
4 mai ...	231	243	116	288	73	103	191	41	193	238	161	226	71	77	205	154	458	59	132	269
1er juin ...	232	247	116	299	71	103	194	42	193	233	159	224	75	80	202	149	458	57	136	268
1er juill. ...	236	252	118	298	71	107	194	41	192	247	163	224	79	86	205	152	469	56	137	284
3 août ...	244	265	124	307	73	114	202	41	195	259	169	242	78	85	223	150	472	59	139	297
1er sept. ...	242	262	134	309	77	112	208	43	193	259	169	247	83	86	219	150	466	58	141	289
1er oct. ...	236	253	135	304	75	112	207	42	183	248	161	237	83	92	215	149	456	54	142	274
3 nov. ...	241	264	136	299	75	117	211	42	182	257	167	227	84	101	220	152	469	51	143	281
1er déc. ...	242	265	132	306	75	117	212	43	183	258	169	228	77	95	226	160	472	54	146	277
1954 4 janv. ...	242	273	131	318	78	119	217	44	183	250	171	223	79	93	229	155	464	51	148	277
1er févr. ...	247	277	132	319	79	125	226	47	189	260	189	215	77	95	238	158	472	52	151	285

III. — MOUVEMENT DES OPERATIONS A LA BOURSE DE BRUXELLES

15²

Source : Bulletin mensuel des statistiques publié par la Commission de la Bourse de Bruxelles.

Périodes	Nombre de séances	Obligations de sociétés		Actions		Total	
		Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)
1952	250	159	150	14.790	19.644	14.949	19.794
1953	248	135	130	12.484	16.443	12.619	16.573
1953 Janvier	20	11	10	1.045	1.293	1.056	1.303
Février	20	11	11	1.084	1.344	1.095	1.355
Mars	22	12	12	1.381	1.940	1.393	1.952
Avril	20	11	11	1.112	1.462	1.123	1.473
Mai	17	10	10	809	1.082	819	1.092
Juin	22	12	12	1.011	1.341	1.023	1.353
Juillet	21	12	12	1.090	1.742	1.102	1.754
Août	21	10	10	922	1.262	932	1.272
Septembre	22	10	10	966	1.306	976	1.316
Octobre	22	13	13	1.108	1.303	1.121	1.316
Novembre	19	10	10	988	1.210	998	1.220
Décembre	22	11	10	967	1.155	978	1.165
1954 Janvier	20	10	9	1.144	1.226	1.154	1.235

IV. — RENDEMENT DES TITRES A REVENU FIXE

16

1. — Dette unifiée et emprunts remboursables globalement à date fixe

Début de mois	Dette unifiée 4 %	Emprunts remboursables globalement à date fixe															
		Echéance de 1 à 5 ans								Echéance de 5 à 10 ans				Echéance de 10 à 20 ans			
		Etat		Paraétatiques		Villes		Sociétés		Etat		Paraétatiques		Villes		Sociétés	
		3½ %	4 %	4 %	4½ %	4 %	4½ %	4 %	4½ %	4 %	4 %	4½ %	4½ %	4½ %	4 %	4 %	4½ %
1952 Décembre	4,47	4,64	4,53	4,74	4,50	4,75	4,78	6,11	5,75	4,75	4,85	4,92	4,94	5,88	4,45	5,75	5,35
1953 Janvier	4,48	4,45	4,34	4,67	4,43	4,71	4,76	5,90	5,21	4,72	4,84	4,93	4,96	5,95	4,49	5,75	5,45
Février	4,46	4,—	3,99	4,40	4,25	4,70	4,70	5,76	5,72	4,62	4,76	4,84	4,95	5,75	4,46	5,65	5,36
Mars	4,45	4,—	3,93	4,30	4,27	4,62	4,65	5,95	5,66	4,64	4,74	4,83	4,97	—	4,47	5,70	5,36
Avril	4,43	3,99	3,75	4,13	4,22	4,59	4,60	6,72	5,35	4,58	4,67	4,78	4,94	—	4,51	5,61	5,36
Mai	4,42	3,82	3,81	4,07	4,13	4,51	4,53	6,37	5,04	4,52	4,64	4,72	4,90	—	4,49	5,34	5,37
Juin	4,41	3,75	4,10	4,19	4,18	4,43	4,44	6,04	5,27	4,59	4,68	4,72	4,86	—	4,51	5,52	5,44
Juillet	4,40	3,62	4,—	3,88	4,27	4,28	4,70	6,28	5,36	4,55	4,60	4,71	4,83	—	4,51	5,31	5,44
Août	4,39	3,61	3,88	4,01	4,37	4,16	4,65	5,90	5,22	4,54	4,58	4,65	4,80	—	4,51	5,32	5,36
Septembre	4,38	3,71	3,65	3,96	4,35	4,16	4,65	6,—	5,18	4,40	4,58	4,63	4,81	—	4,51	5,14	5,39
Octobre	4,37	3,80	3,64	3,94	4,34	4,16	4,61	6,22	5,27	4,16	4,59	4,63	4,81	—	4,52	5,34	5,34
Novembre	4,36	3,81	3,98	3,94	4,30	4,21	4,62	6,37	5,35	4,57	4,60	4,66	4,80	—	—	5,30	5,32
Décembre	4,35	3,93	3,85	3,57	4,18	4,16	4,48	6,71	5,31	4,51	4,49	4,59	4,72	—	—	5,15	5,25
1954 Janvier	4,33	3,84	3,74	3,29	4,10	4,03	4,32	6,63	4,97	4,49	4,46	4,55	4,67	—	—	5,02	5,28
Février	4,32	3,65	3,34	3,78	3,88	3,96	4,01	6,81	5,16	4,38	4,32	4,50	4,54	—	—	4,85	5,26

2. — Emprunts amortissables par annuités et emprunts à lots

Début de mois	Emprunts amortissables par annuités												Emprunts à lots			
	Echéance de 1 à 5 ans		Echéance de 5 à 10 ans				Echéance de 10 à 20 ans				Echéance à plus de 20 ans		Echéance à plus de 20 ans			
	Sociétés		Villes		Sociétés		Colonie	Paraétatiques	Villes		Sociétés		Paraétatiques	Villes	Dette directe de l'Etat	Dette indirecte de l'Etat
	4½ %	5 %	4 %	4 %	4½ %	5 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %
1952 Décembre	4,37	6,26	5,09	6,16	5,01	4,83	4,59	5,74	5,60	6,—	5,14	5,16	4,87	5,40		
1953 Janvier	5,47	6,20	4,91	6,21	5,04	4,99	4,58	5,43	5,60	5,93	5,14	5,16	4,81	5,32		
Février	4,68	5,61	4,88	5,93	4,79	4,78	4,57	5,34	5,57	5,90	5,10	5,14	4,73	5,22		
Mars	5,48	5,97	4,88	5,97	4,81	4,83	4,57	5,31	5,53	5,81	5,06	5,13	4,75	5,26		
Avril	5,20	6,23	4,83	6,06	4,83	4,74	4,57	5,28	5,50	5,95	4,96	5,11	4,79	5,35		
Mai	4,98	6,37	4,81	6,—	4,65	4,76	4,47	5,21	5,47	5,71	4,86	5,03	4,79	5,37		
Juin	5,14	6,47	5,16	6,02	4,86	4,76	4,50	5,14	5,43	5,67	4,83	5,01	4,78	5,33		
Juillet	4,55	5,54	5,23	5,87	4,74	4,54	4,50	5,11	5,29	5,65	4,77	4,98	4,76	5,28		
Août	4,62	6,19	5,30	5,76	4,44	4,42	4,50	5,08	5,02	5,66	4,76	4,93	4,73	5,27		
Septembre	4,66	6,64	5,16	5,95	4,64	4,68	4,50	4,99	4,99	5,49	4,76	4,92	4,70	5,28		
Octobre	4,99	7,70	5,03	5,90	4,64	4,48	4,50	4,93	4,95	5,34	4,74	4,89	4,70	5,27		
Novembre	4,66	7,11	5,—	5,78	4,65	4,68	4,51	4,91	4,93	5,36	4,73	4,89	4,67	5,31		
Décembre	4,81	4,99	4,99	5,81	4,72	4,99	4,51	4,91	4,91	5,36	4,71	4,87	4,63	5,24		
1954 Janvier	4,70	7,55	4,97	5,88	4,70	4,92	4,51	4,90	4,90	5,39	4,72	4,88	4,58	5,12		
Février	4,81	7,69	4,96	5,60	4,67	4,69	4,53	4,90	4,89	5,32	4,72	4,87	4,54	5,14		

N. B. — Méthode d'établissement : voir Bulletin d'Information et de Documentation d'avril 1953, p. 231.

Tableau rétrospectif

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Constitutions de sociétés			Augmentations de capital				Emissions d'obligations		Ensemble des émissions	Primes d'émission 1	Libération sans espèces		Emissions nettes 4
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur val. nominale	Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur val. nominale	Nombre	Montant nominal	Montant nominal		Apports en nature 2	Incorporations de réserves au capital 3	
1951	1.836	1.425	1.260	799	5.805	6.196	5.731	91	2.483	10.104	113,1	1.348	3.876	4.363
1952	2.165	1.640	1.401	1.235	14.251	16.407	15.698	72	3.476	21.523	41,4	1.386	13.666	5.541
1952 10 prem. mois .	1.769	1.395	1.188	649	8.766	7.081	6.426	29	3.257	11.733	41,3	1.000	4.829	5.079
1953 10 prem. mois .	1.815	1.430	1.285	460	2.724	1.763	1.566	22	763	3.956	0,2	1.405	613	1.596
1952 Octobre	180	124	108	86	558	1.253	1.205	1	20	1.397	0,4	70	1.020	243
Novembre	156	99	74	140	2.027	3.958	3.950	—	—	4.057	0,1	90	3.841	93
Décembre	240	146	139	446	3.457	5.368	5.322	4	65	5.579	—	297	4.996	213
1953 Janvier	216	176	157	38	69	45	39	4	156	377	—	117	19	216
Février	216	143	139	25	163	362	350	1	20	525	—	408	17	83
Mars	214	129	113	65	169	208	168	2	80	417	0,1	102	64	195
Avril	187	166	158	46	868	266	253	6	217	649	—	151	200	277
Mai	140	88	80	59	704	294	210	1	50	432	0,1	67	106	167
Juin	185	109	93	62	292	190	185	1	6	305	—	82	77	125
Juillet	181	267	243	42	183	135	110	2	55	457	—	230	49	129
Août	111	74	71	29	83	65	63	1	10	149	—	64	4	76
Septembre ...	170	107	99	34	64	67	64	2	30	204	—	101	12	80
Octobre	195	171	131	60	126	131	122	2	140	442	—	83	64	246
Novembre ... p		65	53			340	232		70	475	—	48	109	198
Décembre ... p		236	201			835	812		33	1.104	10,0	248	556	252

A. — Sociétés belges (sociétés anonymes et en commandite par actions, sociétés de personnes à responsabilité limitée)

B. — Sociétés congolaises (sociétés par actions et sociétés de personnes)

1951	181	2.836	1.779	62	1.524	1.673	1.411	2	70	4.579	10,7	1.181	564	1.526
1952	279	1.187	835	110	6.417	6.182	5.093	5	212	7.581	46,6	1.806	2.570	1.811
1952 9 premiers mois	186	976	650	84	3.145	3.575	2.496	2	100	4.651	39,1	1.516	261	1.508
1953 9 premiers mois	169	808	568	67	2.114	1.196	865	3	105	2.109	8,1	208	214	1.124
1952 Juillet	17	109	70	6	207	125	105	—	—	234	—	29	98	48
Août	22	80	79	12	1.261	1.334	1.332	1	50	1.464	—	1.236	19	206
Septembre ...	17	60	42	9	342	531	182	—	—	591	—	26	4	194
Octobre	25	52	49	7	68	29	29	—	—	81	—	33	12	33
Novembre ...	14	37	27	6	3.052	2.024	2.014	—	—	2.061	—	14	2.000	27
Décembre	17	24	22	8	57	487	487	—	—	511	—	152	316	41
1953 Janvier	15	35	28	13	276	258	258	—	—	293	7,7	37	112	145
Février	20	62	54	5	267	83	70	—	—	145	0,3	4	—	121
Mars	22	87	57	6	27	21	21	—	—	108	—	22	9	47
Avril	17	97	82	6	142	159	42	—	—	256	—	30	2	92
Mai	14	18	14	9	561	148	148	—	—	166	—	8	28	126
Juin	21	169	145	6	482	201	63	2	70	440	—	40	8	230
Juillet	30	204	109	10	209	161	127	1	35	400	—	42	55	174
Août	17	75	35	8	123	134	124	—	—	209	—	14	—	145
Septembre ...	13	61	43	4	27	30	13	—	—	91	—	12	—	44

¹ Non comprises dans les montants libérés.² Compris dans les constitutions et augmentations de capital.³ Compris dans les augmentations de capital.⁴ Comprendent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les libérations sans espèces, ainsi que les émissions destinées au remboursement d'anciens emprunts.

V. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES CONGOLAISES

17²

(millions de francs)

SEPTEMBRE 1953

Source : Institut National de Statistique.

Rubriques	Constitutions de sociétés						Augmentations de capital Sociétés par actions et sociétés de personnes			Emissions d'obligations			Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés)	Libérations sans espèces				Dissolutions Sociétés par actions et sociétés de personnes		Réductions de capital Soc. par act. et soc. de personnes						
	par actions			de personnes			Nombre	Capital ancien	Augmen- tation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal		dont emprunts de conversion	Apports en nature		Augmentations de capital	Incorporations de réserves (comprises dans les augmentations de capital)	Liquidations		Fusions					
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale									par actions	de personnes			Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant

Détail des émissions

Banques, soc. financières...	2	22,0	20,4	1	0,1	0,1	1	2,4	22,4	4,5	—	—	—	—	—	—	—	1	1,8	—	—	—	—
Sociétés commerciales	—	—	—	7	11,3	7,5	1	5,0	2,0	2,0	—	—	—	—	1,0	—	—	2	1,5	—	—	1	2,9
Sociétés industrielles	1	15,0	11,0	—	—	—	1	15,0	1,0	1,0	—	—	—	10,0	—	1,0	—	—	—	—	—	1	0,7
Mines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Construction, bâtiments ...	1	10,0	2,0	—	—	—	1	5,0	5,0	5,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés agricoles	—	—	—	1	2,3	2,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transports	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Services publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux ...	4	47,0	33,4	9	13,7	9,9	4	27,4	30,4	12,5	—	—	—	10,0	1,0	1,0	—	3	3,3	—	—	2	3,6

Groupement des sociétés selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

1 million et moins	—	—	—	6	2,8	2,8	1	15,0	1,0	1,0	—	—	—	—	1,0	1,0	—	2	1,5	—	—	1	0,7
de 1 à 5 millions	1	2,0	0,4	2	3,4	3,4	2	10,0	7,0	7,0	—	—	—	—	—	—	—	1	1,8	—	—	1	2,9
de 5 à 10 millions	1	10,0	2,0	1	7,5	3,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 10 à 20 millions	2	35,0	31,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 20 à 50 millions	—	—	—	—	—	—	1	2,4	22,4	4,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 50 à 100 millions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
plus de 100 millions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux ...	4	47,0	33,4	9	13,7	9,9	4	27,4	30,4	12,5	—	—	—	10,0	1,0	1,0	—	3	3,3	—	—	2	3,6

Répartition des sociétés suivant la nature du droit qui les régit

Sociétés de droit belge	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés de droit congolais	4	47,0	33,4	9	13,7	9,9	4	27,4	30,4	12,5	—	—	—	10,0	1,0	1,0	—	3	3,3	—	—	2	3,6
Totaux ...	4	47,0	33,4	9	13,7	9,9	4	27,4	30,4	12,5	—	—	—	10,0	1,0	1,0	—	3	3,3	—	—	2	3,6

V. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES
 Groupement des sociétés selon le lieu où s'exerce leur activité et selon l'importance
 du capital nominal émis ou annulé
 (millions de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Classification	Constitutions de sociétés						Augmentations de capital (sociétés anonymes (sociétés en command. par actions) (soc. de pers. à resp. lim.)			Emissions d'obligations			Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés)	Libérations sans espèces		Dissolutions		Réductions de capital Montant	
	anonymes et en command. par actions			de personnes à responsabilité limitée			Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal		dont emprunts de conversion	Apports en nature	Incorporations de réserves	Liquidations		Fusions
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale													

1. — Selon le lieu où s'exerce leur activité SEPTEMBRE 1953

Belgique	54	68,8	62,2	116	38,4	36,4	34	63,9	67,0	63,7	2	30,0	—	—	101,2	11,5	23,6	—	30,5
Etranger	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux.....	54	68,8	62,2	116	38,4	36,4	34	63,9	67,0	63,7	2	30,0	—	—	101,2	11,5	63,6	—	30,5

2. — Selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

1 million et moins ...	38	14,9	13,1	109	24,7	22,7	17	15,4	8,4	7,5	—	—	—	—	19,0	0,7	14,2	—	0,5
de 1 à 5 millions	15	37,9	33,1	7	13,7	13,7	15	40,0	29,2	26,8	1	5,0	—	—	36,8	2,4	4,0	—	—
de 5 à 10 millions	1	16,0	16,0	—	—	—	2	8,5	29,4	29,4	—	—	—	—	45,4	8,4	5,4	—	—
de 10 à 20 millions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 20 à 50 millions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	25,0	—	—	—	—	—	30,0
de 50 à 100 millions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
plus de 100 millions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux.....	54	68,8	62,2	116	38,4	36,4	34	63,9	67,0	63,7	2	30,0	—	—	101,2	11,5	63,6	—	30,5

1. — selon le lieu où s'exerce leur activité OCTOBRE 1953

Belgique	63	124,6	85,7	131	42,3	40,8	60	126,1	130,8	122,4	2	140,0	—	—	82,7	64,1	73,0	5,0	1,4
Etranger	1	4,5	4,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5	—	—
Totaux.....	64	129,1	90,2	131	42,3	40,8	60	126,1	130,8	122,4	2	140,0	—	—	82,7	64,1	73,5	5,0	1,4

2. — selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

1 million et moins ...	45	20,8	18,4	122	25,2	23,7	32	19,4	13,3	11,7	—	—	—	—	20,7	2,6	20,1	—	1,4
de 1 à 5 millions	14	43,0	38,3	9	17,1	17,1	21	36,5	59,0	55,2	—	—	—	—	49,3	25,4	22,7	5,0	—
de 5 à 10 millions	3	22,3	22,3	—	—	—	5	39,2	33,5	30,5	—	—	—	—	12,7	11,1	8,7	—	—
de 10 à 20 millions	1	13,0	5,2	—	—	—	2	31,0	25,0	25,0	1	15,0	—	—	—	—	—	—	—
de 20 à 50 millions	1	30,0	6,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 50 à 100 millions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
plus de 100 millions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	125,0	—	—	—	—	—	—	—
Totaux.....	64	129,1	90,2	131	42,3	40,8	60	126,1	130,8	122,4	2	140,0	—	—	82,7	64,1	73,5	5,0	1,4

VI. — EMPRUNTS DES POUVOIRS PUBLICS ET DES ORGANISMES D'UTILITE PUBLIQUE ¹

(Emissions publiques à long et moyen terme)

Périodes	en Belgique	à l'étranger
	(millions de francs)	(millions)
1952	23.760	\$ U.S. 50 fr. cong. 100
1953	20.521	fr. s. 50 fr. cong. 265
1953 Janvier ...	400	fr. s. 60 fr. cong. 100
Février ...	1.600	fr. cong. 165
Mars	3.500	—
Avril	1.000	—
Mai	—	—
Juin	4.570	—
Juillet	500	—
Août	150	—
Septembre .	1.500	—
Octobre ...	6.901	—
Novembre .	—	fr. s. 60
Décembre .	400	—
1954 Janvier ...	1.500	—

VII. OPERATIONS BANCAIRES DU CREDIT COMMUNAL

(Avances et remboursements opérés sur emprunts consentis aux pouvoirs publics et aux organismes d'utilité publique pour le paiement des dépenses.)

Périodes	Dépenses extraordinaires		Dépenses ordinaires
	Prélèvements sur comptes ²	Remboursements nets	Avances nettes
	(millions de francs)		
1952 Moyenne ...	409	72	276
1953 Moyenne ...	415	57	233
1952 Décembre .	440	17	305
1953 Janvier ...	335	355	262
Février ...	331	124	267
Mars	425	23	383
Avril	314	14	226
Mai	423	22	263
Juin	457	11	329
Juillet	419	10	245
Août	447	23	105
Septembre .	372	—	210
Octobre ...	564	18	116
Novembre .	465	68	150
Décembre .	424	12	240

VIII. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES ³

Périodes	Montant selon droits d'inscription perçus ³
(millions de francs)	
1952 Moyenne ...	1.267
1953 Moyenne ...	1.466
1952 Décembre .	1.401
1953 Janvier ...	1.264
Février ...	1.139
Mars	1.400
Avril	1.249
Mai	1.379
Juin	1.526
Juillet	1.850
Août	1.496
Septembre .	1.561
Octobre ...	1.774
Novembre .	1.286
Décembre .	1.669

¹ Emprunts de l'Etat, de la Colonie, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (À l'exception des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie). — ² Y compris les retraits sur subsides accordés par la province et l'Etat. — ³ Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 p. c. du total, mais non compris les hypothèques légales.

FINANCES PUBLIQUES

I. — SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

25¹

(millions de francs)

Fin de mois	Dettes consolidées			Dettes à moyen terme ³			Dettes à court terme ⁴			Avoirs des partic. en C.C.P.	Dettes totales ^{1 5}	
	intérieure			intér.	extér.	totale	intér.	extér.	totale			
	directe	indirecte	totale									extérieure ²
1952 Novembre	115.269	8.732	124.001	14.263	33.251	2.751	36.002	73.251	1.499	74.750	20.246 ⁶	269.262
1952 Décembre	119.197	8.725	127.922	14.276	31.249	3.341	34.590	68.729	1.251	69.980	19.210	265.978
1953 Janvier	117.911	8.702	126.613	14.265	32.354	3.328	35.682	68.647	502	69.149	19.576	265.285
1953 Février	117.814	8.695	126.509	14.319	31.478	3.324	34.802	72.833	4	72.387	19.899	267.916
1953 Mars	119.694	8.687	128.381	14.561	32.006	3.073	35.079	72.102	4	72.106	19.721	269.848
1953 Avril	121.009	8.678	129.687	14.567	31.808	3.068	34.876	71.549	4	71.553	19.315	269.998
1953 Mai	122.192	8.673	130.865	14.562	31.525	3.074	34.599	72.146	599	72.745	19.792	272.563
1953 Juin	124.931	8.660	133.591	14.449	31.402	2.825	34.227	69.486	1.610	71.096	20.667	274.030
1953 Juillet	124.839	8.656	133.495	14.441	31.362	2.825	34.187	69.714	2.786	72.500	20.486	275.109
1953 Août	124.736	8.656	133.392	14.515	32.378	2.823	35.201	69.551	4.358	73.909	20.361	277.378
1953 Septembre	124.632	8.648	133.280	14.481	32.975	2.817	35.792	69.115	4.351	73.466	20.914	277.933
1953 Octobre	131.401	8.639	140.040	14.580	32.759	2.818	35.577	64.600	4.552	69.152	20.346	279.695
1953 Novembre	130.992	8.632	139.624	14.612	33.996	2.817	36.813	64.532	4.549	69.081	20.528	280.658
1953 Décembre	130.564	8.624	139.188	14.578	33.098	2.567	35.665	66.732	4.543	71.275	21.223	281.929
1954 Janvier	129.315	8.600	137.915	14.606	32.897	2.570	35.467	69.615	4.545	74.160	19.945	282.093

¹ Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918. — ² Le montant des dettes extérieures est établi d'après le cours des changes à la date indiquée. — ³ Certificats de trésorerie à échéance de plus d'un an. — ⁴ Certificats à un an d'échéance au plus. — ⁵ Non compris la Dotation des Combattants. — ⁶ Ces avoirs sont représentés à concurrence de 6.494 millions de francs par des certificats de trésorerie.

II. — AVOIRS EN EFFETS PUBLICS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

25²

(millions de francs)

Fin de mois	A 120 jours au maximum	A plus de cinq ans		Total
	Certificats de trésorerie ¹	Créance consolidée sur l'Etat ²	Effets publics nationaux ³	
1950 Juin	5.016	34.939	1.062	41.017
1950 Septembre	2.881	34.939	1.079	38.899
1950 Décembre	4.136	34.939	1.077	40.152
1951 Mars	555	34.860	1.093	36.508
1951 Juin	1.222	34.860	1.172	37.254
1951 Septembre	2.949	34.860	1.188	38.997
1951 Décembre	6.529	34.860	1.221	42.610
1952 Mars	7.178	34.763	1.269	43.210
1952 Juin	8.865	34.763	1.435	45.063
1952 Septembre	8.953	34.763	1.475	45.191
1952 Décembre	6.260	34.763	1.478	42.501
1953 Mars	7.819	34.660	1.565	44.044
1953 Juin	6.009	34.660	1.653	42.322
1953 Septembre	8.965	34.660	1.678	45.303
1953 Décembre	8.040	34.660	1.678	44.378

¹ Convention du 14 septembre 1948, conclue en vertu de l'art. 18 de la loi organique de la B.N.B. — ² Art. 8, § b), de la loi du 28 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la B.N.B. — ³ Art. 14 de la loi organique de la B.N.B.

III. — APERÇU DE L'EXECUTION DES BUDGETS (sans distinction d'exercice)

25³

(du 1^{er} janvier au 30 novembre 1953)

Source : *Moniteur belge*.

Recettes	millions de francs	Dépenses	millions de francs
Voies et moyens :		Dépenses ordinaires :	
Impôts	62.442	Dettes publiques	8.056
Taxes, péages et redevances	1.993	Pensions	8.979
Revenus patrimoniaux	976	Dotations	261
Remboursements	952	Non-valeurs et remboursements	1.027
Produits divers	812	Administration { rémunérations	15.820
Produits d'emprunts consolidés	2	générale { matériel	5.129
Impôts d'assainissement monétaire	421	Subventions	21.693
Recettes résultant de la guerre	423	Travaux	1.438
		Autres dépenses	3.453
		Dépenses résultant de la guerre	4.225
Total...	68.021	Total...	70.081
Recettes extraordinaires :		Dépenses extraordinaires :	
Diverses	3.132	Service de la dette publique	605
Produits de l'emprunt d'assainiss. mon.	3	Crédits relatifs aux avances	1.335
Produits d'emprunts consolidés	15.332	Crédits relatifs aux participations	746
Impôts d'assainissement monétaire	73	Crédits relatifs { immob. nouv. ...	13.094
		aux immobilis. { rest. du dom. pub.	1.372
		Autres dépenses	32
		Investissements par l'aide Marshall ...	12
		Contrepartie de l'aide E.R.P. 1950/1951	871
Total...	18.540	Total...	18.067
TOTAL GENERAL...	86.561	TOTAL GENERAL...	88.148
Mali...	- 1.587		

a) Recettes fiscales sans distinction d'exercice

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

Périodes	Contributions directes 1	Douanes et accises	Enregistrement	Recettes globales 1	Recettes globales cumulatives depuis janvier 1
1952 Moyenne mensuelle	2.730	1.140	2.070	5.940	—
1953 Moyenne mensuelle	2.568	1.081	1.997	5.646	—
1952 Octobre	1.843	1.306	2.055	5.204	60.487
Novembre	1.945	1.083	2.246	5.274	65.761
Décembre	2.252	1.237	2.029	5.518	71.279
1953 Janvier	4.409	980	1.928	7.317	7.317
Février	2.121	990	1.966	5.077	12.394
Mars	2.268	1.125	1.901	5.294	17.688
Avril	2.261	1.092	1.957	5.310	22.998
Mai	2.967	1.015	1.916	5.898	28.896
Juin	2.730	1.068	1.939	5.737	34.633
Juillet	4.748	1.129	2.069	7.946	42.579
Août	1.877	1.029	1.893	4.799	47.378
Septembre	1.562	1.147	1.940	4.649	52.027
Octobre	1.883	1.144	2.088	5.115	57.142
Novembre	1.985	1.083	2.232	5.300	62.442
Décembre	2.000	1.175	2.129	5.304	67.746

b) Recettes totales effectuées jusqu'au 30 novembre 1953 pour les exercices 1952 et 1953

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

	Exercice 1952		Exercice 1953		Décembre 1953
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées pour l'exerc. 1953
I. Contributions directes 1	31.684	29.036	25.439	25.615	2.000
II. Douanes et accises	13.666	12.649	12.875	12.934	1.175
dont douanes	4.383	4.300	4.381	4.200	404
accises	8.608	8.263	7.616	8.578	667
taxes spéciales de consommat.	687		641		79
III. Enregistrement	24.839	22.361	23.952	24.035	2.129
dont enregistrement	2.189	1.980	2.353	2.370	250
successions	1.014	950	1.120	925	112
timbres et taxes assimilées	21.395	19.100	20.201	20.500	1.744
Total 1 ...	70.189	64.046	62.266	62.584	5.304
Différence par rapport aux éval. budgét.	+ 6.143		— 318		

1 Y compris le produit des versements anticipatifs à valoir sur la taxe professionnelle.

NOTE. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice. L'exercice 1952, commencé le 1er janvier 1952, s'est clôturé le 31 mars 1953.

REVENUS ET EPARGNE

I. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

30¹

Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en septembre 1953

Source : Institut National de Statistique.

Rubriques	Nombre de sociétés			Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividen- de brut mis en paie- ment	Dette obliga- taire 1	Coupons d'obliga- tions bruts 2
	recen- sées	en béné- fice	en perte			Bénéfice	Perte			
(millions de francs)										
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique										
Banques	1	1	—	10,0	5,8	2,3	—	1,4	79,4	2,0
Assurances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Opérations financières et immobilières ...	20	11	9	33,9	13,4	2,2	1,8	1,0	1.242,5	45,1
Commerce de détail	13	9	4	19,1	5,3	3,8	0,2	0,7	3,0	0,2
Commerce de gros et commerce extérieur	54	41	13	64,4	63,8	19,2	1,8	3,5	99,0	6,2
Fabrications métalliques	27	20	7	107,6	122,9	16,1	3,5	8,9	29,1	1,7
Métallurgie du fer	3	3	—	198,0	177,4	45,6	—	16,0	196,2	9,3
Métaux non ferreux	—	—	—	—	—	—	—	—	7,0	0,3
Industries textiles	30	14	16	157,6	108,0	12,9	7,7	4,0	14,7	0,9
Industries alimentaires	25	17	8	154,8	88,4	9,4	5,7	3,0	19,7	1,0
Industrie du bois	5	2	3	12,3	1,9	0,1	1,3	0,1	5,0	0,3
Industries chimiques	18	11	7	69,4	27,8	7,6	1,3	3,7	71,4	3,5
Industrie du verre	4	2	2	521,6	518,0	27,3	0,1	21,7	—	—
Electricité	—	—	—	—	—	—	—	—	413,9	23,9
Gaz	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Eau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cuir	4	2	2	11,5	8,2	—	2,7	—	0,4	—
Papier et imprimerie	7	6	1	46,2	12,3	3,5	0,5	2,3	19,6	1,2
Transport	5	4	1	5,0	0,9	0,5	—	—	—	—
Tourisme	11	9	2	19,3	94,3	6,8	0,1	3,6	2,2	0,1
Intermédiaires	4	2	2	1,9	2,3	0,5	0,2	—	—	—
Déchets et matières de récupération	1	—	1	1,5	2,0	—	0,1	—	—	—
Construction	6	6	—	15,7	4,5	4,4	—	0,5	1,0	0,1
Charbon	—	—	—	—	—	—	—	—	68,9	3,4
Terre cuite	—	—	—	—	—	—	—	—	10,9	0,4
Ciment et industries connexes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Carrières	3	2	1	7,7	6,3	—	—	—	—	—
Chaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industries céramiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du tabac	1	—	1	0,6	0,3	—	—	—	—	—
Industrie du diamant	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	—
Editions, librairies, presse	4	4	—	1,7	0,6	0,5	—	—	—	—
Films, théâtres, attractions	4	4	—	0,6	0,2	—	—	—	—	—
Artisanat	13	9	4	8,0	4,1	1,5	0,2	—	1,5	0,1
Agriculture, horticulture, élevage, pêche .	5	3	2	4,1	2,5	0,1	0,3	—	—	—
Divers non dénommés	12	7	5	93,2	30,1	8,5	0,2	4,8	—	—
TOTAL...	280	189	91	1.565,7	1.301,3	172,8	27,7	75,2	2.285,7	99,7
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo belge										
Banques, sociétés financières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés industrielles	3	3	—	129,0	15,4	13,8	—	8,5	—	—
Sociétés agricoles	2	2	—	27,5	36,2	8,6	—	3,8	20,0	1,3
Services publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines	1	—	1	10,0	—0,2	—	5,5	—	—	—
Construction	2	2	—	43,0	125,9	24,1	—	9,2	—	—
Transport	1	1	—	137,6	63,4	11,8	—	4,0	42,8	2,3
Sociétés diverses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL...	9	8	1	347,1	240,7	58,3	5,5	25,5	62,8	3,6
C. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger										
Electricité	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Plantations, sociétés coloniales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés diverses	1	—	1	0,8	10,3	—	0,3	—	2,5	0,2
TOTAL...	1	—	1	0,8	10,3	—	0,3	—	2,5	0,2
TOTAL GENERAL...	290	197	93	1.913,6	1.552,3	231,1	33,5	100,7	2.351,0	103,5

¹ Les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

² En outre, il a été mis en paiement pendant le mois de septembre 1953 :

(millions de francs)	
Coupons d'emprunts de l'Etat	154,9
Coupons d'emprunts de la Colonie	2,3
Coupons d'emprunts des Provinces et Communes	75,3
Coupons d'emprunts d'organismes divers	109,5
	342,0
Coupons d'emprunts extérieurs	28,0

Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en octobre 1953

Source : Institut National de Statistique.

Rubriques	Nombre de sociétés			Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividen- de brut mis en paiement	Dette obliga- taire 1	Coupons d'obliga- tions bruts 2
	recen- sées	en béné- fice	en perte			Bénéfice	Perte			
(millions de francs)										
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique										
Banques	1	1	—	10,0	3,6	1,6	—	0,7	79,4	2,0
Assurances	2	2	—	17,1	60,7	23,0	—	8,5	—	—
Opérations financières et immobilières ...	47	36	11	1.123,0	458,0	144,2	1,8	97,1	1.221,4	44,1
Commerce de détail	9	8	1	13,3	5,3	2,8	0,6	—	6,0	0,3
Commerce de gros et commerce extérieur	101	62	39	225,7	418,4	36,1	10,8	9,6	67,3	3,1
Fabrications métalliques	69	55	14	963,7	1.259,8	165,9	36,9	95,4	39,8	2,4
Métallurgie du fer	14	8	6	3.053,8	1.629,5	464,9	9,5	289,3	139,6	6,6
Métaux non ferreux	3	2	1	60,0	24,2	5,4	0,4	—	1,2	0,1
Industries textiles	54	37	17	470,3	440,7	29,7	34,2	4,5	17,8	1,0
Industries alimentaires	39	30	9	436,4	182,3	33,5	3,7	21,3	101,4	5,9
Industrie du bois	9	7	2	13,7	16,8	1,0	0,7	0,3	10,8	0,6
Industries chimiques	13	9	4	164,3	49,3	9,1	13,4	4,0	146,1	6,9
Industrie du verre	8	6	2	95,2	257,2	24,5	7,0	18,2	30,0	1,9
Electricité	4	4	—	2.298,6	93,3	247,0	—	213,4	306,8	17,5
Gaz	2	2	—	15,4	104,0	29,2	—	27,2	—	—
Eau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cuir	4	2	2	15,6	-4,8	4,3	4,1	—	1,0	0,1
Papier et imprimerie	4	3	1	3,6	12,0	1,3	0,3	0,7	—	—
Transport	20	18	2	333,3	312,9	40,4	0,3	19,8	4,5	0,2
Tourisme	15	10	5	20,1	15,7	2,5	1,2	0,6	0,5	—
Intermédiaires	14	10	4	5,5	6,0	1,7	0,2	0,1	—	—
Déchets et matières de récupération	5	2	3	4,2	15,3	0,1	1,8	—	—	—
Construction	13	8	5	110,4	-3,5	4,0	2,2	—	5,7	0,3
Charbon	1	1	—	40,0	26,3	6,2	—	5,7	14,5	0,7
Terre cuite	1	1	—	25,0	71,3	2,7	—	2,3	—	—
Ciment et industries connexes	3	3	—	2,0	13,7	1,1	—	0,4	121,0	7,3
Carrières	14	12	2	84,9	131,3	1,8	0,4	0,8	—	—
Chaux	2	2	—	32,1	14,5	3,0	—	2,4	—	—
Industries céramiques	4	3	1	38,8	6,0	0,4	1,0	0,1	—	—
Industrie du tabac	1	1	—	2,0	0,3	0,2	—	—	—	—
Industrie du diamant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Editions, librairies, presse	5	3	2	1,1	-0,8	—	0,1	—	1,1	0,1
Films, théâtres, attractions	9	6	3	13,7	-0,1	1,6	0,4	—	—	—
Artisanat	16	12	4	22,8	20,3	3,8	0,3	0,4	—	—
Agriculture, horticulture, élevage, pêche .	2	2	—	3,6	-1,9	0,9	—	—	—	—
Divers non dénommés	23	17	6	32,4	15,8	5,5	0,9	0,9	2,2	0,1
TOTAL...	531	385	146	9.891,6	5.653,4	1.299,4	132,2	823,7	2.318,1	101,2
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo belge										
Banques, sociétés financières	6	6	—	137,4	38,0	8,0	—	4,3	5,0	0,2
Sociétés commerciales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés industrielles	2	1	1	10,1	-0,3	0,7	0,7	—	—	—
Sociétés agricoles	4	4	—	94,6	231,1	35,2	—	20,5	5,0	0,3
Services publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines	8	8	—	303,8	39,8	39,9	—	6,6	50,0	3,0
Construction	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transport	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés diverses	3	3	—	240,3	73,2	33,7	—	20,5	—	—
TOTAL...	23	22	1	786,2	381,8	117,5	0,7	51,9	60,0	3,5
C. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger										
Electricité	1	1	—	9,6	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways	1	—	1	125,0	95,9	—	30,1	—	—	—
Plantations, sociétés coloniales	1	1	—	2,1	-0,2	0,1	—	—	—	—
Sociétés diverses	5	4	1	56,0	211,7	5,5	2,3	2,0	—	—
TOTAL...	8	6	2	192,7	307,4	5,6	32,4	2,0	—	—
TOTAL GENERAL...	562	413	149	10.870,5	6.342,6	1.422,5	165,3	877,6	2.378,1	104,7

1 Les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

2 En outre, il a été mis en paiement pendant le mois d'octobre 1953 :

(millions de francs)	
Coupons d'emprunts de l'Etat	288,8
Coupons d'emprunts de la Colonie	37,2
Coupons d'emprunts des Provinces et Communes	76,5
Coupons d'emprunts d'organismes divers	148,5
531,0	
Coupons d'emprunts extérieurs	—

Tableau rétrospectif *

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Nombre de sociétés			Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividende brut mis en paiement	Dette obligataire ¹	Coupons d'obligations brutes
	recensées	en bénéfique	en perte			bénéfice	perte			
1951 ²	11.608	8.892	2.716	106.891	84.142	19.990	994	10.774	25.832 ³	1.216
1952 ²	12.118	9.293	2.825	117.894	88.757	24.715	1.026	12.988	29.747 ³	1.259
1952 Août	210	158	52	1.226	1.187	230	19	109	2.027	82
Septembre ...	369	254	115	2.275	1.715	385	43	148	2.322	101
Octobre	630	456	174	9.029	7.103	1.669	103	1.026	2.392	105
Novembre ...	348	258	90	11.542	7.813	2.166	48	1.322	2.229	99
Décembre ...	322	235	87	4.401	3.814	720	59	315	2.668	123
1953 Janvier	108	79	29	2.274	1.069	191	20	118	3.266	150
Février	146	109	37	442	972	290	10	38	2.521	112
Mars	1.546	1.145	401	11.315	9.485	1.980	211	1.114	2.242	98
Avril	2.510	1.824	686	23.937	13.811	3.065	350	1.935	2.790	123
Mai	2.355	1.721	634	29.853	20.468	5.513	417	2.821	2.064	89
Juin	1.240	889	351	19.882	13.196	3.584	176	1.902	2.200	96
Juillet	515	380	135	13.060	6.006	4.708	83	2.787	2.922	131
Août	201	141	60	1.479	1.251	197	47	134	2.001	81
Septembre ...	290	197	93	1.914	1.552	231	34	101	2.351	103
Octobre	562	413	149	10.870	6.343	1.423	165	878	2.378	105

* Les chiffres de 1953 sont provisoires.

¹ En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.² Déduction faite des doubles emplois.³ Au 31 décembre.

II. — CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE

31

a) Dépôts sur livrets particuliers¹
à la Caisse d'Épargne (épargne pure)

(millions de francs)

Périodes	Versements	Remboursements	Excédents	Solde des dépôts à fin de période
1952 Moy. mens	1.080	677	403	40.748 ²
1952 Novembre	900	573	327	39.334
Décembre	1.174	835	339	40.748 ²
1953 Janvier ...	1.440	601	839	41.587
Février ...	1.001	627	374	41.961
Mars	1.167	830	337	42.298
Avril	989	920	69	42.367
Mai	934	854	80	42.447
Juin	1.056	951	105	42.552
Juillet	1.242	843	399	42.951
Août	1.044	746	298	43.249
Septembre p	1.011	805	206	43.455
Octobre ...p	1.074	851	223	43.678
Novembre p	943	690	253	43.931
Décembre p	1.282	978	304	45.459 ²
1954 Janvier . p	1.389	664	725	46.184

b) Versements inscrits aux comptes des affiliés
à la Caisse de Retraite *

(millions de francs)

Périodes	Travailleurs manuels			Employés (Lois des 10-3-1925 et 18-6-1930)	Totaux
	Loi du 18-9-1865	Loi du 15-12-1937			
		Versements obligat.	Versements facultat.		
1951 Moy. mens.	3,0	34,6	12,8	23,2	73,6
1952 Moy. mens.	3,2	35,5	13,3	26,1	78,1
1952 Avril	2,7	35,1	13,5	26,0	77,3
Mai	3,4	37,2	13,5	26,4	80,5
Juin	4,7	32,9	12,4	25,7	75,7
Juillet ...	2,6	34,3	12,4	25,8	75,1
Août	2,4	37,1	12,7	25,4	77,6
Septembre .	3,0	35,5	13,5	25,9	77,9
Octobre ...	3,9	34,9	12,4	27,2	78,4
Novembre .	2,2	34,4	12,8	26,2	75,6
Décembre .	3,2	34,2	14,5	26,5	78,4
1953 Janvier ...	3,1	38,1	14,4	26,5	82,1
Février ...	4,8	34,6	13,2	25,7	78,3
Mars	3,6	37,7	14,1	26,4	81,8
Avril	3,5	34,6	12,6	26,4	77,1
Mai	4,0	39,4	13,7	25,5	82,6
Juin	4,1	33,8	13,0	26,8	77,7

* Les versements inscrits aux comptes des affiliés « Ouvriers mineurs » (lois coordonnées par arrêté royal du 25 août 1937 et arrêté du 25 février 1947) au Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs ont été respectivement de 189,7 millions de francs en 1950, 211,8 millions de francs en 1951 et 229 millions de francs (montant provisoire) en 1952. (Source : Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs).

¹ Y compris les livrets des prisonniers de guerre.² Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice. Nombre de livrets au 31 décembre 1951 : 7.122.116 et au 31 décembre 1952 : 7.223.062.

III. — INDICE TRIMESTRIEL DES SALAIRES (Période 1936 à 1938 = 100)
Conditions d'utilisation et méthode d'établissement : voir notre Bulletin de mai 1949, p. 233.

32

Périodes	Indice général *	Indices par industries																							
		Cokeries	Carrières, cimenteries, maïbreries	Métallurgie				Industries céramiques, briqueteries	Industries verrières	Industries chimiques	Industries alimentaires	Industries textiles			Construction et travaux publics	Bois et ameublement	Peaux et cuirs	Tabacs	Papier		Art et précision	Transports			Gas et électricité
				Sidérurgie	Métaux non ferreux	Fonderies constructions mécaniques et métalliques	Ensemble					Lin, coton, chanvre et jute	Laine, tapis, bonneterie	Ensemble					Fabriques 1	Imprimerie et transformation		Travail des ports, camionneurs	Chemins de fer 2	Ensemble 3	
a) Indice des salaires horaires moyens																									
1940 Mars	113	117	110	123	115	114	118	107	114	114	110	112	113	112	113	109	118	110	119	106	106	112	104	106	114
1951 Juin	466	466	446	481	468	469	473	427	456	472	448	491	487	489	439	455	456	405	387	440	460	450	418	424	500
Septembre	472	477	459	487	478	471	478	427	459	476	450	495	492	493	472	468	461	401	387	455	467	432	415	418	510
Décembre 3	486	508	469	495	501	479	488	441	488	495	476	519	505	512	480	484	470	424	405	469	460	465	423	431	516
1952 Mars 3	490	510	472	505	499	493	498	452	477	498	474	511	499	505	482	483	473	430	405	475	463	443	446	445	526
Juin	490	515	476	508	501	491	499	440	490	508	465	516	499	508	489	491	468	429	408	458	479	428	448	444	540
Septembre	485	514	478	492	489	499	495	436	458	496	458	504	482	493	489	484	458	422	399	462	484	439	448	446	527
Décembre	484	520	472	498	501	493	496	436	464	500	464	506	482	494	472	483	449	418	399	460	479	455	452	453	526
1953 Mars	484	r497	477	493	492	497	495	440	460		464	513	486	499	463	484	453	416	399	463	474	445	454	452	r530
Juin	486	r505	475	493	491	500	497	440	459		467	513	493	503	459	488	458	414	399	463	496	445	453	452	r528
Septembre	485	r499	480	485	497	502	495	444	464		469	512	489	501	458	488	457	414	399	461	491	449	455	454	r530
Décembre	p491	507	491	493	522	p500	p500	447	469		p477	p525	p496	p510	459	487	458	413	p399	463	484	p453	459	p458	538
b) Indice des salaires des ouvriers qualifiés ou spécialisés																									
1940 Mars	115	113	112	126	117	114	119	107	111	115	110	112	111	111	114	109	120	112	118	107	126	113	—	—	115
1951 Juin	455	424	422	441	457	447	446	416	434	453	439	492	499	496	433	415	467	410	391	468	433	394	—	—	516
Septembre	459	424	428	441	464	448	448	417	434	453	442	483	507	495	460	437	469	410	391	486	430	394	—	—	516
Décembre 3	472	456	435	449	501	457	459	419	470	464	457	505	519	512	467	455	477	413	408	499	432	410	—	—	526
1952 Mars 3	475	459	439	461	495	467	468	428	470	472	457	501	510	506	472	446	478	423	408	505	438	410	—	—	536
Juin	474	456	439	463	482	466	467	420	463	474	451	500	508	504	480	450	474	419	408	490	453	410	—	—	544
Septembre	469	456	440	446	481	469	462	415	452	469	445	490	494	492	479	443	467	420	398	491	457	410	—	—	528
Décembre	468	449	438	457	489	468	467	412	452	470	449	490	494	492	461	444	456	421	398	490	451	410	—	—	530
1953 Mars	469	444	448	453	482	470	465	411	449		448	492	497	494	461	445	463	420	398	492	455	410	—	—	529
Juin	469	448	448	445	471	473	462	413	449		449	496	499	498	458	446	466	419	398	493	470	410	—	—	529
Septembre	469	445	448	440	478	473	461	411	457		453	490	506	498	458	442	459	419	398	491	458	410	—	—	531
Décembre	p472	446	454	447	483	p473	p464	406	458		p458	p503	p512	p508	458	446	461	419	p398	493	462	410	—	—	531
c) Indice des salaires des ouvriers non qualifiés ni spécialisés																									
1940 Mars	113	112	112	125	117	109	116	106	113	116	111	112	112	112	113	106	116	113	118	106	119	108	—	—	116
1951 Juin	450	419	438	458	483	442	453	469	424	423	417	484	502	493	422	435	413	419	352	425	463	413	—	—	464
Septembre	456	419	446	458	491	443	455	469	425	427	417	488	511	500	450	467	420	418	352	439	453	413	—	—	465
Décembre 3	468	455	458	464	506	455	465	480	454	435	433	504	527	515	457	475	432	423	370	457	457	426	—	—	476
1952 Mars 3	474	457	462	475	517	470	478	483	441	443	438	499	525	512	463	467	432	433	370	461	460	436	—	—	486
Juin	473	454	461	481	514	466	477	476	440	444	430	493	521	507	470	492	428	430	371	442	482	449	—	—	493
Septembre	467	454	462	467	505	468	472	475	432	442	428	480	498	489	469	482	418	431	363	442	477	449	—	—	479
Décembre	467	452	461	470	522	466	475	475	432	441	429	478	496	487	458	482	414	431	363	443	486	449	—	—	481
1953 Mars	467	447	468	470	513	469	475	475	427		430	481	495	488	452	485	418	431	363	443	496	457	—	—	485
Juin	469	451	464	465	507	472	474	475	427		432	486	501	494	456	488	423	431	363	444	501	457	—	—	485
Septembre	468	448	464	457	505	476	473	475	432		435	483	498	490	456	481	418	431	363	443	499	457	—	—	486
Décembre	p472	449	476	466	p504	p475	p475	475	432		p442	495	p506	p500	456	486	424	431	p363	444	495	457	—	—	486

* L'indice général comprend les salaires dans les charbonnages.

3 Ces indices ne tiennent pas compte des primes et allocations ajoutées aux salaires, sauf en décembre 1951 et mars 1952.

2 Nous ne possédons pas d'éléments pour le calcul des indices des salaires des ouvriers qualifiés et non qualifiés des chemins de fer. Seul le salaire moyen nous est connu.

3 Ces indices tiennent compte de l'allocation temporaire prévue au *Moniteur belge* du 10 novembre 1951.

r : Chiffres rectifiés.

MOUVEMENT DES AFFAIRES

I. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

35

Mouvement du débit

Périodes	Nombre de chambres à fin de période	Bruxelles										Province		Bruxelles et province	
		Call money ²		Titres, effets publics et coupons		Virem. chèques prom., quitt., etc.		Opérations sur l'étranger		Totaux		milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs
		milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs				
1932 Moyenne	38 ¹	2,3	159,0	1,9	9,4	156,6	84,6	2,9	4,1	163,7	257,1	177,1	58,8	340,8	315,9
1953 Moyenne	38 ¹	2,4	154,8	1,8	8,4	159,4	75,6	2,6	3,2	166,2	242,0	185,3	56,1	351,5	298,1
1952 Novembre	38	1,8	138,2	1,7	7,7	143,7	83,7	2,6	3,3	149,8	232,9	167,1	54,0	316,9	286,9
1952 Décembre	38	2,3	180,6	2,1	13,2	168,3	94,9	2,9	3,9	175,6	292,6	192,3	65,4	367,9	358,0
1953 Janvier	38	2,3	167,7	1,7	8,2	161,4	87,6	2,7	3,0	168,1	266,5	176,7	56,0	344,8	322,5
Février	38	2,2	147,7	1,4	7,2	148,8	86,8	2,5	3,2	154,9	244,9	163,0	50,8	317,9	295,7
Mars	38	2,4	181,4	1,8	7,4	162,1	65,5	2,8	3,5	169,1	257,8	183,9	52,6	353,0	310,4
Avril	38	2,2	156,5	2,0	10,0	157,0	69,7	2,6	3,3	163,8	239,5	183,7	55,5	347,5	295,0
Mai	38	2,2	137,9	2,0	7,8	148,0	75,6	2,7	3,2	154,9	224,5	174,9	49,8	329,8	274,3
Juin	38	2,7	168,0	2,2	10,4	165,2	73,1	2,9	3,8	173,0	255,3	193,0	58,7	366,0	314,0
Juillet	38	2,4	144,5	2,4	6,5	162,6	75,9	2,6	3,6	170,0	230,5	188,4	60,5	358,4	291,0
Août	38	2,5	122,3	1,5	6,3	148,5	73,0	2,4	2,6	154,9	204,2	174,2	52,8	329,1	257,0
Septembre	38	2,6	142,5	1,9	7,6	160,8	67,6	2,5	3,2	167,8	220,9	188,3	57,0	356,1	277,9
Octobre	38	2,6	166,5	1,9	14,4	169,4	78,9	2,7	3,1	176,6	262,9	203,3	61,6	379,9	324,5
Novembre	38	2,1	135,9	1,5	6,6	154,4	72,8	2,5	2,9	160,5	218,2	185,6	53,4	346,1	271,6
Décembre	38	2,3	186,2	1,7	8,4	174,4	81,4	2,7	3,1	181,1	279,1	209,0	64,3	390,1	343,4
1954 Janvier	38	2,2	167,4	1,5	8,6	158,0	77,6	2,6	2,8	164,3	256,4	181,9	56,1	346,2	312,5

¹ Au 31 décembre.

² Y compris les remboursements des capitaux prêtés la veille en call money.

II. — MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX

36

(milliards de francs)

Périodes	Milliers de comptes à fin de période	Avoir global * (moyenne journalière)	Avoirs des particuliers *	Crédit		Débit		Mouvement général	Opérations sans emploi de numéraire %	Vitesse de circulation ²
				Versements	Virements	Chèques et divers	Virements			
1952 Moyenne	652 ¹	28,1	21,0	27,9	71,7	28,0	71,7	199,3	91	3,74
1953 Moyenne	664 ¹	27,8	21,1	28,7	71,9	28,6	71,9	201,1	92	3,80
1952 Novembre	650	27,8	21,2	26,4	67,8	26,5	67,8	188,5	91	3,91
1952 Décembre	652	27,4	20,8	28,8	74,3	28,3	74,3	205,7	91	3,83
1953 Janvier	654	29,4	20,9	29,7	76,5	30,0	76,5	212,7	92	3,69
Février	655	27,6	20,8	28,0	69,1	27,7	69,1	193,9	92	3,88
Mars	656	27,4	20,9	25,1	66,3	25,3	66,3	183,0	91	3,42
Avril	657	27,8	20,8	26,9	71,3	28,4	71,3	197,9	91	3,96
Mai	658	27,5	20,7	30,4	72,4	29,3	72,4	204,5	92	4,27
Juin	658	27,9	21,1	29,4	71,7	28,0	71,7	200,8	92	3,64
Juillet	659	29,5	21,4	31,6	79,6	33,2	79,6	224,0	91	4,02
Août	660	26,8	21,4	28,5	69,0	28,5	69,0	195,0	92	3,84
Septembre	661	27,3	21,0	27,2	65,2	25,1	65,2	182,7	91	3,35
Octobre	662	28,4	21,8	29,4	77,8	32,0	77,8	217,0	92	3,75
Novembre	663	27,1	21,2	27,2	67,6	27,0	67,6	189,4	92	3,83
Décembre	664	27,2	21,1	30,8	76,3	28,8	76,3	212,2	92	3,91
1954 Janvier	666	28,6	20,9	30,3	79,0	32,0	79,0	220,3	92	3,85

¹ Au 31 décembre.

² Rapport par mois-type de 25 jours, du mouvement du débit à l'avoir journalier moyen.

* Ces avoirs comprennent : les avoirs libres et les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués.

PRIX

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

45¹

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

Périodes	Indice général	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux					Produits chimiques			Peaux et cuirs	
					Indice général du groupe	Charbon	Sous-produits du charbon	Produits pétroliers	Mine-raux et métaux bruts	Produits des carrières	Indice général du groupe	Produits chimiques		Engrais chimiques
Nombre de produits.....	135	13	14	2	19	4	4	3	5	3	11	8	3	5
1952 Moyenne	444	402	485	395	473	556	507	291	534	462	346	374	280	359
1953 Moyenne	415	387	475	344	430	552	455	280	420	458	303	315	276	366
1952 Novembre	431	416	483	369	453	557	491	293	460	464	320	335	285	368
Décembre	429	409	485	361	453	557	491	293	460	464	320	335	286	377
1953 Janvier	423	383	486	355	446	557	483	292	446	454	316	330	283	369
Février	419	375	480	355	438	557	473	286	431	455	312	322	286	372
Mars	419	377	486	361	435	551	473	276	430	459	311	321	287	372
Avril	413	373	484	346	429	551	473	275	408	459	302	312	277	368
Mai	413	366	489	348	424	551	456	275	402	459	299	312	269	367
Juin	414	371	501	337	425	551	445	275	413	459	299	312	268	367
Juillet	413	391	468	333	429	551	446	281	422	459	299	312	268	364
Août	413	399	462	335	429	551	446	281	420	459	299	311	270	362
Septembre	411	394	465	335	429	551	446	281	420	459	299	311	270	360
Octobre	411	400	458	337	426	551	438	281	418	458	300	311	272	363
Novembre	412	407	453	339	426	550	438	281	417	458	302	312	277	363
Décembre	413	404	462	343	424	550	438	278	415	457	303	312	280	361
1954 Janvier	412	401	477	350	419	550	438	278	396	457	304	312	281	361

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE (suite)

45¹

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : Ministère des Affaires économiques. — Service de l'Index.

Périodes	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles					Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques				
				Indice général du groupe	Laine	Lin	Coton	Jute		Fibres artificielles	Indice général du groupe	Sidé-rurgie	Fabr. métal-lique	Non ferreux
Nombre de produits.....	1	6	4	21	5	5	6	2	3	13	26	9	13	4
1952 Moyenne	325	650	499	412	412	369	550	416	273	442	477	525	420	584
1953 Moyenne	232	625	427	384	457	329	478	341	259	447	438	487	402	456
1952 Novembre	297	629	433	391	430	353	514	320	264	443	466	514	419	528
Décembre	302	630	432	390	447	345	502	314	264	443	460	509	412	527
1953 Janvier	277	630	428	385	445	342	480	328	264	443	455	493	412	524
Février	265	630	423	384	444	337	481	331	264	443	450	486	411	511
Mars	248	627	422	386	461	338	477	326	264	443	446	480	408	508
Avril	243	624	422	386	466	331	480	322	264	443	436	480	404	447
Mai	245	624	422	391	470	324	489	377	256	445	437	496	396	450
Juin	233	621	421	388	462	324	491	365	256	445	437	488	402	449
Juillet	222	623	422	387	460	325	488	355	256	445	434	488	402	428
Août	224	623	423	385	463	327	477	349	256	445	435	488	404	431
Septembre	223	623	426	377	453	322	468	328	256	446	435	488	403	429
Octobre	192	625	434	378	456	323	468	328	256	447	431	488	396	429
Novembre	204	625	442	379	454	325	467	345	256	458	429	485	393	436
Décembre	202	628	443	381	448	332	472	341	256	458	429	484	392	434
1954 Janvier	195	624	449	378	438	329	375	335	253	461	424	472	396	426

b) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE **45²**
ET A L'ETRANGER

Base : moyenne 1948 = 100

Périodes	Belgique (Minis- tère des Affaires écono- miques)	Etats- Unis (Depart- ment of Labor, Bureau Labor Statist- ics)	France (Statis- tique générale de la France) 1	Pays- Bas (Cen- tral Bureau voor de Statist- iek)	Roya- me-Uni (Board of Trade)	Suède (Admi- nistra- tion du Com- merce)	Suisse (Office fédéral de l'In- dustrie, des Arts et Métiers et du Travail)
1952 Moyenne	114	106	143	140	149	148	102
1953 Moyenne	107	p 104	138		149		98
1952 Novembre	111	105	140	138	148	142	101
Décembre	110	104	141	139	149	143	100
1953 Janvier	109	104	141	137	149	142	99
Février	108	104	139	136	148	141	99
Mars	108	105	140	136	150	141	99
Avril	106	104	139	134	152	140	98
Mai	106	104	139	135	151	140	99
Juin	107	104	139	134	151	140	98
Juillet	106	105	137	133	150	139	98
Août	106	105	137	133	149	138	98
Septembre ...	106	105	137	133	149	138	98
Octobre	106	105	p 136	133	148	138	98
Novembre ...	106	p 104	p 137	134	149	138	98
Décembre	106	p 104	p 138		p 149		97
1954 Janvier			p 139				

¹ France : nouvel indice des prix de gros (819 articles), base 100 en 1949. L'ancien indice (185 articles), ramené à la base 100 en 1948, s'élevait approximativement à 112 en 1949.

c) INDICES DES PRIX DE DETAIL **46**
EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

Périodes	Indice général	Produits alimen- taires	Produits non alimen- taires
Nombre de produits	56	34	22
1952 Moyenne	416	392	453
1953 Moyenne	415	395	446
1952 Novembre	416	395	446
Décembre	417	398	446
1953 Janvier	416	397	445
Février	413	393	443
Mars	412	391	444
Avril	412	390	445
Mai	412	390	447
Juin	414	393	446
Juillet	414	393	446
Août	416	396	447
Septembre	419	400	447
Octobre	418	400	446
Novembre	419	401	446
Décembre	418	400	445
1954 Janvier	420	403	445

PRODUCTION

I. — PRODUCTION CHARBONNIERE ET METALLURGIQUE

55¹

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Direction générale des Mines).

Périodes	Mines de Houille										
	Nombre moyen d'ouvriers présents (milliers)		Production par bassin (milliers de tonnes)							Nombre moyen de jours d'ex- traction	Stock à fin de période (milliers de tonnes)
	du fond	fond et surf.	Mons	Centre	Charleroi	Liège	Campine	Total			
1936-1938 Moyenne	87	125	408	353	640	451	541	2.425 ¹	24,0	1.502	
1952 Moyenne	98	135	400	309	601	413	809	2.532	24,3	1.673	
1953 Moyenne	95	132	385	307	606	417	790	2.505	24,3	3.074	
1952 Novembre	101	138	383	294	572	406	784	2.439	22,6	1.706	
Décembre	100	137	419	321	616	451	835	2.642	24,4	1.673	
1953 Janvier	98	135	407	332	629	440	831	2.639	25,1	1.767	
Février	96	133	359	292	591	415	778	2.435	23,4	1.859	
Mars	96	133	431	329	638	446	842	2.686	25,7	2.071	
Avril	98	135	420	327	624	429	820	2.620	24,8	2.404	
Mai	99	137	377	296	590	412	716	2.391	22,5	2.626	
Juin	96	133	413	329	658	455	767	2.622	25,6	2.954	
Juillet	92	129	311	256	499	339	734	2.139	21,7	3.010	
Août	90	126	365	277	575	386	729	2.332	24,1	2.955	
Septembre	92	128	387	298	596	423	796	2.500	25,0	2.975	
Octobre	94	130	404	327	641	431	834	2.637	25,9	3.112	
Novembre	97	133	399	304	613	401	801	2.518	24,0	3.117	
Décembre	97	133	350	311	619	427	833	2.540	24,0	3.074	
1954 Janvier	p		389	306	618	411	831	2.555		3.096	

¹ Y compris 82.000 tonnes provenant du bassin de Namur. Les charbonnages qui faisaient partie de ce bassin ont été répartis en 1942 entre les bassins de Liège et de Charleroi.

I. — PRODUCTION CHARBONNIERE ET METALLURGIQUE (suite)

55²

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Direction générale des Mines).

Périodes	Cokes		Agglomérés		Hauts fourneaux en activité (à la fin de la période)	Production métallurgique (milliers de tonnes)		
	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers		Fonte	Acier brut	Acier et fer finis
1936-1938 Moyenne	435	3.831	142	855	37 ¹	261	253	202
1952 Moyenne	535	4.848	124	672	50 ²	398	416	314
1953 Moyenne	496	4.736	111	585	42 ²	p 351	p 366	p 280
1952 Octobre	561	4.863	136	652	48	415	453	347
Novembre	542	4.872	118	649	50	395	407	307
Décembre	571	4.894	127	633	50	419	443	323
1953 Janvier	563	4.841	128	649	50	390	415	296
Février	493	4.817	107	617	50	342	366	263
Mars	536	4.789	94	579	49	390	398	302
Avril	511	4.807	82	545	47	375	391	311
Mai	517	4.778	92	569	47	368	367	270
Juin	495	4.727	106	557	46	378	394	291
Juillet	477	4.690	80	556	45	330	326	238
Août	472	4.692	101	551	41	314	320	262
Septembre	457	4.678	130	584	41	309	336	279
Octobre	479	4.704	141	613	41	338	364	294
Novembre	466	4.678	133	598	41	333	349	263
Décembre	485	4.636	134	606	42	p 350	p 370	p 290

¹ Au 31 décembre 1938.

² Au 31 décembre.

II. — INDUSTRIE TEXTILE

56¹

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut National de Statistique).

Périodes	Production de fils (tonnes)						Production de tissus écrus tombés de métiers (pour compte propre, services publics et ordres à façon) (tonnes)					
	Fil de lin	Fil de jute	Fil de chanvre	Fil de coton		Fil de laine		Lin	Jute ¹	Coton	Laine ²	Rayonne
				fin	cardé	peignée	cardée					
1951 Moyenne	1.020	5.603	253	8.187	675	1.453	1.309	652	3.824	6.586	2.092	527
1952 Moyenne	898	5.141	165	6.338	436	1.375	1.081	665	3.569	5.161	1.688	373
1952 Septembre ...	938	4.947	164	6.753	533	1.766	1.348	789	3.225	5.557	1.986	388
Octobre	945	6.117	137	7.679	610	2.037	1.558	935	3.763	6.507	2.262	483
Novembre	773	5.718	150	6.657	534	1.765	1.399	792	3.579	5.523	2.005	433
Décembre	889	6.244	188	6.717	564	1.975	1.337	857	3.766	5.503	2.087	459
1953 Janvier	692	6.133	156	6.990	587	1.878	1.150	725	3.623	5.305	1.864	511
Février	769	5.418	140	6.422	553	1.738	1.027	615	3.394	5.207	1.777	512
Mars	819	6.016	182	6.889	605	1.974	1.203	656	3.776	5.666	1.992	544
Avril	730	5.861	111	6.836	541	1.704	1.269	609	3.986	5.476	1.918	535
Mai	675	5.016	146	5.885	455	1.629	1.153	525	3.252	4.705	1.717	451
Juin	791	6.066	172	6.515	500	1.838	1.571	596	3.882	5.252	2.073	504
Juillet	533	5.708	97	5.180	414	1.189	1.050	480	3.675	4.717	1.805	396
Août	691	5.702	130	6.402	423	1.748	1.393	525	3.408	4.933	1.887	405
Septembre ...	792	5.821	163	8.305	523	2.122	1.433	721	3.727	6.293	2.389	581
Octobre	938	6.659	160	7.849	608	2.204	1.461	717	3.895	7.064	2.373	650
Novembre	868	6.685	189	7.390	571	1.989	1.319	586	3.624	6.090	2.143	593

¹ Y compris les tapis en jute.

² Y compris couvertures et tapis en laine.

III. — PRODUCTIONS DIVERSES

56²

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut National de Statistique). — Administration des Douanes et Accises.

Périodes	Ciment	Chaux	Calcaires	Ammoniaque de synthèse et dérivés		Engrais composés	Papier		Briques		Sucres				Brasseries ⁴	Distilleries (milliers d'hectolitres)	Allumettes (millions de tiges)	Pêche Vente de poisson ⁵	
				Azote primaire	Azote dans les engrais finis		Papier	Cartons	Briques ordinaires	Briques de parement	Production		Stocks (sucres bruts et rat.) ³	Déclarations en consomm.				Quantités (milliers de tonnes)	Valeurs (millions de francs)
											sucres bruts	sucres raffinés							
(milliers de tonnes)						(millions de pièces)				(milliers de tonnes)									
1936-1938 Moy. .	250 ¹	117 ²	154 ²				15,5 ¹				17,5	17,2	121	20,7	16,4	35,0	4.421	2,3	7,2
1952 Moyenne .	343	136	145	15,8	14,7	7,3	18,3	3,1	169	11,4	25,0	16,0	147	19,0	12,4	19,8	4.114	3,6	33,0
1953 Moyenne .	385	125	164	15,2	13,8	7,7	20,1	3,3	174	12,0	31,9	16,4	158	19,5	12,4	23,1	4.694	3,7	31,8
1952 Octobre ...	385	149	166	13,3	11,8	6,7	21,7	3,6	199	14,0	119,8	17,5	135	15,0	11,1	33,4	4.231	2,8	34,9
Novembre .	319	131	91	12,2	10,7	6,9	19,3	3,3	168	11,4	155,8	25,7	250	17,6	10,9	21,1	4.264	3,0	30,8
Décembre .	193	132	73	12,7	10,9	11,0	22,1	3,3	134	9,6	24,3	14,3	259	16,3	10,4	23,9	4.960	3,9	37,1
1953 Janvier ...	171	130	73	12,5	10,6	14,6	22,4	3,5	111	9,1	0,7	12,4	220	20,7	10,3	33,4	4.758	3,9	32,4
Février ...	240	120	83	11,0	9,8	13,4	21,4	3,1	92	8,1	0,4	9,4	207	14,4	10,2	30,7	4.371	3,5	35,2
Mars	384	141	174	14,9	13,2	13,7	21,8	3,3	91	8,5	0,1	13,3	188	15,9	11,9	30,0	4.770	5,6	43,9
Avril	410	124	185	15,8	14,2	3,6	20,2	3,2	117	11,8	—	12,3	185	20,1	12,5	11,7	5.078	3,5	29,9
Mai	495	114	154	16,3	14,8	0,5	17,4	2,5	166	11,6	—	12,6	153	17,5	14,3	17,6	4.066	3,6	24,1
Juin	467	124	182	15,6	14,0	1,5	20,1	3,5	220	13,5	—	15,7	131	19,7	14,2	29,4	5.607	3,7	29,9
Juillet ...	433	109	180	14,9	13,5	2,9	15,0	2,6	237	14,8	—	16,0	96	24,8	14,1	12,3	4.050	3,4	27,1
Août	442	114	188	15,4	14,1	4,8	18,0	2,9	228	13,2	—	15,7	52	20,7	14,0	10,3	4.315	3,4	26,0
Septembre .	435	131	202	14,3	12,8	9,3	21,5	3,7	241	13,6	5,8	14,5	32	20,4	11,3	23,6	3.612	3,4	35,0
Octobre ...	447	136	203	16,3	14,9	6,8	21,8	3,9	240	14,0	169,1	28,2	132	19,1	12,3	28,8	5.316	3,1	31,6
Novembre .	355	124	190	17,3	16,4	7,6	20,3	3,7	174	12,9	174,3	30,8	247	22,1	10,9	29,1	4.949	3,5	35,6
Décembre p	349	132	155	18,0	16,8	13,3	21,6	3,6	167	12,7	33,0	16,4	253	18,9	12,5	20,2	5.432	3,4	31,4

¹ Moyenne 1938.

² Moyenne 1937-1938-1939.

³ Fin de mois.

⁴ Quantités de matières premières déclarées (substances farineuses et substances sucrées). Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

⁵ Vente aux minques d'Ostende, Nieuport, Zeebrugge et Blankenberghe; en 1936-1938 : vente à la minque d'Ostende uniquement. Non compris les harengs, esprots et crevettes.

IV. — ENERGIE ELECTRIQUE *

58

(millions de kWh)

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Direction Energie Electrique.

Périodes	Production ¹				Importations	Exportations	Total énergie absorbée par les réseaux (7) = (4) + (5) - (6)
	Centrales des producteurs-distributeurs		Centrales des auto-producteurs industriels	Total pour la Belgique (4) = (1) + (2) + (3)			
	Régies communales (1)	Sociétés privées (2)					
1936-1938 Moyenne	20,4	190	228	438	5,5	2,2	441
1952 Moyenne	30,9	394	364	789	16,7	9,9	796
1953 Moyenne	32,7	400	384	817	17,8	17,9	817
1952 Octobre	36,2	426	394	856	12,0	10,0	858
Novembre	30,7	419	363	813	15,6	6,8	822
Décembre	34,8	448	378	861	20,5	7,8	873
1953 Janvier	38,3	440	388	866	13,1	8,0	871
Février	34,6	392	355	781	6,6	8,0	780
Mars	35,6	405	398	839	8,5	6,0	841
Avril	32,4	363	377	772	18,8	0,7	790
Mai	26,2	349	363	738	24,2	2,8	760
Juin	29,6	366	373	769	28,2	9,8	787
Juillet	26,9	337	334	698	33,5	10,8	721
Août	28,8	370	360	759	24,2	16,3	767
Septembre	31,8	403	396	831	19,8	39,3	811
Octobre	35,9	445	424	904	18,4	36,3	887
Novembre	34,3	443	416	893	9,6	32,1	871
Décembre	37,7	488	428	955	8,9	44,7	919

* Nombre de centrales en activité au début de l'année 1951 : 238; au début de l'année 1952 : 222; au début de l'année 1953 : 221.

¹ Production brute aux bornes des génératrices diminuée de la consommation des circuits auxiliaires dans les centrales d'une puissance installée totale de plus de 100 kW.

V. — GAZ
(Production, Importation et Exportation) ¹

59

(millions de mètres cubes)

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Administration du Combustible et de l'Énergie.

Périodes	Production des usines à gaz		Production des cokeries			Production des charbonnages	Total de gaz produit en Belgique (7) = (1) + (2) + (3) + (4) + (5) + (6)	Imports	Exports	Solde : imports moins exports (10) = (8) - (9)	Total de gaz disponible en Belgique (11) = (7) + (10)
	Régies et associations de communes	Sociétés privées	Régies	Sociétés privées							
				Production destinée à la distribution publique (4)	Production destinée aux fournitures industrielles (5)						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(8)	(9)	(10)	(11)		
1951 Moyenne	0,06	1,17	5,55	58	75	3,76	144	0,04	2,20	-2,16	141
1952 Moyenne	0,05	1,06	5,60	57	77	7,05	148	0,21	1,98	-1,76	146
1952 Août	0,06	1,18	5,01	55	71	6,89	139	0,19	1,36	-1,17	138
Septembre	0,04	1,07	5,30	54	74	8,19	143	0,38	1,76	-1,38	142
Octobre	0,05	0,98	5,69	55	74	8,70	145	0,36	1,98	-1,62	143
Novembre	0,04	0,94	5,77	56	71	8,36	142	0,73	2,04	-1,31	141
Décembre	0,04	1,00	6,41	61	76	8,27	153	0,67	2,20	-1,53	152
1953 Janvier	0,04	1,01	6,51	63	77	8,42	156	0,84	2,19	-1,35	155
Février	0,04	0,93	5,67	55	69	8,31	139	0,89	1,90	-1,01	138
Mars	0,03	1,01	6,03	62	81	9,31	159	0,66	1,91	-1,25	158
Avril	0,04	0,98	5,34	53	79	9,34	148	0,43	1,74	-1,31	147
Mai	0,05	1,13	5,37	55	78	8,81	148	0,48	1,58	-1,10	147
Juin	0,05	1,09	5,17	53	76	9,62	145	0,59	1,53	-0,94	144
Juillet	0,06	1,19	4,54	52	68	9,39	135	0,43	1,53	-1,10	134
Août	0,06	1,18	4,36	55	70	8,58	139	0,45	1,53	-1,07	138
Septembre	0,05	1,14	4,64	57	70	8,90	142	0,53	3,11	-2,58	140
Octobre	0,05	1,05	4,92	61	76	8,36	152	0,04	4,10	-4,06	148

¹ La présente statistique se rapporte à la production de gaz par distillation pyrogénée de la houille dans les usines à gaz et dans les cokeries, gaz auquel sont éventuellement ajoutés du gaz à l'eau, du gaz à l'air, du restgaz des synthèses chimiques, du gaz des hauts fourneaux et du méthane. Elle comprend également la production de méthane en provenance directe des charbonnages ainsi que le gaz de pétrole liquéfié transporté par canalisations, tous ces gaz étant destinés à la distribution publique.

La présente statistique ne comprend pas les volumes de gaz à l'eau, gaz à l'air, restgaz, gaz des hauts fourneaux, gaz méthane ou gaz liquéfié qui sont mélangés en dehors de l'usine de production en gaz provenant de la distillation pyrogénée de la houille, à l'exception de ceux qui sont fournis directement à la distribution publique. Elle ne comprend pas le gaz produit ou reçu par les cokeries, gaz de houille ou autres et utilisés pour leurs besoins propres, chauffage des fours, etc.

N. B. — a) La production de gaz indiquée dans les colonnes (1) (2) (3) (4) (6) est destinée à la distribution publique.

b) La production de gaz indiquée à la colonne (5) est destinée aux fournitures directes faites par les cokeries aux autres divisions de la société auxquelles appartiennent les cokeries envisagées ou à d'autres sociétés industrielles juridiquement indépendantes.

c) Les volumes de gaz produit par les cokeries et les charbonnages sont ramenés à 4.250 kcal, 0° C., 760 mm. Hg.

d) Les cokeries produisant du gaz tant pour la distribution publique que pour les consommations industrielles directes sont comprises dans le nombre de cokeries correspondant à la colonne (5). Le nombre total des cokeries (sociétés privées produisant du gaz en 1952) s'élève à 18.

CONSOMMATION *

I. — INDICES DES VENTES A LA CONSOMMATION

65¹

A. — Indices des ventes mensuelles : base moyenne 1936 à 1938 = 100

Source : Banque Nationale de Belgique.

Mois	Grands magasins						Magasins à succursales		Coopératives et magasins patronaux					
	Vêtements		Ameublement		Art. de ménage et divers		Alimentation		Boulangerie		Alimentation		Vêtements	
	1951	1952	1951	1952	1951	1952	1951	1952	1951	1952	1951	1952	1951	1952
Décembre	521	545	583	585	961	1027	464	485	251	256	618	658	487	496
	1952	1953	1952	1953	1952	1953	1952	1953	1952	1953	1952	1953	1952	1953
Janvier	439	476	552	540	521	590	413	411	219	227	536	577	566	552
Février	364	350	569	532	507	545	396	406	228	217	542	538	586	423
Mars	443	472	598	605	560	624	386	399	243	239	546	569	579	551
Avril	497	499	614	609	590	667	393	406	237	236	522	560	513	504
Mai	448	486	590	570	629	659	393	403	244	229	546	551	458	449
Juin	369	419	481	538	552	619	361	402	228	243	497	551	363	388
Juillet	466	496	525	558	680	726	409	434	229	235	536	586	385	397
Août	369	346	471	507	616	688	397	423	223	227	528	557	363	375
Septembre	502	447	611	605	681	672	410	396	233	233	532	562	542	546
Octobre	612	558	565	585	660	715	404	411	250	241	563	600	554	542
Novembre	487	498	513	507	799	920	411	392	220	221	545	565	444	465
Décembre	545	521	585	579	1.027	1.087	485	505	256		658		496	

* Pour la consommation de sucres, voir tableau no 56².

B. — Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1948 = 100

65²

Source : Institut National de Statistique.

Mois	Indice général	Grands magasins à rayons multiples																				
		Alimentation				Habilleme nt				Ameublement			Ménage			Tabacs	Librairie-Papeterie		Parf.	Jeux, jouets sports, voyage		
		Périssable	Non périssable	Restaurant	Total	Amagés	Dessus hommes	Dessus femmes	Bonneterie, lingerie, chemiserie, chapel.	Total ¹	Textiles	Meubles, lustrerie	Total	Articles de ménage	Appareils ménagers, électricité	Total	Articles pour fumeurs	Librairie	Papeterie		Total	Toilette
1952 Décembre	191	355	209	175	267	70	152	148	190	152	98	153	117	155	319	170	232	297	239		247	164
1953 Janvier	136	291	137	146	203	77	100	111	169	118	128	121	125	116	203	124	105	109	119	118	113	52
Février	117	258	126	123	182	70	82	90	105	88	98	157	119	111	204	120	89	94	93	93	106	58
Mars	135	262	137	146	191	91	153	151	122	115	110	154	126	127	215	136	94	96	100	99	111	107
Avril	140	257	135	146	188	83	190	167	135	125	110	164	129	126	202	133	96	111	107	108	116	141
Mai	137	238	120	133	172	82	179	178	152	130	98	169	123	125	238	136	86	91	96	95	116	131
Juin	126	222	116	134	163	69	138	127	143	110	90	154	113	122	224	132	96	95	91	92	116	138
Juillet	144	225	120	149	168	69	166	157	194	135	106	170	129	139	218	146	106	120	104	106	147	183
Août	127	223	119	142	166	54	108	111	123	98	91	152	112	134	224	143	99	107	195	182	127	126
Septembre	137	242	137	143	182	75	144	133	123	110	110	179	135	132	298	148	99	104	200	186	119	82
Octobre	152	280	140	154	201	78	207	187	150	136	103	158	123	136	328	155	110	131	123	124	125	168
Novembre	158	262	145	150	195	72	177	138	151	126	88	136	105	111	268	126	117	276	160	177	116	575
Décembre	185	333	204	175	255	63	151	134	179	138	94	165	120	155	348	174	228	301	248	256	170	415

¹ Le total comprend, en outre, les rubriques : mercerie, rubans; chaussures, pantoufles; articles divers de parure.

65³

Mois	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement			Coopératives										Magasins à succursales		Gros-sistes	
	Hommes	Dames	Sous-vêtements, accessoires, articles de parure	Indice général	Boulangerie	Alimentation, eau boulangerie	Habillement	Ameublement	Articles de ménage	Tabacs	Librairie, papeterie	Parfumerie, articles de luxe	Restaurant, tea-room	Divers	Sous-vêtements et mercerie, articles de parure	Chaussures	Alimentation générale
	1952 Décembre	79	103	89	161	138	181	110	140	142	217	274	149	139	179	117	105
1953 Janvier	75	76	102	144	120	166	87	105	151	150	127	94	102	182	93	69	106
Février	49	42	46	132	115	149	85	98	125	149	86	92	99	167	70	62	100
Mars	99	94	90	147	127	157	115	178	162	164	122	103	112	171	92	89	109
Avril	109	115	102	143	125	154	113	162	162	165	111	116	117	149	102	105	110
Mai	101	105	133	142	121	152	100	165	149	164	174	102	135	190	108	107	109
Juin	79	77	183	137	127	151	86	124	130	180	215	106	123	180	96	94	113
Juillet	80	86	144	144	123	160	87	192	144	190	166	100	137	186	122	121	121
Août	52	48	55	138	119	152	77	129	143	166	299	100	128	209	86	84	p 120
Septembre	71	75	61	149	122	157	111	217	155	160	424	107	128	211	88	81	p 119
Octobre	111	131	93	151	126	167	113	151	141	174	208	94	119	185	98	94	p 108
Novembre	87	84	69	140	116	156	102	136	129	165	210	93	119	161	79	86	p 106
Décembre	81	90	74												121	96	

II. — CONSOMMATION DE TABAC 66

(Fabrication et importation)

Source : Administration des Douanes et Accises.

Périodes	Cigares	Cigarillos	Cigarettes	Tabacs à fumer, priser et mâcher
	(millions de pièces)			
1936-1938 Moy.	16,2	49,4	430	1.097
1952 Moyenne	9,8	32,4	683	873
1953 Moyenne	10,9	36,9	684	834
1952 Décembre	16,2	50,6	718	961
1953 Janvier	9,6	29,4	650	748
Février	7,5	27,7	548	748
Mars	8,6	30,6	652	870
Avril	8,4	32,4	734	819
Mai	8,8	33,1	623	803
Juin	9,8	37,4	876	990
Juillet	10,0	27,5	691	766
Août	10,8	41,3	760	848
Septembre	15,5	45,5	701	906
Octobre	15,3	43,9	648	818
Novembre	14,4	48,4	605	832
Décembre	12,1	46,0	723	860

III. — ABATTAGES DANS LES 12 PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS 67

Source : Administration des Douanes et Accises.

Périodes	Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses)	Chevaux	Veaux	Porcs, porcelets	Moutons, agneaux, chèvres
	(milliers de têtes)				
1936-1938 Moy.	16,5	0,7	12,2	26,7	6,5
1952 Moyenne	18,7	3,1	9,5	34,8	5,1
1953 Moyenne	18,8	3,5	10,2	33,9	5,6
1952 Décembre	19,7	3,7	8,3	40,7	9,3
1953 Janvier	18,3	3,6	8,5	35,9	9,2
Février	16,4	3,0	9,3	33,0	6,6
Mars	18,0	3,3	10,9	36,7	3,9
Avril	19,5	3,0	12,4	38,7	3,7
Mai	17,3	2,7	10,8	33,2	2,2
Juin	18,1	2,8	10,7	34,1	2,1
Juillet	19,8	3,3	11,8	35,3	2,1
Août	18,1	3,1	9,9	30,9	2,0
Septembre	22,7	4,4	11,3	34,7	5,3
Octobre	18,6	3,9	8,5	30,9	6,9
Novembre	18,2	4,4	8,3	31,1	11,1
Décembre	21,1	4,6	9,8	31,9	11,6

TRANSPORTS

I. — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

70¹

a) Recettes et dépenses d'exploitation

(millions de francs)

Périodes	Recettes						Dépenses	Excédent des recettes totales sur les dépenses	Coefficient d'exploitation
	Voyageurs et bagages	Marchandises	Diverses	Total	Intervention de l'Etat ²	Total général			
1938 Moyenne ¹	74	147	5	226	—	226	239	— 13	106
1951 Moyenne	250	571	33	854	121	975	958	17	98
1952 Moyenne	276	582	35	893	76	969	955	14	99
1952 Septembre	301	606	33	940	76	1.016	949	67	93
Octobre	274	642	36	952	76	1.028	964	64	94
Novembre	242	574	31	847	76	923	903	20	98
Décembre	270	595	39	904	76	980	919	61	94
1953 Janvier ^p	280	535	44	859	53	912	992	— 80	109
Février ^p	238	501	37	776	53	829	931	—102	112
Mars ^p	266	598	34	898	53	951	967	— 16	102
Avril ^p	278	553	33	864	53	917	945	— 28	103
Mai ^p	290	519	30	839	53	892	930	— 38	104
Juin ^p	274	566	33	873	49	922	950	— 28	103
Juillet ^p	348	518	32	898	49	947	951	— 4	100
Août ^p	368	571	39	979	49	1.028	924	104	90
Septembre ^p	301	568	33	902	49	951	923	28	97
Octobre ^p	268	619	36	923	49	972	951	21	98
Novembre ^p	250	575	37	862	49	911	905	6	99

¹ Y compris le Nord-Belge.

² Subventions de l'Etat pour compenser l'insuffisance des tarifs et la hausse des prix des combustibles.

b) Nombre de wagons fournis à l'industrie ¹

c) Statistique du trafic

70²

1° Trafic général

Périodes	A	B	C	A + C	Voyageurs		Grosses marchandises ²				
					Nombre	Voyageurs km.	Tonnes transp.	Tonnes-km.			Total
								Service interne belge	Service international	Transit	
(milliers)				(millions)	(milliers)	(millions)					
1938 Moyenne ³	389	115	91	480	16,8	535	6.169	186	154	88	428
1951 Moyenne	335	107	61	396	18,7	604	6.008	237	207	108	552
1952 Moyenne	297	99	57	354	19,1	629	5.501	203	209	94	506
1952 Septembre	304	101	60	364	18,9	624	5.562	214	199	89	502
Octobre	337	108	62	399	20,0	630	6.152	230	207	92	529
Novembre	291	97	54	345	19,5	604	5.416	202	181	87	469
Décembre	276	109	60	336	19,9	616	5.347	178	230	104	512
1953 Janvier ^p	258	103	54	312	<i>p</i> 20,6	<i>p</i> 622	4.843	170	200	86	456
Février ^p	242	92	49	291	<i>p</i> 18,2	<i>p</i> 555	4.556	154	184	88	426
Mars ^p	291	98	57	348	<i>p</i> 19,2	<i>p</i> 596	5.428	192	208	106	507
Avril ^p	276	93	54	330	<i>p</i> 18,9	<i>p</i> 626	5.225	181	198	105	484
Mai ^p	262	86	53	315	<i>p</i> 19,4	<i>p</i> 655	4.929	164	191	106	460
Juin ^p	285	93	57	342	<i>p</i> 18,0	<i>p</i> 618	5.343	171	216	124	511
Juillet ^p	253	84	55	308	<i>p</i> 17,4	<i>p</i> 675	4.825	150	204	113	466
Août ^p	272	96	43	315	<i>p</i> 17,7	<i>p</i> 670	4.733	160	169	94	423
Septembre ^p	282	97	56	338	<i>p</i> 19,0	<i>p</i> 629	5.258	173	210	107	489
Octobre ^p	313	99	58	371	<i>p</i> 19,1	<i>p</i> 605	5.890	196	215	105	517
Novembre ^p	286	100	57	343	<i>p</i> 19,1	<i>p</i> 596	5.557	181	208	103	493

A. — Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations de la Société, y compris ceux pour transports de houille, coke et briquettes.

B. — Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes.

C. — Nombre de wagons chargés en provenance de réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.

¹ Wagons chemins de fer et particuliers.

² Non compris les transports militaires.

³ Y compris le Nord-Belge, sauf en ce qui concerne les tonnes-km.

c) Statistique du trafic ¹

2° Transport des principales grosses marchandises

A. — Ensemble du trafic

Périodes	Tonnes-	Total	Produits agricoles et aliment.	Com-bustibles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de construction, verres et glaces	Produits des carrières sables, silix, et terres	Textiles, tanneries et vêtement	Produits chimiques et pharmaceutiques	Graisses et huiles industr., pétroles, brais et goudrons	Divers
	km.											
	(millions)	(milliers de tonnes)										
1938 Moyenne ² ...	458	6.169	405	2.540	472	516	559	934	64	225	77	377
1951 Moyenne	552	6.008	253	2.181	644	793	498	764	40	272	92	471
1952 Moyenne	506	5.501	229	2.072	661	721	445	640	29	228	81	395
1952 Septembre ...	502	5.562	127	2.099	659	705	469	759	40	213	72	419
Octobre	529	6.152	666	2.252	654	725	445	684	23	208	81	414
Novembre ...	469	5.416	716	2.035	533	649	375	493	17	167	71	360
Décembre	512	5.347	219	2.275	752	743	338	358	21	212	83	346
1953 Janvier	456	4.843	124	2.172	659	647	326	298	18	203	81	315
Février	426	4.556	115	1.949	627	587	314	374	20	204	71	295
Mars	507	5.428	162	2.038	700	665	465	631	26	298	81	362
Avril	484	5.225	124	2.011	686	653	463	665	25	172	73	353
Mai	460	4.929	105	1.899	625	582	465	641	21	176	68	347
Juin	511	5.343	102	2.029	727	667	477	677	19	211	72	362
Juillet	466	4.825	124	1.945	661	534	417	551	17	217	63	296
Août	423	4.733	114	2.082	447	493	403	565	49	216	65	299
Septembre ...	489	5.258	151	2.150	623	542	434	643	41	253	74	347
Octobre	517	5.892	687	2.190	635	597	469	625	18	231	75	365
Novembre	493	5.556	662	2.232	587	562	392	482	17	231	68	322

¹ Non compris les transports militaires.² Y compris le Nord-Belge.B. — Service interne belge ¹

Périodes	Total	Produits agricoles et aliment.	Com-bustibles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de construction, verres et glaces	Produits des carrières sables, silix et terres	Textiles, tanneries et vêtement	Produits chimiques et pharmaceutiques	Graisses et huiles industr., pétroles, brais et goudrons	Divers	II
												Soc. Nat. des Chemins de fer vicinaux
	(milliers de tonnes)											T.-km. transportées
												(milliers)
1938 Moyenne ² ...	3.250	231	1.523	10	130	312	673	12	85	26	248	5.858
1951 Moyenne	3.772	127	1.861	19	236	329	625	13	133	35	394	3.273
1952 Moyenne	3.356	130	1.679	17	218	293	521	7	120	33	338	2.608
1952 Septembre ...	3.478	55	1.713	20	221	320	627	9	125	31	357	2.323
Octobre	4.023	536	1.867	18	235	299	555	3	114	33	363	4.601
Novembre ...	3.493	565	1.646	13	213	231	389	2	91	29	314	4.695
Décembre	3.033	93	1.816	14	216	189	269	2	100	34	300	1.944
1953 Janvier	2.848	40	1.750	15	200	205	230	2	103	28	275	1.286
Février	2.654	37	1.560	11	183	199	279	2	102	28	253	1.294
Mars	3.208	35	1.666	15	200	320	495	2	141	29	305	1.867
Avril	3.131	31	1.610	15	198	312	539	2	87	34	303	1.784
Mai	2.898	30	1.446	13	172	304	523	2	88	30	290	1.605
Juin	3.033	30	1.497	12	181	320	551	2	104	29	307	1.805
Juillet	2.624	35	1.341	12	132	266	444	3	117	25	249	1.476
Août	2.810	36	1.429	12	152	277	472	32	108	27	265	1.512
Septembre ...	3.003	79	1.496	11	152	286	527	19	109	32	292	1.997
Octobre	3.534	511	1.597	12	166	293	500	2	108	34	311	4.319
Novembre	3.298	490	1.598	17	162	259	374	2	99	22	275	3.769

¹ Non compris les transports militaires.² Non compris le Nord Belge, en ce qui concerne la S.N.C.B.

III. — MOUVEMENT DES PORTS

71¹

a) Port d'Anvers

Sources : Administration du Port d'Anvers et Institut National de Statistique.

Périodes	Navigation maritime						Navigation fluviale					
	Entrées			Sorties			Entrées			Sorties		
	Nombre de navires	Tonnage net belge (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹	Nombre de navires		Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m ³)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) ²	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m ³)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) ²
				chargés	sur lest							
1952 Moyenne	980	2.335	1.304	804	174	986	3.589	1.503	593	3.555	1.494	878
1953 Moyenne	1.084	2.538		925	156		3.678	1.565	713	3.677	1.573	817
1953 Janvier	965	2.445	1.150	807	147	1.040	3.445	1.394	582	3.188	1.310	792
Février	917	2.143	1.049	785	139	892	3.118	1.363	565	3.151	1.360	761
Mars	1.091	2.422	1.091	929	152	1.207	3.782	1.626	816	3.643	1.528	735
Avril	1.085	2.451	1.110	964	140	1.138	3.700	1.566	769	3.512	1.482	707
Mai	1.090	2.488	1.177	926	159	1.153	3.534	1.488	726	3.698	1.563	797
Juin	1.076	2.506	1.209	937	147	1.267	3.827	1.616	785	3.855	1.604	815
Juillet	1.148	2.690	1.418	967	152	1.210	3.836	1.619	742	3.843	1.626	873
Août	1.121	2.807	1.261	938	185	1.334	3.665	1.597	726	3.898	1.784	962
Septembre ...	1.086	2.553	1.460	921	169	1.218	3.661	1.616	698	3.715	1.635	874
Octobre	1.163	2.697	1.269	981	179	1.150	3.907	1.652	742	4.104	1.733	894
Novembre	1.110	2.582	1.130	936	162	1.147	3.842	1.633	721	3.740	1.622	792
Décembre	1.158	2.678		1.009	137		3.814	1.611	679	3.775	1.624	799
1954 Janvier	1.053	2.536		940	146							

¹ Trafic international. — ² Trafic international et intérieur.

b) Port de Gand

71²

Sources : Administration du Port de Gand et Institut National de Statistique.

Périodes	Navigation maritime						Navigation fluviale	
	Entrées			Sorties			Marchandises ¹	
	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹	Entrées	Sorties
1952 Moyenne	157	126	130	157	126	78	134	54
1953 Moyenne	156	116		156	117			
1953 Janvier	150	106	88	150	110	98	83	44
Février	129	118	92	127	109	90	82	35
Mars	157	122	117	160	130	76	102	64
Avril	160	107	127	162	107	62	133	58
Mai	149	103	90	142	100	69	123	41
Juin	169	133	147	171	130	86	135	36
Juillet	145	105	123	145	110	57	126	56
Août	149	125	132	150	120	46	115	38
Septembre	162	119	144	161	123	81	109	50
Octobre	171	129	112	169	125	87	146	44
Novembre	172	116	128	172	122	60	137	33
Décembre	165	112		169	114			
1954 Janvier	145	119		143	115			

¹ Trafic international.

IV. — MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION INTERIEURE

72

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Bateaux chargés														
	Trafic intérieur				Importations				Exportations				Ensemble des trafics		
	Nombre	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics
1951 Moyenne ..	6.077	2.814	2.119	325	11.335	1.570	1.067	757	77	3.471	170,2	63,0	46,4	9,9	289,5
1952 Moyenne ..	5.398	2.932	2.150	318	10.798	1.427	1.023	769	76	3.295	159,6	63,1	49,8	9,9	282,4
1952 Octobre ...	5.502	3.390	2.440	311	11.643	1.442	1.166	882	75	3.565	162,6	76,7	54,3	9,8	303,4
Novembre ..	5.202	2.742	2.068	331	10.343	1.416	974	768	75	3.233	158,8	64,0	50,0	9,8	282,6
Décembre ..	4.957	2.288	1.796	282	9.323	1.468	838	702	62	3.070	160,6	50,6	40,8	8,3	260,3
1953 Janvier ...	4.755	2.160	1.745	299	8.959	1.379	770	647	73	2.869	153,5	48,1	38,8	9,5	249,9
Février	5.711	1.917	1.683	308	9.619	1.383	601	613	74	2.671	144,9	42,4	38,0	9,3	234,6
Mars	7.913	2.990	2.407	475	13.785	2.011	964	820	113	3.908	208,0	67,8	53,0	15,2	344,0
Avril	7.797	3.440	2.443	562	14.242	1.800	1.143	811	131	3.885	185,8	80,3	52,0	17,2	335,3
Mai	7.364	3.366	2.628	458	13.806	1.821	1.118	876	109	3.924	191,6	78,3	56,9	15,0	341,8
Juin	7.477	3.475	2.999	430	14.381	1.839	1.115	970	103	4.027	196,6	79,4	62,2	15,8	354,0
Juillet	7.215	3.287	2.865	354	13.721	1.781	1.122	940	83	3.926	175,4	73,6	61,4	12,6	323,0
Août	7.473	3.311	3.071	325	14.180	1.836	1.086	1.066	78	4.066	183,3	70,7	69,5	11,8	335,3
Septembre ..	7.298	3.576	3.181	370	14.415	1.806	1.157	1.073	86	4.122	181,2	76,7	71,8	12,7	342,4
Octobre ...	8.208	3.715	2.957	358	15.238	2.001	1.263	939	87	4.290	195,3	83,4	66,3	13,6	358,6

COMMERCE EXTERIEUR

DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

NOMENCLATURE DES SECTIONS DU COMMERCE SPECIAL

75

D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DU COMMERCE INTERNATIONAL (C.T.C.I.)

Périodes	(0) Produits alimen- taires	(1) Boissons et tabacs	(2) Mat. brutes non comest. à l'ex- ception des car- burants	(3) Com- bustibles miné- raux, lu- brifiants et produits connexes	(4) Huiles et graisses d'origine animale ou végétale	(5) Produits chimi- ques	(6) Art. manuf., classés princi- palement d'après la mat. première	(7) Ma- chines et matériel de transport	(8) Articles manu- facturés divers	(9) Mar- chan- dises non dénom- mées ailleurs	Totaux	Prix moyen par tonne (francs)	Excédent (+) ou déficit (-) de la balance commerciale (millions de francs)	Rapport des exporta- tions aux importa- tions en p. c.
<i>Importations.</i>														
Valeurs (millions de francs)														
1952 Décembre	2.218	209	3.052	838	92	444	2.344	1.488	455	89	11.229	3.760		
1953 Janvier	1.710	147	2.460	978	81	408	2.259	1.507	360	43	9.953	3.692		
Février	1.525	142	2.199	814	135	405	1.976	1.372	399	51	9.018	3.403		
Mars	1.767	148	2.583	962	161	486	2.292	1.751	539	93	10.782	3.402		
Avril	1.596	162	2.339	923	133	548	1.859	1.744	499	90	9.893	2.991		
Mai	1.537	156	2.335	927	138	449	2.009	1.549	428	73	9.601	2.895		
Juin	1.486	179	2.505	847	137	499	1.785	1.758	436	78	9.710	2.747		
Juillet	1.598	153	2.592	1.019	96	486	2.002	1.707	419	54	10.126	2.809		
Août	1.521	145	2.429	863	135	482	1.875	1.491	387	85	9.413	2.976		
Septembre	1.619	170	2.197	1.215	86	567	2.300	1.524	555	79	10.312	2.859		
Octobre	1.803	176	2.253	1.028	102	545	2.449	1.659	545	82	10.642	2.863		
Novembre	1.628	175	2.515	810	131	525	2.505	1.592	453	73	10.407	3.149		
Décembre											p10.591	p3.203		
<i>Exportations.</i>														
1953 Janvier	387	9	708	534	126	653	5.941	872	272	54	9.556	6.087	— 397	96,0
Février	386	13	810	512	66	556	4.885	769	299	30	8.326	5.564	— 692	92,3
Mars	388	15	1.009	588	85	787	5.514	847	343	38	9.614	4.764	— 1.168	89,2
Avril	324	12	896	474	78	633	5.437	1.001	326	61	9.242	5.103	— 651	93,4
Mai	332	14	824	562	86	632	5.337	997	292	45	9.121	4.641	— 480	95,0
Juin	365	18	896	717	58	634	5.494	1.017	319	17	9.535	4.109	— 175	98,2
Juillet	335	19	765	599	90	541	5.258	1.092	308	50	9.057	4.393	— 1.069	89,4
Août	441	17	606	647	74	712	4.633	909	359	37	8.435	3.719	— 978	89,6
Septembre	392	17	806	775	80	675	5.331	963	437	51	9.527	3.851	— 785	92,4
Octobre	483	15	878	662	58	734	5.291	1.733	417	37	10.308	4.358	— 334	96,9
Novembre	601	10	851	547	74	655	5.298	1.185	388	55	9.664	4.245	— 743	92,9
Décembre	534	14	913	541	98	749	5.425	1.205	361	34	9.874	5.087	p— 717	p93,2
1954 Janvier											p 9.596	p4.574		
<i>Importations.</i>														
Quantités (milliers de tonnes)														
1952 Décembre	388	9,5	1.599	732	8,3	88	135	21,7	3,7	1,3	2.986			
1953 Janvier	234	7,3	1.382	841	6,4	88	100	34,2	3,0	—	2.696			
Février	186	7,2	1.485	745	10,6	95	97	20,9	3,2	0,1	2.650			
Mars	205	8,1	1.841	850	13,4	96	121	30,8	4,2	0,1	3.170			
Avril	203	8,5	2.019	801	10,1	118	118	25,4	4,2	0,1	3.308			
Mai	217	8,3	1.972	870	12,1	88	123	22,4	3,9	0,1	3.317			
Juin	223	9,4	2.239	810	10,4	90	113	35,3	4,3	0,1	3.535			
Juillet	276	8,3	2.115	953	9,0	93	119	27,9	4,2	0,1	3.606			
Août	260	7,1	1.780	858	13,5	108	110	22,0	3,8	0,1	3.162			
Septembre	243	8,8	1.943	1.127	8,2	127	121	23,9	4,8	0,1	3.607			
Octobre	353	9,1	2.055	1.007	11,4	115	120	41,3	4,9	0,1	3.717			
Novembre	324	8,4	1.840	850	11,7	121	121	24,4	4,0	0,1	3.305			
Décembre											p3.307			
<i>Exportations.</i>														
1953 Janvier	48	0,4	220	455	8,6	225	595	15,8	2,9	0,1	1.570			
Février	53	0,6	257	441	4,6	202	521	14,1	2,9	0,1	1.496			
Mars	54	0,7	473	525	5,8	301	638	17,1	3,2	0,1	2.018			
Avril	48	0,5	438	414	5,3	228	650	23,6	3,2	0,1	1.811			
Mai	43	0,7	441	531	5,6	239	681	20,7	2,9	0,1	1.965			
Juin	54	0,8	547	671	4,2	248	768	23,5	3,3	0,1	2.320			
Juillet	45	1,0	501	603	6,5	210	667	25,2	3,4	0,1	2.062			
Août	63	0,8	492	706	5,3	325	648	24,0	3,5	0,1	2.268			
Septembre	52	0,7	636	833	5,8	255	663	24,3	4,0	0,1	2.474			
Octobre	100	0,5	602	669	4,8	287	662	35,4	4,4	0,1	2.365			
Novembre	116	0,6	598	583	6,2	255	682	31,6	4,4	0,1	2.277			
Décembre	99	0,8	280	586	7,4	323	611	29,3	3,8	0,1	1.941			
1954 Janvier											p2.098			

CHOMAGE

I. — CHOMAGE COMPLET ET PARTIEL

81¹

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Nombre de chômeurs contrôlés						Nombre de journées perdues		
	Chômeurs inscrits au cours du mois			Moyennes journalières			Chômeurs		
	Chômeurs		Totaux	Chômeurs		Totaux	complets	partiels et accidentels	Totaux
	complets	partiels et accidentels		complets	partiels et accidentels				
(milliers)						(milliers)			
1953 Janvier	258	264	522	224	120	344	5.380	2.866	8.246
Février	249	254	503	212	99	311	5.115	2.365	7.480
Mars	238	170	408	189	57	246	5.690	1.687	7.377
Avril	213	166	379	179	57	236	3.930	1.263	5.193
Mai	214	186	400	171	58	229	4.800	1.604	6.404
Juin	208	157	365	171	56	227	4.109	1.351	5.460
Juillet	209	165	374	172	52	224	3.954	1.187	5.141
Août	210	149	359	164	45	209	4.749	1.318	6.067
Septembre	203	136	339	162	42	204	3.894	1.005	4.899
Octobre	198	135	333	163	44	207	3.932	1.051	4.983
Novembre	232	168	400	186	51	237	5.402	1.488	6.890
Décembre	248	200	448	214	74	288	4.721	1.620	6.341
1954 Janvier				236	132	368			

II. — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR PROVINCE

81²

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Semaine		Nombre de jours ouvrables	Royaume	Anvers	Brabant	Flandre occidentale	Flandre orientale	Hainaut	Liège	Limbourg	Luxembourg	Namur
	du	au											
(milliers)													
Moyenne journalière par mois													
1953 Janvier	—	—	24	343,8	74,1	55,2	62,8	74,3	31,5	21,7	12,8	4,3	7,1
Février	—	—	24	311,5	65,9	50,9	54,4	65,9	29,1	22,1	11,4	4,5	7,3
Mars	—	—	30	246,1	56,0	41,5	43,6	55,3	21,8	15,6	7,3	1,0	4,0
Avril	—	—	22	235,9	54,0	39,6	41,3	54,2	21,7	14,4	6,5	0,6	3,6
Mai	—	—	28	228,7	52,3	38,2	38,3	54,0	21,5	14,3	6,3	0,4	3,4
Juin	—	—	24	227,5	52,0	39,2	38,0	53,2	20,9	14,2	6,1	0,5	3,4
Juillet	—	—	23	223,5	50,6	38,5	36,8	53,0	20,5	14,0	6,3	0,5	3,3
Août	—	—	29	209,2	47,8	35,8	32,6	49,2	19,9	14,1	6,1	0,6	3,1
Septembre	—	—	24	204,2	48,6	34,3	32,9	45,9	19,0	14,0	5,7	0,7	3,1
Octobre	—	—	24	207,5	51,6	33,5	34,3	44,5	19,3	14,5	5,5	0,9	3,4
Novembre	—	—	29	237,4	57,6	38,3	41,3	50,4	22,2	15,5	6,9	1,3	3,9
Décembre	—	—	22	288,2	64,4	46,1	50,1	65,1	27,9	18,9	8,8	2,2	4,7
1954 Janvier	—	—	30	368,0									
Moyenne journalière par semaine													
1954 Janvier	3	9	6	371,3	77,9	60,3	61,1	78,7	37,7	27,3	14,4	5,6	8,3
	10	16	6	342,6	73,1	54,9	56,5	70,5	34,2	25,4	13,9	5,8	8,3
	17	23	6	315,6	68,6	50,1	52,5	66,1	31,0	23,4	12,1	4,8	7,0
	24	30	6	383,1	80,7	60,8	65,5	83,7	38,2	25,6	14,8	5,6	8,2
	31	6	6	430,6	87,8	66,6	74,3	90,3	47,2	30,6	16,5	6,7	10,6

III. — MOYENNE JOURNALIERE DES CHOMEURS CONTROLES CONSIDERES COMME APTE AU TRAVAIL

81³

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Total ¹			Chômeurs complets ¹			Chômeurs partiels		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
(milliers)									
1952 Moyenne ²	121	76	197	74	50	124	47	26	73
1953 Moyenne	120	71	191	79	50	129	41	21	62
1953 Janvier	207	80	287	112	55	167	95	25	120
Février	179	76	255	103	53	156	76	23	99
Mars	122	70	192	85	50	135	37	20	57
Avril	110	72	182	75	50	125	35	22	57
Mai	103	73	175	68	50	118	35	23	58
Juin	101	72	173	68	49	117	33	23	56
Juillet	101	69	170	70	48	118	31	21	52
Août	92	64	156	64	47	111	28	17	45
Septembre	91	60	151	64	45	109	27	15	42
Octobre	92	61	153	64	45	109	28	16	44
Novembre	113	67	180	80	49	129	33	18	51
Décembre	148	81	229	102	53	155	46	28	74
1954 Janvier	225	81	306	118	56	174	107	25	132

¹ Non compris les chômeurs complets considérés comme difficiles à placer, soit en raison d'une déficience de leur aptitude physique, soit en raison de leur âge.

² Estimation : Jusqu'à juin 1952, le nombre de chômeurs complets aptes au travail a été estimé en déduisant le nombre, au 15 de chaque mois, des chômeurs complets partiellement aptes au travail et difficiles à placer, de la moyenne journalière du nombre total des chômeurs complets.

IV. — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR GROUPE DE PROFESSIONS

81⁴

(Moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés) (milliers)

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Agriculture	Forêt chasse, pêche	Mines	Pierre	Céramique, verre	Diamant	Construction	Bois, ameuble- ment	Métal	Chimie	Papier	Livre	Textile	Vêtement	Cuir, peaux, chaussure	Alimentation	Transport	Dockers	Réparateurs de navires	Hôtels- restaurants	Gens de maison	Services personnels et biens	Employés	Artistes	Total
Chômeurs complets																									
1952 Novembre	10,9	0,9	1,0	0,8	6,4	3,2	23,4	8,1	20,4	2,4	1,4	1,4	23,0	12,6	4,0	10,5	14,9	—	—	6,0	5,1	0,4	12,2	1,0	170,0
1952 Décembre	15,1	1,0	1,1	1,5	8,0	3,2	33,8	10,6	23,7	2,7	1,6	1,3	26,5	16,1	4,8	12,0	16,1	—	—	5,9	5,2	0,5	12,4	0,9	204,0
1953 Janvier	16,3	1,1	1,1	2,1	8,6	3,0	40,6	11,9	25,9	2,8	1,7	1,5	28,5	18,2	4,9	12,6	17,3	—	—	6,1	5,4	0,5	13,0	1,0	224,1
1953 Février	15,9	1,1	1,2	2,1	8,0	2,8	36,2	10,9	25,5	2,7	1,6	1,4	28,0	16,1	4,3	12,4	16,9	—	—	6,0	5,4	0,5	12,8	1,0	212,8
1953 Mars	13,5	0,8	1,2	1,6	6,2	2,9	27,1	9,3	23,9	2,7	1,7	1,4	26,5	13,4	3,9	12,3	15,9	—	—	5,7	5,3	0,5	12,7	1,0	189,5
1953 Avril	12,5	0,9	1,1	1,5	4,4	3,2	22,3	8,3	23,0	2,7	1,7	1,3	26,6	12,5	4,1	12,1	15,5	—	—	5,4	5,2	0,5	12,6	1,1	178,5
1953 Mai	7,9	1,0	1,2	1,4	3,8	3,2	20,2	7,9	23,3	2,7	1,8	1,4	27,4	12,6	4,6	11,3	15,2	—	—	5,2	5,2	0,4	12,4	1,2	171,3
1953 Juin	11,1	0,9	1,2	1,3	3,6	3,2	19,5	7,3	22,7	2,6	1,9	1,3	26,7	13,6	5,2	10,5	15,0	—	—	4,7	5,1	0,4	12,2	1,2	171,2
1953 Juillet	10,9	0,9	1,2	1,3	3,6	3,2	20,4	7,7	23,2	2,7	1,8	1,3	26,9	13,8	5,3	10,2	15,0	—	—	4,0	5,0	0,5	11,9	1,1	171,9
1953 Août	9,9	0,9	1,1	1,3	3,5	3,1	19,0	7,0	22,1	2,6	1,7	1,2	24,9	13,3	4,9	10,0	14,7	—	—	4,1	4,8	0,5	11,9	1,2	163,7
1953 Septembre	8,4	0,9	1,2	1,3	4,0	2,8	19,4	6,8	23,1	2,5	1,6	1,3	23,8	12,5	4,4	9,5	14,4	—	—	5,0	5,2	0,4	12,3	1,2	162,0
1953 Octobre	6,7	0,9	1,2	1,3	4,9	2,7	20,3	7,0	23,6	2,5	1,6	1,3	23,3	12,1	4,5	9,6	14,7	—	—	6,2	5,3	0,4	12,5	1,0	163,6
1953 Novembre	12,9	1,0	1,5	1,6	6,0	2,9	26,2	8,0	25,4	2,5	1,7	1,2	24,4	13,7	5,1	10,6	15,6	—	—	6,3	5,4	0,4	12,7	0,9	186,0
Chômeurs partiels et accidentels																									
1952 Novembre	1,5	0,9	0,2	0,7	1,3	0,3	19,2	2,6	5,9	0,7	0,5	0,2	15,1	7,0	3,1	2,0	2,7	6,5	0,4	0,3	0,3	0,1	0,4	—	71,9
1952 Décembre	2,3	2,0	0,1	2,0	2,1	0,3	38,0	5,8	11,3	1,4	0,8	0,3	23,8	11,4	5,4	2,9	4,3	5,4	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	—	121,1
1953 Janvier	2,2	1,7	0,5	2,7	2,0	0,2	43,7	4,7	11,1	1,2	0,7	0,3	18,7	9,8	3,0	2,7	4,5	7,7	0,1	0,3	0,3	0,1	0,5	—	119,7
1953 Février	1,8	2,3	0,1	2,6	1,7	0,2	29,6	5,5	10,8	1,0	0,7	0,3	18,2	7,6	2,4	2,6	4,0	6,9	0,1	0,3	0,4	0,1	0,5	—	98,7
1953 Mars	0,6	0,3	—	0,6	1,0	0,3	3,8	1,9	8,1	0,7	0,7	0,3	17,6	5,3	2,5	2,2	2,7	6,6	0,1	0,3	0,3	0,1	0,5	0,1	56,6
1953 Avril	0,6	0,3	0,4	0,6	0,9	0,4	2,5	1,6	7,5	0,7	0,9	0,3	18,3	5,7	3,7	2,2	2,6	6,7	0,3	0,3	0,3	—	0,5	0,1	57,4
1953 Mai	1,3	0,3	0,8	0,4	0,8	0,4	2,5	1,5	6,9	0,6	0,8	0,3	18,5	5,7	4,1	2,0	2,5	6,3	0,6	0,3	0,3	—	0,5	—	57,4
1953 Juin	1,0	0,3	0,3	0,4	0,8	0,4	2,4	1,4	7,0	0,6	0,7	0,3	15,9	7,0	5,8	2,0	2,4	5,9	0,7	0,3	0,3	—	0,4	—	56,3
1953 Juillet	1,0	0,3	0,2	0,4	0,8	0,4	2,3	1,3	6,3	0,5	0,6	0,3	15,0	6,3	5,2	2,0	2,3	4,8	0,6	0,2	0,3	0,1	0,4	—	51,6
1953 Août	0,9	0,3	0,2	0,4	0,7	0,3	2,1	1,2	6,5	0,5	0,5	0,3	12,0	5,2	4,3	1,7	2,3	4,8	0,4	0,2	0,3	—	0,4	—	45,5
1953 Septembre	0,7	0,4	0,5	0,4	0,6	0,3	2,1	1,1	6,8	0,4	0,3	0,2	10,7	4,6	2,2	1,6	1,8	5,8	0,6	0,3	0,3	0,1	0,4	—	42,2
1953 Octobre	0,8	0,4	0,8	0,4	0,6	0,3	2,0	1,2	6,7	0,5	0,3	0,2	9,7	5,3	2,8	1,8	2,1	5,8	1,1	0,3	0,3	0,1	0,4	—	43,9
1953 Novembre	1,0	0,4	0,2	0,5	0,7	0,3	3,8	1,6	7,0	0,5	0,3	0,2	10,8	7,6	4,1	1,7	2,2	5,9	1,5	0,3	0,3	0,1	0,4	—	51,4
Total des chômeurs contrôlés																									
1952 Novembre	12,4	1,8	1,1	1,5	7,7	3,4	42,6	10,8	26,4	3,1	2,0	1,6	38,0	19,6	7,1	12,5	17,6	6,5	0,4	6,3	5,4	0,5	12,6	1,0	241,9
1952 Décembre	17,4	2,9	1,1	3,5	10,1	3,5	71,8	16,4	34,9	4,1	2,4	1,6	50,2	27,5	10,3	15,0	20,4	5,4	0,3	6,3	5,6	0,6	12,8	1,0	325,1
1953 Janvier	18,5	2,9	1,6	4,8	10,5	3,2	84,3	17,6	37,0	4,0	2,4	1,7	47,3	27,9	7,9	15,3	21,9	7,7	0,1	6,4	5,7	0,6	13,5	1,0	343,8
1953 Février	17,7	3,4	1,3	4,8	9,6	3,0	65,8	15,4	36,3	3,8	2,3	1,7	46,2	23,7	6,7	15,0	20,8	6,9	0,1	6,4	5,7	0,5	13,4	1,0	311,5
1953 Mars	14,1	1,1	1,2	2,3	7,2	3,2	30,9	11,2	32,0	3,4	2,4	1,7	44,1	18,7	6,4	14,6	18,5	6,6	0,1	6,1	5,6	0,5	13,2	1,0	246,1
1953 Avril	13,0	1,2	1,6	2,1	5,3	3,6	24,8	9,9	30,5	3,4	2,6	1,7	44,9	18,2	7,8	14,3	18,1	6,7	0,3	5,7	5,5	0,5	13,1	1,1	235,9
1953 Mai	9,3	1,2	2,0	1,8	4,6	3,6	22,6	9,4	30,2	3,3	2,6	1,6	45,9	18,3	8,7	13,3	17,7	6,3	0,6	5,5	5,5	0,5	12,9	1,3	228,7
1953 Juin	12,2	1,3	1,5	1,7	4,5	3,6	21,9	8,7	29,7	3,2	2,5	1,5	42,6	20,6	11,0	12,4	17,3	5,9	0,7	5,0	5,4	0,4	12,6	1,3	227,5
1953 Juillet	11,8	1,2	1,4	1,7	4,4	3,6	22,7	9,0	29,5	3,2	2,5	1,6	42,0	20,0	10,5	12,2	17,3	4,8	0,6	4,3	5,2	0,5	12,3	1,2	223,5
1953 Août	10,8	1,2	1,3	1,7	4,2	3,4	21,1	8,2	28,5	3,1	2,3	1,5	37,0	18,5	9,2	11,7	16,9	4,8	0,4	4,3	5,1	0,5	12,3	1,2	209,2
1953 Septembre	9,1	1,3	1,7	1,7	4,6	3,1	21,5	7,9	29,9	2,9	1,9	1,5	34,5	17,1	6,6	11,1	16,2	5,8	0,6	5,3	5,5	0,5	12,7	1,2	204,2
1953 Octobre	7,5	1,3	2,0	1,7	5,5	3,0	22,3	8,2	30,2	3,1	1,9	1,5	33,0	17,4	7,3	11,4	16,8	5,8	1,1	6,5	5,6	0,5	12,9	1,0	207,5
1953 Novembre	13,8	1,4	1,7	2,1	6,7	3,2	30,0	9,6	32,4	3,1	2,0	1,4	35,2	21,3	9,3	12,2	17,8	5,9	1,5	6,6	5,7	0,5	13,1	0,9	237,4

STATISTIQUES BANCAIRES ET MONÉTAIRES

I. — BELGIQUE ET CONGO BELGE SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES¹ (millions de francs)

85¹

Rubriques	1953 30 avril	1953 31 mai	1953 30 juin	1953 31 juillet	1953 31 août	1953 30 septembre	1953 31 octobre	1953 30 novembre
ACTIF								
A. Opér. d'épargne (art. 15, arr. royal 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Caisse, Banque Nation., Chèques post.	2.276	2.348	2.313	2.408	2.250	2.324	2.249	2.278
Prêts au jour le jour	2.134	2.304	2.243	1.555	1.939	1.994	1.915	2.011
Banquiers	3.012	2.961	2.865	3.131	3.355	3.307	2.998	3.208
Maison-mère, succursales et filiales ...	865	804	642	878	1.092	947	736	741
Autres valeurs à recevoir à court terme	3.248	3.624	3.390	3.315	3.036	2.950	3.262	3.355
Portefeuille-effets	45.691	44.180	44.114	43.246	42.476	44.149	44.237	43.783
a) Portefeuille commercial ²	11.435	10.478	10.063	9.485	9.910	10.971	10.695	11.375
b) Eff. publ. réesc. à la B.N.B. ...	10.517	10.005	10.246	11.175	11.713	11.383	11.619	11.592
c) Effets publ. mob. à la B.N.B. à concurrence 95 %	23.739	23.697	23.805	22.586	20.853	21.795	21.923	20.816
Reports et avances sur titres	1.412	1.369	1.334	1.391	1.374	1.329	1.540	1.509
Débiteurs par acceptations	8.050	7.749	7.991	8.099	7.939	7.852	7.747	7.755
Débiteurs divers	15.688	16.184	16.125	16.824	16.199	15.872	15.854	15.222
Portefeuille-titres	10.942	11.021	11.160	11.368	12.610	12.712	13.436	14.189
a) Valeurs de la réserve légale	242	243	243	237	237	237	237	237
b) Fonds publics belges	8.744	8.827	8.993	9.194	10.402	10.495	11.134	11.890
c) Fonds publics étrangers	76	77	78	73	73	73	96	97
d) Actions de banques	930	930	930	902	909	908	959	959
e) Autres titres	950	944	916	962	989	999	1.010	1.006
Divers	3.062	2.957	3.047	2.961	2.940	2.970	3.127	3.013
Capital non versé	4	4	4	4	4	4	4	4
<i>Total disponible et réalisable.....</i>	96.384	95.500	95.228	95.180	95.214	96.410	97.105	97.068
C. Immobilisé :								
Frais de constitut. et de premier établ.	2	2	2	2	4	4	4	4
Immeubles	786	786	833	824	826	832	842	847
Participation dans les filiales immobil.	297	297	290	248	248	248	254	254
Créances sur filiales immobilières	244	250	249	248	250	253	251	255
Matériel et mobilier	108	108	110	118	120	119	123	126
<i>Total de l'immobilisé.....</i>	1.437	1.443	1.484	1.440	1.448	1.456	1.474	1.486
<i>Total général actif.....</i>	97.821	96.943	96.712	96.620	96.662	97.866	98.579	98.554
PASSIF								
A. Opér. d'épargne (art. 15, arr. royal 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	453	526	638	632	768	563	967	484
Emprunts au jour le jour	2	—	6	1	10	4	5	2
Banquiers	6.651	6.468	6.295	6.237	6.200	5.968	6.151	6.344
Maison-mère, succursales et filiales ...	1.447	1.547	1.137	1.448	1.389	1.524	1.499	1.596
Acceptations	8.052	7.751	7.991	8.099	7.939	7.852	7.747	7.755
Autres valeurs à payer à court terme	2.026	2.033	1.532	1.646	1.124	1.389	1.958	1.499
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.072	1.115	1.049	1.017	1.089	916	846	857
Dépôts et comptes courants	65.190	64.847	65.369	64.455	65.134	66.680	65.917	66.428
a) A vue et à un mois au plus	57.024	56.811	57.831	56.610	57.223	58.724	57.371	58.080
b) A plus d'un mois	8.166	8.036	7.538	7.845	7.906	7.956	8.546	8.348
Obligations et bons de caisse	1.130	1.172	1.206	1.237	1.285	1.490	1.631	1.739
Montants à libérer sur titres et partic.	651	654	640	640	641	640	637	637
Divers	5.200	4.878	4.810	5.204	5.078	5.034	5.207	5.208
<i>Total de l'exigible.....</i>	91.874	90.991	90.673	90.616	90.657	91.860	92.565	92.549
C. Non exigible :								
Capital	3.500	3.505	3.508	3.503	3.503	3.503	3.513	3.525
Fonds indis. par prime d'émission	125	125	125	113	113	113	113	100
Réserve légale (art. 13, A. R. 185)	246	246	246	240	240	240	240	240
Réserve disponible	1.989	1.987	2.071	2.055	2.056	2.057	2.057	2.056
Provisions	87	89	89	93	93	93	91	84
<i>Total du non exigible.....</i>	5.947	5.952	6.039	6.004	6.005	6.006	6.014	6.005
<i>Total général passif.....</i>	97.821	96.943	96.712	96.620	96.662	97.866	98.579	98.554

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger ou dans la colonie, que des éléments d'actif et de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger ou dans la colonie apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, Succursales et Filiales ».

² L'encours des effets réescomptés par les banques à la Banque Nationale de Belgique et aux instituts paratitiques s'élevait aux 30 avril, 31 mai, 30 juin, 31 juillet, 31 août, 30 septembre, 31 octobre et 30 novembre 1953 respectivement à 6.679, 7.209, 6.915, 7.588, 7.411, 6.585, 7.186 et 7.048 millions de francs, montants qui ne sont pas compris dans le portefeuille commercial.

(millions de francs)

Rubriques	1953 30 décembre	1954 7 janvier	1954 14 janvier	1954 21 janvier	1954 28 janvier	1954 4 février	1954 11 février	1954 18 février
ACTIF								
Encaisse en or	38.787	38.787	38.962	38.962	38.962	39.075	39.356	39.356
Avoirs sur l'étranger	903	912	1.038	1.056	1.074	951	613	613
Devises étrangères et or à recevoir	1.994	1.994	1.994	1.994	1.894	1.869	1.845	1.820
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P. { sans provision spéciale	10.646	10.530	11.014	10.917	11.075	10.987	11.053	10.989
{ avec provision spéciale	2.794	2.910	2.792	2.889	2.731	2.819	2.687	2.750
b) pays membres de l'U.E.P.	996	981	415	519	578	616	643	673
c) autres pays	304	301	299	260	266	271	281	285
Débiteurs pour change et or, à terme	20	20	20	20	20	20	20	20
Effets commerciaux sur la Belgique	5.379	5.542	5.357	5.925	5.771	5.748	5.309	4.965
Avances sur fonds publics	60	202	102	310	2	226	16	96
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P.	767	516	301	314	398	418	221	366
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	8.820	8.705	8.135	6.340	6.860	8.120	8.735	7.225
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	—	—	—	—	—	—	6	6
c) autres effets publics belges	53	58	72	73	75	82	78	71
Monnaies divisionnaires et d'appoint	248	243	252	258	261	246	243	257
Avoirs à l'Office { Compte A	2	2	1	2	2	2	1	2
des Chèq. Post. { Compte B	469	455	365	367	366	373	373	345
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.660	34.660	34.660	34.660	34.660	34.660	34.660	34.660
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.678	1.678	1.678	1.677	1.677	1.677	1.677	1.677
Immeubles, matériel et mobilier	889	889	889	967	967	967	967	967
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	707	741	743	743	743	746	746	746
Divers	914	970	987	440	411	420	359	396
	111.090	111.096	110.076	108.693	108.793	110.293	109.889	108.285

PASSIF

Billets en circulation	100.976	101.404	99.936	98.947	99.080	100.335	99.598	98.111
Comptes courants :								
Trésor public { Compte ordinaire	5	5	6	5	2	2	6	6
{ Comptes Accord de Coopération Economique ..	193	193	196	198	198	199	118	109
Banques à l'étranger : comptes ordinaires	915	933	942	1.003	1.057	1.102	1.129	1.127
Comptes courants divers	1.683	1.431	1.728	1.789	1.767	1.770	2.477	2.330
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiements :								
Pays membres de l'U.E.P.	470	235	290	435	477	494	291	335
Autres pays { a)	271	150	250	276	280	387	388	390
{ b)	469	455	365	367	366	373	373	345
Total des engagements à vue	104.982	104.806	103.713	103.020	103.227	104.662	104.380	102.753
Comptes spéc. pour avances U.E.P.	2.794	2.910	2.792	2.889	2.731	2.819	2.687	2.750
Devises étrangères et or à livrer	25	26	26	26	73	47	55	26
Caisse de Pensions du Personnel	707	740	743	743	743	746	746	746
Divers	903	935	1.123	223	227	227	229	218
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	1.279	1.279	1.279	1.392	1.392	1.392	1.392	1.392
	111.090	111.096	110.076	108.693	108.793	110.293	109.889	108.285

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

BILAN AU 31 DECEMBRE 1953

(millions de francs)

Actif		Passif	
Encaisse en or	38.787	Billets en circulation	101.592
Avoirs sur l'étranger	903	Comptes courants et divers :	
Devises étrangères et or à recevoir	1.994	Trésor public { compte ordinaire	27
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :		{ comptes Accord de Coopér. Economique	193
a) U.E.P. { sans provision spéciale	10.623	Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	364
{ avec provision spéciale	2.817	Banques en Belgique	2.143
b) pays membres de l'U.E.P.	942	Banques à l'étranger : comptes ordinaires Particuliers	920
c) autres pays	304	Valeurs à payer	261
Débiteurs pour change et or, à terme	20	Total	465
Effets commerciaux sur la Belgique	8.319	Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :	
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P.	227	Pays membres de l'U.E.P.	352
Avances sur fonds publics	721	Autres pays a/	227
Effets publics (art. 20 des statuts. Convention du 14 septembre 1948) :		b/	468
a) certificats du Trésor	7.970	Total des engagements à vue	1.047
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat		Comptes spéciaux pour avances U.E.P.	2.817
c) autres effets publics	70	Devises étrangères et or à livrer	32
Monnaies divisionnaires et d'appoint	247	Caisse de Pensions du Personnel	707
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux { Compte A	2	Comptes transitoires	200
{ Compte B	468	Capital	400
Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.660	Fonds de réserve :	
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.678	a) Réserve statutaire	256
Valeurs à recevoir	130	b) Fonds de prévision	243
Immeubles, matériel et mobilier	967	c) Compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	867
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	707	Bénéfice net à répartir	292
Valeurs amorties et à réaliser	p. m.	Total du passif	112.826
Comptes transitoires	270		
Total de l'actif	112.826		

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1953

(millions de francs)

Débit		Crédit	
Frais généraux	318	Escompte, change, intérêts et commissions	736
Frais d'acquisition, de vente et d'expédition d'or	1	Revenus des fonds publics et autres titres acquis en vertu des statuts	74
Subvention à la Caisse de Pensions du Personnel	25	Bénéfice sur réalisation et encaissement de titres	8
Amortissement sur immeubles, matériel et mobilier	32	Droits de garde, courtages et loyers des coffres	9
Amortissement sur immeubles nouveaux	78	Rentrées sur valeurs amorties et à réaliser	2
Amortissement de créances irrécouvrables	0,1	Redevances et bonifications de l'Etat :	
Redevances à l'Etat :		a) Ristourne du droit de timbre sur la circulation fiduciaire (arrêté royal du 24 août 1939, art. 34)	105
a) Produit des opér. d'escompte et d'avances sur fonds publics excédant 3 ½ %	5	b) Bonification de 0,25 % par an sur la dette de l'Etat (arrêté royal du 24 août 1939, art. 33)	93
b) Droit de timbre sur la circulat. fiduciaire 142	147	c) Bonification de 0,10 % par an sur le montant des petites coupures émises pour compte du Trésor (convention du 18 mars 1946)	2
Virement aux comptes transitoires du passif pour prévision fiscale	70		
Virement aux comptes transitoires du passif pour provision pour construction d'immeubles	60		
Virement au Fonds de prévision du bénéfice sur réalisation et encaissement de titres	8		
Bénéfice net à répartir	292		
Total	1.031	Total	1.031

COMPTES D'ORDRE AU 31 DECEMBRE 1953

(millions de francs)

Valeurs à l'encaissement	20	
Crédits documentaires ouverts		7
Dépôts divers :		
<i>Nantissement des comptes d'avances sur fonds publics belges</i>	11.143	
<i>Certificats du Trésor sans intérêts déposés en nantissement pour la mobilisation de comptes spéciaux U.E.P.</i>	783	
<i>Garanties données par les cédants d'escompte</i>	21	
<i>Obligations de l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire</i>	11	
<i>Fonds Monétaire International</i>	8.325	
<i>Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement</i>	1.783	
<i>Autres dépôts</i>	20.851	42.917
Cautionnements divers reçus		128
Certificats de garantie reçus du Trésor public		1.600
Cautions données en faveur du Personnel		73
Endossement de certificats en dollars E.-U. pour compte du Trésor public		2.006
Trésor public :		
<i>Portefeuille et avoirs divers</i>		20
<i>Valeurs diverses dont l'Etat est propriétaire :</i>		
<i>Actions ordinaires S.N.C.F.B.</i>	1.000	
<i>Obligations participantes S.N.C.F.B.</i>	638	
<i>Bons du Trésor du Gouv. Grand-Ducal (Accord belg.-lux.)</i>	1.625	
<i>Certificats 2 ½ % 1950 du Royaume des Pays-Bas (Convention signée à Paris le 7-9-1949)</i>	1.900	
<i>Certificats 4 ½ % S.N. des Habitations et Logements à Bon Marché</i>	2.970	
<i>Certificats 4 ½ % S.N. de la Petite Propriété Terrienne</i>	664	
<i>Valeurs diverses</i>	207	9.004
<i>Valeurs diverses dont l'Etat est dépositaire :</i>		
<i>Valeurs déposées par des tiers</i>	7.432	
<i>Service de la Dette inscrite</i>	12.964	
<i>Caisse des Dépôts et Consignations</i>	42.085	
<i>Valeurs déposées en cautionnement</i>	1.836	64.317
<i>Valeurs remises en exécution de l'Arrêté du Régent du 17 janvier 1949 relatif à l'annulation des titres belges au porteur non déclarés</i>		118
<i>Valeurs à délivrer</i>		5.834
<i>Titres retirés de la circulation</i>		23
<i>Fonds d'amortissement de la Dette publique</i>		5.887
<i>Fonds monétaire :</i>		
<i>Fonds publics</i>	4.220	89.423
Fonds des rentes, titres déposés		2.534
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :		
<i>Placements provisoires</i>	6.842	
<i>Nantissements de prêts</i>	11	
<i>Dépôts de garanties</i>	84	6.937

REPARTITION DU BENEFICE NET

(millions de francs)

1. Aux actionnaires : un premier dividende de 6 % du capital nominal	24,0
2. De l'excédent, soit 268,3 millions de francs	
a) 10 % à la réserve	26,8
b) 8 % au personnel	21,5
3. Du surplus, soit 220,0 millions de francs	
a) A l'Etat 1/5 ^e	44,0
b) Aux actionnaires, un second dividende	176,0
c) Le solde à la réserve	0,0
Total du bénéfice à répartir	292,3

OPERATIONS FAITES PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE POUR SON PROPRE COMPTE

(en millions de francs)

1953

Localités	Effets commerciaux escomptés				Comptes courants d'avances			Comptes courants divers					Chèques déplacés			
	Nombre	Montant	Impayés		Nombre de comptes ouverts	Montant		Montant		Effets remis à l'encaissement par les titulaires		Versements au crédit de comptes ouverts dans d'autres localités ²	émis		payés	
			Nombre	Montant		Débit	Crédit	Débit ²	Crédit ²	Nombre	Montant		Montant	Nombre	Montant	Nombre
Antwerpen	33.888	3.071	357	7,8	121	2.388,3	2.380,8	29.901	29.967	3.341	252,0	31.552	882	232,3	2.360	370,0
Aalst	7.342	594	101	3,4	15	13,4	12,6	1.673	1.680	96	10,6	2.897	112	12,2	77	35,3
Boom	—	—	14	0,5	12	10,5	10,7	236	236	—	—	221	1	0,2	62	12,8
Brugge	5.248	349	55	2,8	42	220,3	221,1	1.531	1.532	—	—	2.232	79	13,8	266	38,9
Dendermonde ...	2.215	107	50	3,1	3	24,6	24,9	511	517	—	—	400	1	0,1	47	6,8
Eeklo	1.677	435	67	2,6	21	3,1	3,1	843	844	—	—	616	26	55,6	110	14,9
Gent	7.545	542	258	10,9	65	169,5	168,7	4.463	4.471	5.509	344,2	6.051	19	1,1	361	35,1
Geraardsbergen .	9.109	273	7	0,1	17	39,8	37,9	495	495	16	0,3	391	22	5,1	271	329,2
Hasselt	2.648	286	42	1,5	25	13,3	15,0	1.877	1.881	17	1,6	2.121	4	0,3	113	27,0
Ieper	—	—	16	0,2	11	20,3	19,6	234	235	—	—	126	1	—	146	17,4
Kortrijk	8.461	733	78	3,3	34	23,8	24,6	2.218	2.225	70	20,9	4.325	—	—	93	40,5
Leuven	8.994	1.189	42	2,3	20	1,9	1,7	2.837	2.840	19	0,3	5.523	99	20,4	129	46,4
Mechelen	3.276	247	101	3,4	19	27,4	26,6	1.511	1.513	30	4,3	1.191	—	—	246	64,8
Oostende	997	138	22	0,3	21	7,0	6,7	1.190	1.195	—	—	1.155	9	1,1	103	61,0
Oudenaarde	1.168	52	4	0,4	14	14,1	14,1	192	195	8	0,3	322	—	—	53	6,9
Roeselare	4.322	232	25	0,3	17	249,0	242,8	1.524	1.532	1	—	1.171	2	—	108	20,9
Ronse	3.230	172	50	2,8	39	3,1	4,4	448	449	—	—	398	3	0,5	40	15,4
Sint-Niklaas	2.320	188	61	3,4	7	22,7	22,8	443	444	4	0,2	877	—	—	75	28,0
Tienen	24.626	3.386	15	0,2	7	110,7	110,4	4.939	4.946	—	—	2.765	123	59,5	159	55,4
Tongeren	7.440	480	22	0,9	24	2,2	5,4	876	878	4	1,6	311	3	0,3	71	8,3
Turnhout	1.886	132	27	1,1	5	10,9	11,1	1.504	1.505	—	—	798	—	—	216	29,1
Veurne	—	—	27	0,1	15	12,8	12,0	100	101	—	—	135	2	—	65	4,9
Liège	17.471	2.070	278	9,3	303	230,3	234,5	14.871	14.931	396	180,4	8.415	86	8,7	432	431,0
Arlon	522	20	27	0,5	13	0,6	0,2	844	846	3	0,3	657	—	—	39	5,1
Ath	861	78	12	0,1	22	0,4	0,6	190	190	9	—	136	3	0,1	143	51,3
Charleroi	11.785	895	178	5,4	103	352,6	300,9	6.279	6.286	888	126,7	4.591	85	9,1	329	90,4
Dinant	2.396	82	24	0,2	16	1,0	1,2	184	184	—	—	161	2	0,7	97	17,7
Huy	7.778	435	61	2,1	33	263,5	265,1	2.215	2.220	544	119,9	789	14	1,6	228	44,2
La Louvière	6.617	718	45	1,3	40	65,2	65,3	1.946	1.947	—	—	2.777	2	0,1	313	31,1
Malmédy	—	—	10	0,1	1	—	—	161	163	193	10,6	2	3	1,0	98	11,5
Marche	—	—	21	0,5	43	12,7	13,9	8	9	—	—	4	5	0,2	54	8,9
Mons	8.627	595	91	1,5	72	50,6	78,1	2.444	2.450	7	1,0	2.904	—	—	81	18,3
Mouscron	2.779	329	41	0,8	18	2,9	3,1	563	568	—	—	899	4	6,6	113	12,1
Namur	1.889	298	86	1,3	62	66,9	43,8	2.516	2.519	14	0,3	2.016	2	0,9	131	55,3
Neufchâteau	1.473	55	5	0,2	13	0,7	0,6	229	229	7	0,7	60	—	—	87	11,2
Nivelles	9.077	252	9	0,1	8	0,4	0,5	598	599	—	—	231	5	2,0	103	13,2
Péruwelz	2.663	398	8	0,1	34	3,5	4,2	749	750	51	2,4	282	14	2,0	27	2,0
Philippeville	1.004	358	1	—	97	10,2	12,8	403	403	14	0,6	338	100	7,9	75	8,7
Soignies	33	3	2	0,1	13	0,6	0,9	120	120	4	0,1	6	—	—	31	4,9
Tournai	2.499	161	74	1,0	71	81,1	76,9	1.427	1.430	5	0,2	1.546	105	14,2	74	25,2
Verviers	10.316	1.348	157	3,6	93	218,0	217,8	3.488	3.495	60	2,7	3.389	8	1,6	271	73,2
Wavre	3.734	172	7	0,2	8	43,8	44,4	373	376	—	—	404	1	0,5	17	4,1
Luxembourg	3	1	38	0,2	5	—	—	7.752	7.726	148	8,2	1.706	34	1,6	39	2,7
Total... ..	227.924	20.874	2.616	80,0	1.622	4.837,7	4.791,8	106.906	107.122	11.458	1.090,4	96.911	1.861	461,3	7.953	2.191,1
Bruxelles	101.788	56.219	3.547 ¹	49,7 ¹	867	13.046,1	12.768,0	352.811	352.888	28.996	552,2	25.461	6.211	1.853,7	188	112,8
Total général...	329.712	77.093	6.163	129,7	2.489	17.883,8	17.559,8	459.717	460.010	40.454	1.642,6	122.372	8.072	2.315,0	8.141	2.303,9

¹ Y compris les effets impayés présentés par l'Administration des Postes. — ² Non compris les opérations de « call money ».

OPERATIONS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE POUR LE COMPTE D'AUTRES ORGANISMES
(en millions de francs)

1953

Localités	Trésor				Nombre de coupons payés		Caisse Générale d'Épargne et de Retraite						S. N. C. I. *		C. N. C. P. *		Chambre de compensation		
	Compte courant et opérations en numéraire		Fonds publics et valeurs du Trésor		Pour l'Etat	Pour divers	Compte courant		Effets escomptés		Prêts sur fonds publics		Escompte et prêts		Escompte et prêts		Nombre de membres affiliés	Pièces compensées ¹	
	Montant		Montant		(en milliers)		Recettes ¹	Paiements ¹	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant		Nombre	Montant
	Recettes	Paiements	Entrées	Sorties			Recettes ¹	Paiements ¹	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre		Montant
Antwerpen	12.148	24.965	81,9	302,9	3.798	289	95,5	232,5	248	37,8	6	0,1	6	0,9	8	2,2	22	726.497	156.790
Aalst	391	1.942	8,4	98,9	578	91	28,9	45,3	4.318	503,2	2	0,1	231	25,2	34	6,8	5	59.795	11.515
Boom	329	426	0,4	0,9	92	14	11,0	11,0	—	—	—	—	—	—	—	—	5	13.741	2.585
Brugge	3.057	1.825	6,9	76,5	497	88	20,1	49,2	2.212	309,5	5	0,1	13	0,5	—	—	6	67.869	9.407
Dendermonde ...	33	511	0,5	5,5	72	13	2,6	6,6	2.743	288,9	—	—	30	3,1	8	1,4	6	19.036	2.792
Eeklo	103	347	1,1	1,9	52	14	3,9	7,3	1.774	191,9	1	0,1	10	5,0	—	—	5	13.319	2.773
Gent	5.822	5.554	35,0	208,9	1.613	219	358,4	429,2	956	136,1	2	—	—	—	—	—	7	126.033	25.924
Geraardsbergen	123	112	0,1	0,3	39	11	2,8	4,9	3.116	311,2	—	—	78	11,6	12	4,1	5	10.014	901
Hasselt	2.361	3.384	0,9	27,4	205	22	10,2	66,7	5.069	538,7	1	0,1	100	8,4	65	12,1	5	45.764	12.790
Ieper	189	285	1,5	9,9	95	20	0,8	3,4	—	—	—	—	—	—	—	—	5	10.426	1.265
Kortrijk	2.981	4.014	16,0	200,4	911	125	35,8	77,8	2.522	237,0	1	—	3	0,2	4	0,8	6	110.165	22.300
Leuven	1.751	4.877	14,1	162,3	782	86	72,5	79,9	1.965	199,1	3	0,4	29	8,5	15	3,3	6	76.368	21.987
Mechelen	1.224	466	4,2	7,8	277	32	64,0	103,3	2.208	224,5	—	—	114	11,0	15	2,6	5	30.760	3.990
Oostende	679	939	6,9	25,7	234	27	62,6	65,6	546	62,0	—	—	4	0,4	3	0,7	8	48.485	5.025
Oudenaarde	152	305	1,4	1,3	79	20	1,0	3,6	484	46,7	—	—	21	4,6	17	1,8	6	13.716	1.845
Roeselare	711	796	1,5	18,0	128	23	2,2	8,7	1.661	204,4	1	0,1	178	16,9	79	20,8	6	65.407	7.567
Ronse	212	622	1,6	1,5	55	19	13,2	14,1	742	101,5	—	—	68	4,8	4	1,1	5	20.515	3.087
Sint-Niklaas	423	722	1,2	2,1	107	25	16,3	55,3	618	71,5	—	—	11	2,0	1	0,2	5	25.275	4.784
Tienen	933	1.717	2,1	36,1	267	43	15,0	38,2	257	40,3	—	—	—	—	1	—	5	27.417	10.271
Tongeren	87	46	0,5	—	26	5	5,6	9,3	2.144	249,9	—	—	63	12,7	3	1,1	5	12.755	757
Turnhout	386	892	3,0	5,0	86	11	11,4	34,6	2.395	212,4	—	—	23	1,5	—	—	6	23.201	3.626
Veurne	134	60	0,9	1,5	63	19	15,3	14,5	—	—	—	—	—	—	—	—	5	7.352	793
Liège	7.200	10.899	33,5	168,5	2.730	179	640,5	617,9	3.405	356,2	121	11,1	64	11,6	37	6,6	11	165.409	41.481
Arlon	932	895	1,1	21,3	277	42	2,2	19,6	825	99,9	—	—	10	0,5	5	1,1	4	16.352	3.296
Ath	602	153	0,4	0,6	63	14	1,9	10,4	123	11,7	—	—	3	0,1	—	—	4	7.760	620
Charleroi	4.742	4.950	15,6	79,0	1.714	228	19,1	126,0	3.585	370,5	27	1,0	53	12,0	30	5,1	8	125.565	27.351
Dinant	92	22	0,6	1,6	18	3	0,4	3,9	396	52,6	2	0,1	10	7,1	5	1,2	—	—	—
Huy	595	554	4,5	15,7	203	178	4,0	15,1	2.584	337,6	6	0,1	155	34,9	23	4,6	7	25.032	3.394
La Louvière	326	2.524	85,3	81,2	625	617	21,9	59,7	1.184	112,6	5	0,3	27	1,7	15	2,4	5	41.822	16.268
Malmédy	214	28	0,1	4,4	11	1	0,1	5,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche	74	9	0,3	1,2	7	2	3,9	8,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	1.841	2.714	60,7	95,5	1.131	169	36,0	104,5	815	100,5	21	4,3	12	5,9	1	0,2	5	53.829	13.337
Mouscron	126	629	0,2	1,5	79	10	4,3	19,0	202	23,4	2	0,2	56	0,9	—	—	7	19.519	3.829
Namur	2.357	2.305	9,8	71,8	979	119	11,8	35,3	2.537	295,2	—	—	49	5,4	6	1,3	6	53.607	7.290
Neufchâteau	67	3	0,3	1,4	4	2	2,7	4,4	931	98,0	—	—	1	0,2	—	—	—	—	—
Nivelles	141	136	0,4	2,0	61	13	0,1	3,9	698	102,7	—	—	87	11,5	—	—	5	7.575	970
Péruwelz	57	120	0,1	0,2	47	13	0,2	0,1	693	91,2	2	0,1	10	0,1	3	0,6	6	8.708	892
Philippeville	31	8	0,4	0,8	9	7	6,0	11,5	394	41,7	16	0,7	1	0,1	12	2,3	—	—	—
Soignies	95	36	0,1	0,9	29	3	0,5	0,4	484	66,9	1	—	16	1,3	1	0,1	4	5.287	717
Tournai	1.091	1.604	9,4	66,0	848	115	32,2	43,9	282	26,3	—	—	8	0,6	2	0,4	6	42.420	7.598
Verviers	884	1.527	10,0	44,3	809	93	73,6	71,5	782	117,2	9	0,2	17	6,3	—	—	8	81.077	15.072
Wavre	100	195	1,3	5,9	61	14	3,4	12,7	89	14,2	2	0,1	—	—	13	3,0	5	16.149	1.563
Luxembourg	—	—	—	—	50	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total...	55.846	84.118	424,2	1.858,6	19.811	3.042	1.713,9	2.534,5	55.987	6.285,0	236	19,2	1.561	218,0	422	87,9	—	2.224.021	456.452
Bruzelles	241.784	213.368	38.681,0	30.437,9	9.769	7.039	49.547,9	49.114,5	6.180	1.061,0	118	8,4	—	—	—	—	36	1.966.183	1.047.173
Total général...	297.630	297.486	39.105,2	32.296,5	29.580	10.081	51.261,8	51.649,0	62.167	7.346,0	354	27,6	1.561	218,0	422	87,9	—	4.190.204	1.503.625

¹ Non compris les opérations de « Call money ».

* S. N. C. I. : Société Nationale de Crédit à l'Industrie. — C. N. C. P. : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO BELGE ET DU RUANDA-URUNDI

(millions de francs)

Rubriques	1953 31 mai	1953 30 juin	1953 31 juillet	1953 31 août	1953 30 septembre	1953 31 octobre	1953 30 novembre	1953 31 décembre
ACTIF								
Encaisse or	3.877	3.896	3.915	3.937	3.956	3.996	4.024	4.297
Avoirs en monnaies convertibles en or ...	4.834	4.962	5.366	5.583	5.834	5.716	5.970	5.781
Avoirs en francs belges :								
Banques et divers organismes	1	1	1	1	1	116	327	219
Certificats du Trésor belge	1.025	1.025	1.025	1.900	1.600	1.191	1.191	1.213
Autres avoirs	411	94	14	102	287	333	825	1.232
Francs belges à recevoir	1.775	1.525	1.275	—	—	—	—	—
Avoirs en autres monnaies	30	38	20	33	71	41	34	53
Débiteurs pour change et or à terme	4	16	11	—	—	—	—	—
Effets commerc. sur le Congo Belge et le Ruanda-Urundi	2	17	13	5	6	5	5	29
Avances sur fonds publ. et subs. précieuses	33	28	27	24	37	24	29	16
Avoirs aux Offices des Chèques postaux ...	10	31	19	2	4	19	2	2
Effets publics (art. 6, § 1, litt. 3a des Statuts) émis par le Congo Belge	—	—	—	50	50	75	125	100
Effets publics belges émis en francs cong.	4.436	4.436	4.436	4.436	4.436	4.436	4.436	4.436
Fonds publics (art. 6, § 1, litt. 12 et 13 des Statuts)	103	103	103	103	103	103	103	103
Immeubles, matériel et mobilier	71	72	75	75	77	78	82	85
Divers	207	181	162	171	177	186	193	10
	16.819	16.425	16.462	16.422	16.639	16.819	17.346	17.576

PASSIF

Billets et monnaies métalliques en circul.	4.197	4.274	4.487	4.477	4.399	4.278	4.215	4.458
Comptes courants et créditeurs divers :								
Congo Belge	2.421	2.173	1.612	1.364	878	599	1.506	3.692
Ruanda-Urundi	802	767	779	796	819	793	796	867
Comptes courants divers	4.384	4.567	4.413	4.653	5.248	6.254	6.797	4.380
Valeurs à payer	1.851	1.623	1.626	123	176	145	186	83
<i>Total des engagements à vue</i>	13.655	13.404	12.917	11.413	11.520	12.069	13.500	13.480
Engagements en francs belges :								
A vue	751	575	1.032	1.129	1.106	647	562	1.056
A terme	365	290	245	1.469	1.361	1.232	1.197	1.115
Engagements en monnaies étrangères :								
En monnaies convertibles	1.674	1.727	1.819	1.944	1.999	1.600	1.394	1.277
En autres monnaies	15	20	21	12	22	12	10	26
Monnaies étrangères et or à livrer	4	16	11	33	195	260	209	344
Divers	205	243	267	272	286	349	324	128
Capital	150	150	150	150	150	150	150	150
	16.819	16.425	16.462	16.422	16.639	16.819	17.346	17.576

STOCK MONETAIRE EN FRANCS BELGES ¹

85⁴

(millions de francs)

Epoques (fin de mois)	A la disposition de l'économie belge								P.-c. de la monnaie fiduciaire dans le stock monétaire	Avoirs de l'étranger en comptes à vue en francs belges
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale				Total du stock monétaire à la disposition de l'économie belge		
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire *	Comptes courants de la Banque Nationale de Belgique *	Avoirs en comptes chèques postaux *	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établisse- ments para- étatiques *	Stock de monnaie scripturale			
(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) + (5) + (6)	(8) = (8) + (7)	(9) = $\frac{(8)}{(8)}$	(10)	
1951 Novembre ...	5.359	92.204	96.301	516	19.462	47.607	67.585	163.886	58,8	16.489 ²
1952 Septembre ...	5.597	95.990	100.283	468	20.820	49.372	70.660	170.943	58,7	7.384
Octobre	5.578	96.704	101.071	451	20.496	51.254	72.201	173.272	58,3	7.522
Novembre ...	5.546	96.262	100.450	510	20.501	50.376	71.387	171.837	58,5	6.899
Décembre	5.506	97.784	102.001	681	19.781	50.659	71.121	173.122	58,9	7.971
1953 Janvier	5.524	97.466	101.645	476	20.026	49.804	70.306	171.951	59,1	6.918
Février	5.504	97.939	102.095	691	20.351	48.835	69.877	171.972	59,4	7.456
Mars	5.472	97.297	101.440	534	20.107	49.760	70.401	171.841	59,0	7.509
Avril	5.489	97.908	102.110	519	19.546	49.118	69.183	171.293	59,6	7.677
Mai	5.490	97.802	101.930	570	20.154	49.469	70.193	172.123	59,2	7.464
Juin	5.498	98.393	102.582	591	21.127	49.918	71.636	174.218	58,9	6.790
Juillet	5.564	100.846	105.064	523	20.605	48.982	70.110	175.174	60,0	7.510
Août	5.601	100.504	104.803	480	20.500	49.146	70.126	174.929	59,9	7.620
Septembre ...	5.631	100.072	104.445	509	21.421	50.387	72.317	176.762	59,1	7.848
Octobre	5.619	99.896	104.191	517	20.369	49.484	70.370	174.561	59,7	7.916
Novembre ...	5.606	99.626	103.869	568	20.641	50.373	71.582	175.451	59,2	7.763

* Déduction faite des encaisses du système bancaire.

¹ Cfr. Bulletin d'Information et de Documentation de décembre 1949, vol. II, n° 6 : « La détermination du stock monétaire dans l'économie belge », pp. 888 et suivantes.

² Le transfert des fonctions de banque d'émission de la Banque du Congo Belge à la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi a provoqué certains transferts qui affectent la colonne : « Avoirs de l'étranger en comptes à vue en francs belges ».

En effet, parmi ceux-ci figuraient antérieurement les engagements des sièges métropolitains de la Banque du Congo Belge vis-à-vis de ses succursales congolaises.

Une partie de ces comptes ont été absorbés lors des opérations de reprise d'actifs et de passifs par la nouvelle Banque Centrale; les sièges africains ont converti le solde en francs congolais. La diminution sensible des avoirs de l'étranger provient essentiellement de ces mouvements importants plus apparents que réels.

VITESSE DE CIRCULATION DE LA MONNAIE SCRIPTURALE EN BELGIQUE

85⁵

Mois	Comptes Chèques postaux ¹	Mois	Dépôts à vue dans les banques
1952 Septembre	3,31	1952 Septembre	1,62
Octobre	3,60	Octobre	1,69
Novembre	3,91	Novembre	1,59
Décembre	3,83	Décembre	1,87
1953 Janvier	3,69	1953 Janvier	1,66
Février	3,88	Février	1,60
Mars	3,42	Mars	1,70
Avril	3,96	Avril	1,72
Mai	4,27	Mai	1,64
Juin	3,64	Juin	1,77
Juillet	4,02	Juillet	1,83
Août	3,84	Août	1,61
Septembre	3,35	Septembre	1,59
Octobre	3,75	Octobre	1,80
Novembre	3,83	Novembre	1,59

¹ Voir tableau n° 86.

Note. — Les coefficients de rotation des comptes chèques postaux et des dépôts à vue dans les banques ne sont pas comparables, n'étant pas calculés sur des bases identiques. Les coefficients relatifs aux comptes bancaires sont plus précis.

II. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

BANQUE DE FRANCE
(milliards de francs français)

86¹

Rubriques	1953 9 juillet	1953 6 août	1953 10 septembre	1953 8 octobre	1953 5 novembre	1953 10 décembre	1954 7 janvier	1954 4 février
ACTIF								
Encaisse or	200	200	201	201	201	201	201	201
Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'Union Européenne de Paiements ...	9	2	4	6	10	14	16	19
Monnaies divisionnaires	8	8	8	8	8	7	7	8
Comptes courants postaux	28	24	32	23	29	26	33	24
Av. au Fonds de Stabilisat. des changes ¹	—	—	—	—	10	16	17	25
Bon du Trésor négociable : Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque Nationale de Belgique	4	4	4	4	4	4	4	4
Prêts sans intérêts à l'Etat ²	50	50	50	50	50	50	50	50
Av. provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 ³	426	426	426	426	426	426	426	426
Avances provisoires à l'Etat ⁴	200	200	200	200	200	200	195	195
Compte spécial du Trésor public ⁵	126	—	—	—	—	—	—	—
Avances spéciales à l'Etat ⁶	—	180	187	196	175	200	208	212
Portefeuille d'escompte	1.022	959	929	973	932	921	971	923
<i>Effets escomptés sur la France</i>	676	641	603	599	543	541	558	535
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	0,3	0,4	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
<i>Effets garant. par l'Office des céréales</i> ⁷	22	10	14	39	54	61	61	57
<i>Effets de mobilisation de crédits à moyen terme</i>	324	308	312	335	335	319	352	331
Effets négociables achetés en France ⁸ ...	283	270	257	230	265	248	267	263
Avances à 30 jours sur effets publics	23	25	23	22	18	16	17	16
Avances sur titres	9	10	8	8	9	8	8	8
Avances sur or	—	—	—	—	—	—	—	—
Hôtel et mobilier de la Banque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rentes pourvues d'affectations spéciales ⁹	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Effets en cours de recouvrement	15	25	24	17	34	19	30	35
Divers	42	51	50	51	50	50	50	50
Total	2.445	2.434	2.403	2.415	2.421	2.406	2.500	2.459
PASSIF								
Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	2.157	2.162	2.194	2.234	2.214	2.208	2.295	2.276
Comptes courants créditeurs	225	211	140	118	126	124	142	117
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1
<i>Comptes courants des accords de coopération économique</i>	17	19	0,4	1	1	0,4	0,6	0,6
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises et étrangères</i>	151	130	86	61	72	69	78	60
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	57	62	54	56	54	55	64	56
Capital de la Banque	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Bénéfices en addition au capital ¹⁰	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves mobilières légales ⁹	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserve immobilière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers	62	60	68	62	80	73	62	66
Total	2.445	2.434	2.403	2.415	2.421	2.406	2.500	2.459

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Loi du 9 juin 1857, convention du 29 mars 1878, loi du 13 juin 1878, prorogée, lois des 17 novembre 1897, 29 décembre 1911, 20 décembre 1918 et 25 juin 1928, convention du 12 novembre 1938, décret du 12 novembre 1938, convention du 27 mars 1947, loi du 29 mars 1947.

³ Conventions des 25 août, 29 octobre, 12 décembre, 30 décembre 1940, 20 février, 30 avril, 10 mai, 11 juin, 11 septembre, 27 novembre, 26 décembre 1941, 5 mars, 30 avril, 11 juin, 17 septembre, 19 novembre 1942, 21 janvier, 31 mars, 8 juillet, 30 septembre, 16 décembre 1943, 26 mars, 17 mai et 20 juillet 1944.

⁴ Convention du 29 septembre 1938 approuvée par le décret du 1er septembre 1939, convention du 29 février 1940 approuvée par le décret du 29 février 1940, convention du 9 juin 1940 approuvée par le décret du 9 juin 1940, convention du 8 juin 1944 approuvée par la loi du 15 juillet 1944, convention du 24 juin 1947 approuvée par la loi du 26 juin 1947, convention du 25 septembre 1947 approuvée par le décret du 1er octobre 1947, convention du 22 janvier 1953 approuvée par la loi du 23 janvier 1953.

⁵ Convention du 23 juin 1953 approuvée par la loi du même jour.

⁶ Convention du 11 juillet 1953 approuvée par la loi du même jour.

⁷ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939, loi du 19 mai 1941.

⁸ Décret du 17 juin 1938.

⁹ Loi du 17 mai 1854, décrets des 27 avril et 2 mai 1848, loi du 9 juin 1857.

¹⁰ Lois des 9 juin 1857 et 17 novembre 1897.

BANK OF ENGLAND

(millions de £)

86²

Rubriques	1953 8 juillet	1953 5 août	1953 9 septembre	1953 7 octobre	1953 4 novembre	1953 9 décembre	1954 6 janvier	1954 10 février
-----------	-------------------	----------------	---------------------	-------------------	--------------------	--------------------	-------------------	--------------------

Département d'émission

ACTIF

Dette de l'Etat	11	11	11	11	11	11	11	11
Autres fonds publics	1.586	1.611	1.561	1.561	1.561	1.661	1.611	1.561
Autres titres	1	1	1	1	1	1	1	1
Monnaies autres que monnaies d'or	2	2	2	2	2	2	2	2
Montant de l'émission fiduciaire	1.600	1.625	1.575	1.575	1.575	1.675	1.625	1.575
Monnaies d'or et lingots	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
(248/0 sh par oz. fine)								
	1.600	1.625	1.575	1.575	1.575	1.675	1.625	1.575

PASSIF

Billets émis :								
En circulation	1.556	1.598	1.540	1.595	1.539	1.620	1.592	1.543
Au département bancaire	44	27	35	40	36	55	33	32
	1.600	1.625	1.575	1.575	1.575	1.675	1.625	1.575

Département bancaire

ACTIF

Fonds publics	327	342	338	338	326	317	333	316
Autres titres :								
Escomptes et avances	16	10	8	9	11	5	10	18
Titres	13	25	13	14	32	22	16	23
Billets	44	27	35	40	36	55	34	32
Monnaies	2	2	2	2	2	2	2	2
	402	406	396	403	407	401	395	391

PASSIF

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Réserves	3	3	4	3	3	4	3	3
Dépôts publics :								
Comptes publics (y compris Trésor, Banques d'épargne, commissaires de la Dette publique et comptes de dividendes)	18	20	14	10	21	15	12	16
Trésor, compte spécial	33	38	20	17	18	7	7	5
Autres dépôts :								
Banquiers	267	262	276	287	281	290	288	287
Autres comptes	66	68	67	71	69	70	70	65
	402	406	396	403	407	401	395	391

FEDERAL RESERVE BANKS ¹

86³

(millions de \$)

Rubriques	1953 8 juillet	1953 5 août	1953 9 septembre	1953 7 octobre	1953 4 novembre	1953 9 décembre	1954 6 janvier	1954 10 février
ACTIF								
Certificats-or	20.472	20.243	20.140	20.081	20.043	20.469	20.453	20.384
Fonds de rachat des billets des F.R.	786	792	850	860	854	876	897	887
Total des réserves de certificats-or	21.258	21.035	20.990	20.941	20.897	21.345	21.350	21.271
Autres encaisses	307	337	308	329	330	301	383	450
Escompte et avances	341	561	491	281	822	727	170	440
Prêts à l'économie privée	3	3	3	3	3	2	2	2
Fonds publics :								
Achetés directement								
Effets	1.672	1.672	1.742	2.056	2.106	2.421	2.596	2.085
Certificats	4.996	4.995	4.996	5.852	5.851	5.817	5.817	5.816
Billets	13.774	13.774	13.774	13.774	13.774	13.264	13.264	13.264
Obligations	4.522	4.522	4.522	3.666	3.666	3.641	3.641	3.641
Total acheté directement	24.964	24.963	25.034	25.348	25.397	25.143	25.318	24.806
Détenus en vertu d'une convention de rachat	—	—	92	—	49	202	66	57
Total des fonds publics	24.964	24.963	25.126	25.348	25.446	25.345	25.384	24.863
Total des prêts et des fonds publics	25.308	25.527	25.620	25.632	26.271	26.075	25.556	25.305
Avoirs sur banques étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—
Billets F.R. d'autres banques	146	181	166	171	165	158	232	168
Moyens de trésorerie non encaissés	3.454	3.390	3.248	3.409	3.581	3.484	4.015	3.499
Immeubles	50	50	50	50	50	50	52	53
Autres avoirs	110	147	189	182	220	186	160	205
Total actif.....	50.633	50.667	50.571	50.714	51.514	51.599	51.748	50.951
PASSIF								
Billets de la Federal Reserve	25.964	25.883	26.174	26.099	26.150	26.576	26.406	25.772
Dépôts :								
Banques affiliées — compte de réserve	19.689	19.614	19.104	19.303	19.779	19.720	20.183	19.654
Trésor américain — compte général ...	431	460	574	525	664	488	222	638
Etrangers	487	557	569	484	452	491	440	473
Autres	176	332	363	370	376	331	397	338
Total dépôts	20.783	20.963	20.610	20.681	21.271	21.030	21.242	21.103
Moyens de trésor. avec disponib. différée	2.778	2.765	2.889	2.803	3.022	2.877	3.051	2.989
Autres engagements et dividendes courus	17	17	19	21	20	23	17	17
Total passif.....	49.542	49.628	49.492	49.604	50.463	50.506	50.716	49.881
COMPTES DE CAPITAL								
Capital libéré	260	260	261	262	263	264	266	269
Surplus (section 7)	585	585	585	585	585	585	625	625
Surplus (section 13b)	27	27	27	27	27	28	27	27
Autres comptes de capital	219	167	206	236	176	216	114	149
Total du passif et comptes de capital	50.633	50.667	50.571	50.714	51.514	51.599	51.748	50.951
Engagements éventuels sur acceptations achetées p ^r correspondants étrangers ...	27	25	26	26	22	22	25	14
Engagem. d'emprunts à l'économie privée	3	4	3	3	3	3	4	3
Coefficient des réserves de certificats-or par rapport aux dépôts et billets F.R.	45,5 %	44,9 %	44,9 %	44,8 %	44,1 %	44,8 %	44,8 %	45,4 %

¹ Situation globale des douze banques de réserve fédérale.

NEDERLANDSCHE BANK

(millions de florins)

86⁴

Rubriques	1953 6 juillet	1953 10 août	1953 7 septembre	1953 5 octobre	1953 9 novembre	1953 7 décembre	1954 4 janvier	1954 8 février
ACTIF								
Effets, promesses et obligat. escomptés ¹	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets, certificats du Trésor et obligations achetés par la Banque (art. 15, 4 ^o , de la loi bancaire de 1948)	—	—	—	—	—	—	—	—
Certif. du Trésor repris par la Banque à l'Etat en vertu de la conv. du 26-2-1947	217	217	217	217	217	217	517	517
Avances en comptes courants nantis (y compris les prêts)	37	31	35	36	33	34	34	31
<i>sur titres, etc.</i> ²	36	30	34	35	31	32	32	28
<i>sur produits et cédules</i>	1	1	1	1	2	2	2	3
Avances à l'Etat (art. 20 de la loi bancaire de 1948)	—	—	—	—	—	—	—	—
Créance comptable sur l'Etat en vertu de la convention du 26-2-47	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	700	700
Lingots et monnaies	2.344	2.544	2.636	2.753	2.792	2.791	2.808	2.995
<i>Monnaies et lingots d'or</i>	2.329	2.529	2.620	2.737	2.775	2.775	2.792	2.981
<i>Monnaies d'argent, etc.</i>	15	15	16	16	17	16	16	14
Créances et titres libellés en monnaies étrangères	1.758	1.606	1.532	1.471	1.555	1.634	1.611	1.514
Moyens de paiement étrangers	2	2	1	1	1	1	1	1
Créances en florins résultant d'accords de paiement	324	235	280	273	221	214	239	197
Placement du capital, des réserves, du fonds des pensions et du fonds de prévision	174	174	174	175	175	175	175	175
Immeubles et inventaires	1	1	1	1	1	1	1	1
Comptes divers	25	29	32	35	35	40	37	39
	5.882	5.889	5.908	5.962	6.030	6.107	6.123	6.170
PASSIF								
Capital	20	20	20	20	20	20	20	20
Fonds de réserve	23	23	23	23	23	23	23	23
Réserves spéciales	95	95	95	95	95	95	95	95
Fonds de pension	35	35	35	35	35	35	35	35
Fonds de prévis. du personnel temporaire	1	1	1	1	1	1	1	1
Billets en circulation (émissions ancien.)	33	32	32	31	31	31	31	30
Billets en circulation (émissions nouvelles)	3.091	3.073	3.120	3.161	3.140	3.182	3.316	3.201
Accréditifs en circulation	—	—	—	—	—	—	—	—
Comptes courants	2.509	2.521	2.492	2.488	2.555	2.567	2.477	2.635
<i>Trésor public</i>	883	823	973	759	524	697	954	936
<i>Trésor public, compte spécial</i>	1.208	1.199	1.195	1.195	1.201	999	1.002	1.002
<i>Avoirs des banques aux Pays-Bas</i>	181	252	105	263	520	574	268	420
<i>Engagements résultant d'accords de paiement</i>	88	82	58	65	87	119	89	85
<i>Autres avoirs de non-résidents</i>	39	39	33	33	27	16	17	21
<i>Autres engagements</i>	115	126	128	173	196	162	152	171
Engagements libellés en monnaies étrang.	46	58	55	72	92	107	77	78
Comptes divers	29	31	35	36	38	46	48	52
	5.882	5.889	5.908	5.962	6.030	6.107	6.123	6.170
¹ Dont Certificats du Trésor (escomptés directement par la Banque)	—	—	—	—	—	—	—	—
² Dont à l'Indonésie (Loi du 15 mars 1938 — Staatsblad, n ^o 99)	26	24	24	24	24	24	24	24
N.B. — Soldes en florins résultant d'accords de paiement et placés en bons du Trésor néerlandais	77	42	13	19	23	22	22	128
Billets d'Etat mis en circulation par la Banque pour compte de l'Etat	145	145	145	146	147	148	151	147

Rubriques	1953 30 juin	1953 31 juillet	1953 31 août	1953 30 septembre	1953 30 octobre	1953 30 novembre	1953 31 décembre	1954 30 janvier
ACTIF								
Monnaies et lingots d'or	427	448	450	455	483	482	481	481
Surplus de valeur d'or	575	604	607	612	650	650	649	648
Fonds publics étrangers *	367	392	374	361	380	388	424	462
Effets sur l'étranger *	54	51	56	60	67	63	68	65
Créances nettes sur banques et banquiers étrangers *	828	837	896	940	926	965	999	983
Autres avoirs sur l'étranger	1	1	1	1	1	1	1	1
Effets et obligations du Trésor suédois *	2.427	2.376	2.376	2.389	2.352	2.326	2.786	2.284
Effets payables en Suède *	131	104	106	47	47	47	45	45
Prêts nantis *	205	197	196	196	202	202	207	202
Avances en comptes courants *	30	54	63	110	76	76	105	45
Prêts sur ventes à tempérament	59	59	59	59	59	58	58	58
Fonds de pensions déposés à l'administra- tion de la Dette publique	7	7	7	7	7	7	7	7
Monnaies (autres qu'en or)	6	6	7	7	6	6	6	10
Chèques et effets bancaires	12	14	3	9	10	6	23	4
Autres valeurs actives intérieures	85	70	70	67	47	23	60	49
Quota de la Suède au F.M.I.	517	517	517	517	517	517	517	517
Participation de la Suède au capital de la B.I.R.D.	103	103	103	103	103	103	103	103
Total.....	5.834	5.840	5.891	5.940	5.933	5.920	6.539	5.964
PASSIF								
Billets en circulation ¹	4.327	4.266	4.321	4.365	4.503	4.511	4.835	4.610
Effets bancaires	2	2	2	3	2	1	2	2
Dépôts en comptes chèques	408	465	461	457	304	287	545	282
<i>Institutions officielles</i>	275	207	228	406	192	205	363	177
<i>Banques commerciales</i>	122	247	218	39	109	79	180	103
<i>Autres déposants</i>	11	11	15	12	3	3	2	2
Dépôts à 45 jours de préavis au moins ²	206	206	206	206	206	206	208	115
Comptes d'ajustement de change	234	234	235	235	235	235	235	235
Autres engagements	35	45	44	53	63	60	95	21
Capital	50	50	50	50	50	50	50	50
Fonds de prêts sur ventes à tempérament	65	65	65	65	65	65	65	65
Fonds de réserve	20	20	20	20	20	20	20	20
Fonds de pensions	7	7	7	7	7	7	7	7
Bénéfices reportés	1	1	1	1	1	1	1	1
Bénéfice pour 1953	—	—	—	—	—	—	—	80
Fonds Monétaire International	388	388	388	388	388	388	388	388
Banque Internationale de Reconstruction et de Développement	91	91	91	90	89	89	88	88
Total.....	5.834	5.840	5.891	5.940	5.933	5.920	6.539	5.964

N. B. La couverture supplémentaire des billets (art. 10 de la loi sur la Riksbank) comprend les rubriques actives marquées d'un astérisque.

¹ Le montant maximum de l'émission fiduciaire autorisée par la loi n° 375 du 6 juin 1952 était de 4.800 millions de kr. Depuis la loi n° 704 du 11 décembre 1953 le montant maximum a été porté à 5.100 millions de kr.

² Depuis le 30 janvier 1954 ce compte s'intitule : Dépôts.

BANCA D'ITALIA

86⁶

(milliards de liras)

Rubriques	1953 31 mai	1953 30 juin	1953 31 juillet	1953 31 août	1953 30 septembre	1953 31 octobre	1953 30 novembre	1953 31 décembre
ACTIF								
Encaisse or	4	4	4	4	4	4	4	4
Or à l'étranger dû par l'Etat	2	2	2	2	2	2	2	2
Caisse	7	7	11	11	11	11	10	10
Portefeuille d'escompte	198	191	180	214	228	241	235	264
Effets reçus à l'encaissement	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances sur titres et sur marchandises et comptes courants	83	116	97	92	83	91	85	116
Disponibilités en devises à l'étranger	50	52	54	56	58	60	61	63
Titres émis ou garantis par l'Etat	31	31	30	30	30	30	30	30
Immeubles	—	—	—	—	—	—	—	—
Débiteurs divers	668	662	668	686	678	675	683	685
Créances diverses	4	4	4	4	4	4	4	4
Avances provisoires à l'Etat	80	79	78	77	77	77	77	77
Avances extraordinaires à l'Etat	343	343	343	343	343	343	343	343
Emissions des autorités militaires alliées ou pour leur compte	145	145	145	145	145	145	145	145
Compte-courant du Trésor ¹	—	—	—	—	—	—	—	14
Placements en titres pour le compte du Trésor	231	231	231	226	226	216	231	253
Services divers pour le compte de l'Etat	14	15	15	17	18	9	14	20
Dépenses diverses	5	14	15	16	17	18	19	23
Total de l'actif.....	1.865	1.896	1.877	1.923	1.924	1.926	1.943	2.053
PASSIF								
Billets en circulation	1.257	1.248	1.288	1.289	1.307	1.300	1.317	1.449
Chèques et autres dettes à vue	14	15	16	15	16	12	14	20
Comptes courants à vue	40	46	43	52	42	51	39	52
Comptes courants à terme et réserves obligatoires des banques	369	364	379	389	416	409	427	390
Créditeurs divers	96	98	98	95	102	98	101	110
Comptes courants du Trésor public :								
ordinaire	62	81	10	37	2	13	5	—
spécial	7	7	7	7	7	7	6	—
Comptes courants des Accords de coopé- ration économique	13	21	19	21	12	15	12	7
Capital	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Fonds de réserve ordinaire	1	1	1	1	1	1	1	1
Fonds de réserve extraordinaire	1	1	1	1	1	1	1	1
Bénéfices de l'exercice en cours	5	14	15	16	18	19	20	23
Total du passif et du patrimoine...	1.865	1.896	1.877	1.923	1.924	1.926	1.943	2.053
Déposants de titres et valeurs (compte d'ordre)	2.364	2.902	2.782	2.749	2.679	2.585	2.572	2.664
Escomptes effectués	34	20	85	73	47	32	84	131
Avances effectuées	214	270	263	225	218	281	198	388
Opérations au comptant liquidées par les Chambres de compensation	3.855	3.857	5.067	4.108	3.858	4.775	4.007	4.646

* Chiffres provisoires.

¹ Solde du fonds spécial.

BANK DEUTSCHER LÄNDER

(millions de D.M.)

 86⁷

Rubriques	1953 7 juillet	1953 7 août	1953 7 septembre	1953 7 octobre	1953 7 novembre	1953 7 décembre	1954 7 janvier	1954 6 février
ACTIF								
Or	880	983	1.038	1.129	1.227	1.282	1.368	1.505
Avoirs auprès de banques étrangères	5.156	5.529	5.764	5.877	6.007	6.262	6.608	6.814
Monnaies étrangères, lettres de change et chèques sur l'étranger	319	330	335	358	365	360	425	451
Avoirs résultant des transactions avec l'étranger	10	9	7	7	3	2	—	—
Avoirs en comptes chèques postaux	58	57	54	77	51	60	78	50
Effets sur l'intérieur	1.380	1.270	1.326	1.492	1.303	1.311	1.690	1.255
Effets du Trésor et bons du Trésor sans intérêt des administrations de l'Etat ...	—	—	125	24	—	56	39	14
Monnaies divisionnaires allemandes	112	115	109	105	102	85	99	111
Prêts sur créances de compensation	183	170	151	111	105	160	80	66
Avances et crédits à court terme	155	179	197	197	199	166	183	182
Titres	145	133	103	76	44	27	67	63
Créances sur les pouvoirs publics	4.615	4.582	4.043	3.809	3.757	3.462	2.965	2.529
a) <i>créances de compensation</i>	3.993	3.960	3.421	3.187	3.135	2.840	2.343	1.907
b) <i>titres d'obligation</i>	622	622	622	622	622	622	622	622
Crédit à l'Etat pour participation au Fonds Monétaire et à la Banque Mondiale	183	183	183	183	183	183	183	183
Autres valeurs actives	179	185	200	199	203	200	175	171
	13.375	13.725	13.635	13.644	13.549	13.616	13.960	13.394

PASSIF								
Billets en circulation	10.421	10.577	10.744	10.832	10.821	11.196	10.956	10.720
Dépôts :								
a) des banques centrales des Länder ...	571	681	569	597	621	334	651	481
b) des Administrations de l'Etat : ...	504	543	489	478	336	396	465	322
ba) <i>comptes de contre-valeur de l'Etat</i>	466	460	464	452	310	315	284	305
bb) <i>autres avoirs</i>	38	83	25	26	26	81	181	17
c) administrations alliées	602	588	558	559	548	543	579	552
d) autres	258	231	172	133	221	159	190	161
Engagements résultant des transactions avec l'étranger	160	227	224	268	227	209	282	332
Autres valeurs passives	569	588	589	487	485	489	547	536
a) <i>provisions</i>	206	206	206	206	206	206	204	174
b) <i>Autres</i>	363	382	383	281	279	283	343	362
Capital social	100	100	100	100	100	100	100	100
Réserves légales et autres	190	190	190	190	190	190	190	190
	13.375	13.725	13.635	13.644	13.549	13.616	13.960	13.394

BANQUE NATIONALE SUISSE
86⁸
(millions de francs suisses)

Rubriques	1953 7 juillet	1953 7 août	1953 7 septembre	1953 7 octobre	1953 7 novembre	1953 7 décembre	1954 7 janvier	1954 6 février
ACTIF								
Encaisse or	6.007	6.048	6.057	6.073	6.092	6.092	6.086	6.084
Disponibilités à l'étranger	530	539	539	527	517	505	522	535
<i>pouvant servir de couverture</i>	530	539	539	527	517	505	522	535
<i>autres</i>	—	—	—	—	—	—	—	—
Portefeuille effets sur la Suisse	192	190	187	184	185	186	202	200
<i>Effets de change</i>	192	190	187	184	185	186	188	200
<i>Rescriptions de la Confédération Suisse</i>	—	—	—	—	—	—	14	—
Avances sur nantissement	26	25	22	23	22	21	28	15
<i>dénonçables à 10 jours</i>	26	25	22	23	22	21	28	15
<i>autres avances sur nantissement</i>	—	—	—	—	—	—	—	—
Titres	39	20	20	35	35	35	35	36
Correspondants en Suisse	12	10	8	10	8	10	12	8
Autres postes de l'actif	26	26	26	23	27	28	29	19
Total.....	6.832	6.858	6.859	6.875	6.886	6.877	6.914	6.897

PASSIF

Fonds propres	46	46	46	46	46	46	46	46
Billets en circulation	4.748	4.762	4.811	4.865	4.877	4.959	5.047	4.800
Autres engagements à vue	1.878	1.886	1.838	1.802	1.804	1.709	1.654	1.894
Autres postes du passif	160	164	164	162	159	163	167	157
Total.....	6.832	6.858	6.859	6.875	6.886	6.877	6.914	6.897

TAUX D'ESCOMPTE DES PRINCIPALES BANQUES D'EMISSION
86⁹
(au 31 janvier 1954)
(en % depuis la date indiquée)

Allemagne	11 juin 1953	3,50	Grèce	1 janvier 1954	10,—
Autriche	24 septemb. 1953	4,—	Irlande	25 mars 1952	3,50
Belgique	29 octobre 1953	2,75 ¹	Italie	6 avril 1950	4,—
Congo belge et Ruanda-Urundi	6 avril 1953	3,50 ²	Norvège	9 janvier 1946	2,50
Danemark	23 septemb. 1953	4,50	Pays-Bas	7 avril 1953	2,50
Espagne	22 mars 1949	4,—	Portugal	12 janvier 1944	2,50
Etats-Unis (Federal Reserve Bank of New-York)	5 février 1954	1,75	Suède	20 novemb. 1953	2,75
Finlande	16 décemb. 1951	5,75	Suisse	26 novemb. 1936	1,50
France	4 février 1954	3,25	Turquie	26 février 1951	3,—
Grande-Bretagne	17 septemb. 1953	3,50	Yougoslavie	20 août 1948	1,— à 3,—

¹ Taux de traites acceptées domiciliées en banque et warrants. Autres taux, voir tableau 2.

² Taux de traites acceptées domiciliées en banque.

III. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

87

Situations en milliers de francs suisses or
[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

ACTIF	30 novembre 1953		31 décembre 1953		31 janvier 1954		PASSIF						
		%		%		%		%		%		%	
I. Or en lingots et monnayé	583.070	41,9	592.158	42,0	595.019	41,3	I. Capital :						
II. Encaisse	62.374	4,5	44.558	3,2	51.229	3,6	Actions libérées de 25 %	125.000	9,0	125.000	8,9	125.000	8,7
III. Fonds à vue placés à intérêts	1.310	0,1	1.374	0,1	1.232	0,1	II. Réserves :	20.465	1,5	20.465	1,4	20.465	1,4
IV. Portefeuille réescomptable :	294.938		316.129		338.050		1. Fonds de Réserve légale	7.123		7.123		7.123	
1. Effets de commerce et acceptations de banque	17.125	1,2	18.407	1,3	16.872	1,2	2. Fonds de Réserve générale	13.342		13.342		13.342	
2. Bons du Trésor	277.813	20,0	297.722	21,1	321.178	22,3	III. Dépôts à court terme et à vue (or) :	448.968		431.715		435.480	
V. Effets divers remobilisabl. sur dem.	57.578	4,1	65.347	4,6	65.231	4,5	1. Banques centr. p ^r leur compte :						
VI. Fonds à terme et avances :	88.521		107.791		108.855		a) de 3 à 6 mois	—	—	—	—	—	—
1. à 3 mois au maximum	44.830	3,2	89.894	6,4	90.923	6,3	b) à 3 mois au maximum	34.456	2,5	34.462	2,4	24.121	1,7
2. de 3 à 6 mois	43.691	3,2	17.897	1,3	17.932	1,3	c) à vue	409.335	29,4	392.059	27,8	406.165	28,2
3. de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—	2. Autres déposants : à vue	5.177	0,4	5.194	0,4	5.194	0,3
4. de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—	IV. Dépôts à court terme et à vue (diverses monnaies) :	663.371		698.444		723.687	
5. à plus d'un an	—	—	—	—	—	—	1. Banques centr. p ^r leur compte :						
VII. Effets et placements divers :	233.249		211.432		209.719		a) de 9 à 12 mois	17.753	1,3	35.656	2,5	35.682	2,5
1. Bons du Trésor.							b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
a) à 3 mois au maximum	66.221	4,8	70.272	5,0	66.765	4,6	c) de 3 à 6 mois	58.679	4,2	10.712	0,8	10.698	0,7
b) de 3 à 6 mois	14.087	1,0	10.214	0,7	10.231	0,7	d) à 3 mois maximum	463.223	33,3	535.170	38,0	537.185	37,3
c) de 6 à 9 mois	33.544	2,4	33.626	2,4	33.708	2,3	e) à vue	63.853	4,6	70.528	5,0	90.122	6,3
d) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—	2. Banques centr. p ^r c ^{te} autr. dép. :						
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—	a) à 3 mois au maximum	—	—	—	—	—	—
2. Autres effets et placem. divers :							b) à vue	242	0,0	237	0,0	240	0,0
a) à 3 mois au maximum	93.504	6,7	71.706	5,1	71.468	5,0	3. Autres déposants :						
b) de 3 à 6 mois	3.246	0,2	9.322	0,7	18.759	1,3	a) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
c) de 6 à 9 mois	15.680	1,1	9.639	0,7	—	—	b) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
d) de 9 à 12 mois	3.301	0,2	4.539	0,3	4.549	0,3	c) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an	3.666	0,3	2.114	0,1	4.239	0,3	d) de 3 à 6 mois	9.240	0,7	9.281	0,7	5.711	0,4
VIII. Actifs divers	2.072	0,2	2.594	0,2	1.786	0,1	e) à 3 mois au maximum	33.343	2,4	15.795	1,1	25.784	1,8
IX. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68.291	4,9	68.291	4,8	68.291	4,8	f) à vue	17.038	1,2	21.065	1,5	18.265	1,3
<i>Total actif...</i>	1.391.403	100,0	1.409.674	100,0	1.439.412	100,0	V. Divers	17.126	1,2	17.577	1,2	18.306	1,3
							VI. Compte de profits et pertes :						
							Report à nouveau	2.925	0,2	2.925	0,2	2.925	0,2
							VII. Provision p^r charges éventuelles ..	113.548	8,1	113.548	8,1	113.549	7,9
							<i>Total passif...</i>	1.391.403	100,0	1.409.674	100,0	1.439.412	100,0

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne :							Dépôts à long terme :	228.909		228.909		228.909	
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank, et de l'adm. des chemins de fer et bons de l'adm. des Postes (échus)	221.019		221.019		221.019		1. Dépôts des Gouvernements créanciers au compte de Trust des Annuités (voir note 2)	152.606		152.606		152.606	
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76.181		76.181		76.181		2. Dépôt du Gouvernement allemand	76.303		76.303		76.303	
<i>Total...</i>	297.200		297.200		297.200		Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir poste IX ci-dessus)	68.291		68.291		68.291	
							<i>Total...</i>	297.200		297.200		297.200	

Note 1. — L'or sous dossier et les valeurs détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants, les fonds détenus en qualité d'Agent de l'O.E.C.E. (Union Européenne de Paiements) et les fonds détenus pour le service des emprunts internationaux, dont la Banque est le mandataire-trustee ou l'agent financier, ne sont pas inclus dans la présente situation.

Note 2. — Sur le total des dépôts des Gouvernements créanciers au compte de Trust des Annuités équivalant à francs suisses or 162.008.250,—, la Banque a reçu, de Gouvernements dont les objets s'élèvent à l'équivalent de francs suisses or 149.920.380,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts, le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

IV. — UNION EUROPEENNE DE PAIEMENTS

88¹

Tableau résumant la situation financière au début des opérations et à la fin de chaque période comptable
en millions d'unités de compte — chaque unité équivalant à 0,88867088 gramme d'or fin

ACTIF	Début des opérat. 1-7-1950	A l'issue des opérations pour chaque période comptable									
		Déc. 1950	Juin 1951	Déc. 1951	Juin ³ 1952	Déc. 1952	Juin 1953	Sept. 1953	Nov. 1953	Déc. 1953	
I. Disponibilités.											
a) Montant de l'eng. du gouv. des E.U.A. (\$)	350,0	307,4	286,1	111,9	123,3	123,3	123,5	123,5	123,5	123,5	123,5
b) Or en lingots	—	—	—	100,3	149,5	153,0	153,0	153,0	153,0	153,0	153,0
c) Solde du compte courant (dollars)	—	47,8	65,9	4,6	78,4	96,7	17,1	41,2	53,0	20,1	20,1
d) Bons Trésor E.U.A. au prix d'achat	—	48,9	—	—	—	—	142,6	131,9	127,5	177,9	177,9
II. Soldes init. débit. attribués pr l'exercice finan. prenant fin le 30-6-1951 et non encore utilisés.	350,0	404,1	352,0	216,8	351,2	373,0	436,2	449,6	457,0	474,5	474,5
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise	44,1	22,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suède	21,2	21,2	21,2	—	—	—	—	—	—	—	—
Royaume-Uni	150,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	215,3	43,4	21,2	—	—	—	—	—	—	—	—
III. Crédit spécial ouvert à l'Allemagne (19-9-50)¹	—	24,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
IV. Versement d'or dû par le Danemark et différé par décision du 30-6-1952	—	—	—	—	1,9	2,6	—	—	—	—	—
V. Crédit spécial ouvert à la Turquie (19-9-50)¹	—	—	—	—	—	3,4	—	—	—	—	—
VI. Prêts consentis à des Parties contract. (19-9-50).											
Danemark	—	38,4	61,1	38,5	27,0	29,7	40,4	49,3	58,2	62,5	62,5
Allemagne	—	192,0	182,5	—	—	—	—	—	—	—	—
France	—	—	—	168,0	270,6	312,0	312,0	312,0	312,0	312,0	312,0
Islande	—	—	—	—	1,8	1,6	1,8	2,7	3,3	3,4	3,4
Italie	—	30,9	—	—	—	—	12,0	36,8	67,0	83,9	83,9
Pays-Bas	—	75,4	175,6	23,1	—	—	—	—	—	—	—
Norvège	—	—	20,0	9,7	—	16,5	49,7	61,7	70,8	79,8	79,8
Royaume-Uni	—	—	—	539,2	636,0	589,6	530,3	544,5	555,1	559,4	559,4
Suède	—	—	44,3	—	—	—	—	—	—	—	—
Turquie	—	—	28,2	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0
	—	336,7	511,7	808,5	965,4	979,4	976,2	1037,0	1096,4	1131,0	1131,0
VII. Prêts consentis aux Parties contractantes au titre des sold. init. crédit. attribués à titre de prêt²											
Norvège	—	1,1	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
Turquie	—	—	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
	—	1,1	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0
VIII. Divers	—	0,2	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—
	565,3	810,0	920,3	1060,3	1353,5	1393,4	1447,4	1521,6	1588,4	1640,5	1640,5
PASSIF											
I. Fonds de roulement	286,3	286,2	271,6	271,6	271,6	271,6	271,6	271,6	271,6	271,6	271,6
II. Sold. init. crédit. attr. à titre de dons pr l'exerc. finan. prenant fin le 30-6-1951 et non encore util.											
Autriche	80,0	42,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Grèce	115,0	44,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Islande	4,0	0,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pays-Bas	30,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Norvège	50,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	279,0	87,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
III. Crédits reçus de Parties contractantes (19-9-50).											
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise	—	—	147,4	201,3	201,3	201,3	201,3	201,3	201,3	201,3	201,3
Allemagne	—	—	—	43,3	205,5	239,0	300,0	300,0	300,0	300,0	300,0
Autriche	—	—	—	—	—	15,1	19,3	42,0	42,0	42,0	42,0
France	—	158,2	149,6	—	—	—	—	—	—	—	—
Italie	—	—	12,1	123,0	123,0	94,2	—	—	—	—	—
Norvège	—	—	—	—	0,6	—	—	—	—	—	—
Pays-Bas	—	—	—	—	153,1	183,7	213,0	213,0	213,0	213,0	213,0
Portugal	—	25,4	36,5	42,0	42,0	38,8	38,5	34,0	32,7	33,5	33,5
Suède	—	—	—	111,7	141,7	133,2	121,3	126,7	133,1	136,6	136,6
Suisse	—	—	11,1	96,0	110,3	117,8	150,0	150,0	150,0	150,0	150,0
Turquie	—	5,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Royaume-Uni	—	247,5	292,0	—	—	—	—	—	—	—	—
	—	436,3	648,7	617,3	977,5	1023,1	1043,4	1067,0	1072,1	1076,4	1076,4
IV. Crédits reçus de Parties contractantes (19-9-50).											
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise	—	—	—	140,0	42,6	47,1	34,7	20,4	27,5	34,8	34,8
Allemagne	—	—	—	—	—	—	38,7	80,3	124,5	160,6	160,6
Autriche	—	—	—	—	—	—	—	2,0	9,1	13,6	13,6
Italie	—	—	—	16,3	1,9	—	—	—	—	—	—
Pays-Bas	—	—	—	—	—	—	—	11,3	8,0	7,6	7,6
Portugal	—	—	—	14,9	9,0	—	11,5	—	—	—	—
Suisse	—	—	—	—	—	—	4,1	25,1	31,3	32,5	32,5
	—	—	—	171,2	53,5	47,1	89,0	139,1	200,4	249,1	249,1
V. Crédit spécial accordé par l'U.E.B.L. (19-9-50.)	—	—	—	—	50,0	50,0	40,0	40,0	40,0	40,0	40,0
VI. Divers	—	—	—	0,2	0,9	1,6	3,4	3,9	4,3	3,4	3,4
	565,3	810,0	920,3	1060,3	1353,5	1393,4	1447,4	1521,6	1588,4	1640,5	1640,5

N. B. — Les intérêts des prêts accordés ou reçus figurent dans la situation ci-dessus. — ¹ Aux termes de décisions prises par le Conseil de l'O.E.C.E., le 13 décembre 1950, un crédit spécial d'un montant maximum de 120 millions d'unités de compte a été ouvert à l'Allemagne pour les périodes comptables comprises entre le 1er novembre 1950 et le 30 septembre 1951. Pour les périodes comptables comprises entre le 1er mai et le 30 septembre 1951, le plafond de 120 millions est réduit mensuellement de 20 millions d'unités de compte. — ² Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a attribué à la Norvège un solde initial créditeur de 10 millions d'unités de compte et à la Turquie, un solde initial créditeur de 25 millions d'unités de compte à titre de prêts consentis par l'Union, en vertu de l'article 10 de l'accord en date du 19 septembre 1950. — ³ Après exécution des ajustements effectués conformément aux décisions du Conseil de l'O.E.C.E. en date du 30 juin 1952.

REGLEMENT DE LA POSITION DES PAYS MEMBRES A L'EGARD DE L'UNION EUROPEENNE DE PAIEMENTS *

 88²

 1^{er} juillet 1950 au 31 décembre 1953 ¹

(millions d'unités de compte)

Pays membre et zone monétaire associée	Position brute.		Position cumulative nette. Excédent (+) ou déficit (-)	Utilisation nette des ressources existantes par (-) ou sur (+) les autres membres	Ressources spéciales et soldes initiaux créditeurs (+) ou débiteurs (-) Montant utilisé	Ajustements au titre des intérêts payés (-) ou versés (+) et arrangements spéciaux au 1 ^{er} juillet 1952 ²	Quota disponible	Utilisation des quotas. Montant utilisé (h + i = g)		
	Total des excédents (+) et total des déficits (-) bilatéraux							Total Déficit (-) ou excédent (+) comptable cumulatif g=(b+c+d+e)	Dont ³	
	a	b							Prêt reçu (-) ou accordé (+) par le pays membre h	Or versé (-) ou reçu (+) par le pays membre i
Allemagne	+ 1.887,3	- 1.085,6	+ 801,7	+ 11,9	-	+ 7,6	500	+ 821,2	+ 460,6	+ 360,6
Autriche	+ 236,5	- 266,1	- 29,6	-	+ 125,0	+ 0,7	70	+ 96,1	+ 55,6	+ 40,5
Belgique-Luxembourg	+ 1.366,4	- 657,0	+ 709,4	+ 15,8	- 29,4	- 322,9 + 10,0 + 17,3	360 ⁴	+ 400,2	+ 236,1	+ 164,1
Danemark	+ 479,6	- 549,8	- 70,2	- 5,0	-	- 2,9	195	- 78,1	- 62,5	- 15,6
France	+ 788,1	- 1.709,0	- 920,9	+ 12,9	+ 89,0	- 13,2	520	- 832,1	- 312,0	- 520,1
Grèce	+ 63,8	- 320,3	- 256,5	+ 1,1	+ 254,4	+ 0,0	45 ⁴	- 1,0	-	- 1,0
Islande	+ 4,2	- 23,3	- 19,1	-	+ 15,2	- 0,1	15	- 4,0	- 3,4	- 0,6
Italie	+ 617,6	- 775,9	- 158,3	+ 42,5	-	+ 3,3	205	- 112,5	- 83,9	- 28,6
Norvège	+ 407,3	- 571,8	- 164,5	+ 0,4	+ 60,0	- 2,3	200	- 106,4	- 79,8	- 26,6
Pays-Bas	+ 1.200,6	- 865,6	+ 335,0	-	+ 30,0	+ 5,2	355	+ 370,2	+ 220,6	+ 149,6
Portugal	+ 211,0	- 157,8	+ 53,1	-	-	- 3,0 + 2,9	70	+ 53,0	+ 33,5	+ 19,5
Royaume-Uni	+ 2.232,5	- 2.783,2	- 550,6	- 93,1	- 150,0	- 28,2	1.060	- 822,0	- 559,4	- 262,6
Suède	+ 749,2	- 539,5	+ 209,7	+ 15,4	- 9,6	+ 5,8	260	+ 221,3	+ 136,6	+ 84,6
Suisse	+ 680,6	- 372,6	+ 308,0	-	-	+ 6,9	250	+ 315,0	+ 182,5	+ 132,5
Turquie	+ 240,7	- 487,9	- 247,2	- 1,9	+ 93,9	- 3,9	50	- 159,1	- 30,0	- 129,1
Total...	+ 11.165,3	- 2.417,0	+ 2.417,0	+ 100,0	+ 667,5 - 189,0	+ 59,7 - 376,4		+ 2.277,0 - 2.115,2	+ 1.325,6 - 1.131,0	+ 951,4 - 984,2

¹ La Suisse est comprise à partir du 1^{er} novembre 1950.

² Intérêts reçus (+) ou versés (-) par le pays au titre des crédits qu'il a accordés à l'Union ou reçus de celle-ci, et ajustements des positions de la Belgique et du Portugal (- 322,9 et - 3,0 respectivement) effectués au 1^{er} juillet 1952, conformément aux Décisions du Conseil du 30 juin 1952. Le premier versement, au 30 juin 1953 (+ 10,0), en remboursement du crédit spécial accordé par la Belgique, est indiqué séparément.

³ Y compris les règlements hors quota ci-après :

Déficit intégralement réglés en or ou en dollars, en vertu de l'article 18 (a) :

	Millions d'unités de compte
France	812,1
Grèce	1,0
Turquie	109,1

Excédents réglés conformément aux Décisions du Conseil en vertu de l'article 18 (b) :

Belgique-Luxembourg	69,6
Allemagne	821,2
Autriche	26,1
Pays-Bas	15,2
Suisse	65,0

⁴ Le quota de la Grèce en tant que débiteur est bloqué à zéro; le quota effectif de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, en tant que créditrice, est de 831 millions d'unités de compte.

^{*} Pour l'explication des en-têtes des colonnes, voir la notice publiée dans le Bulletin de novembre 1951, p. 221.

TABLE DES MATIERES

STATISTIQUES COURANTES

(Les chiffres précédés de la lettre « p » sont provisoires)

	Tabl.		Tabl.
MARCHE DE L'ARGENT.		PRODUCTION.	
I. — Taux d'escompte et de prêts	2	I. — Production charbonnière et métallurgique ...	55 ¹ et 55 ²
II. — Taux des dépôts en banque et à la Caisse Générale d'Epargne	4	II. — Industrie textile	56 ¹
III. — L'argent au jour le jour	8	III. — Productions diverses	56 ²
		IV. — Energie électrique	58
		V. — Gaz	59
METAUX PRECIEUX.		CONSOMMATION.	
Cours des métaux précieux	9	I. — Indices des ventes à la consommation.	
		a) Indices des ventes mensuelles : base moyenne 1936 à 1938 = 100	65 ¹
		b) Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1948 = 100	65 ² et 65 ³
MARCHE DES CHANGES.		II. — Consommation de tabac	66
I. — Cours officiels fixés par la Banque Nationale de Belgique	10 ¹	III. — Abattages dans les 12 principaux abattoirs du pays	67
II. — Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	10 ²		
MARCHE DES CAPITAUX.		TRANSPORTS.	
I. — Cours comparés de quelques fonds publics	14	I. — Activité de la Société nationale des Chemins de fer belges :	
II. — Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers	15 ¹	a) recettes et dépenses d'exploitation	70 ¹
III. — Mouvement des opérations à la Bourse de Bruxelles	15 ²	b) wagons fournis à l'industrie	70 ²
IV. — Rendement des principaux types de valeurs à revenu fixe	16	c) trafic :	
V. — Emissions de capitaux en Belgique et au Congo belge :		1° trafic général	70 ²
Tableau rétrospectif	17 ¹	2° grosses marchandises	70 ³
Emissions des sociétés congolaises en septembre 1953 :	17 ²	A) ensemble du trafic	
Détail des émissions		B) service interne belge	
Groupement par importance du capital		II. — Activité de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux	70 ⁴
Emissions des sociétés belges en septembre et octobre 1953 :		III. — Mouvement des ports :	
Détail des émissions	17 ³	a) Port d'Anvers	71 ¹
Groupement par importance du capital	17 ⁴	b) Port de Gand	71 ²
VI. — Emprunts des pouvoirs publics	18	IV. — Mouvement général de la navigation intérieure ...	72
VII. — Opérations bancaires du Crédit Communal	19		
VIII. — Inscriptions hypothécaires	20	COMMERCE EXTERIEUR.	
		Nomenclature des sections d'après la classification type du commerce international (C.T.C.I.)	
		75	
FINANCES PUBLIQUES.		CHOMAGE.	
I. — Situation de la Dette publique	25 ¹	I. — Chômage complet et partiel	81 ¹
II. — Situation des avoirs en effets publics de la Banque Nationale de Belgique	25 ²	II. — Répartition des chômeurs contrôlés par province ...	81 ²
III. — Aperçu de l'exécution des budgets	25 ³	III. — Moyenne journalière des chômeurs contrôlés considérés comme aptes au travail	81 ³
IV. — Rendement des impôts	26	IV. — Répartition des chômeurs contrôlés par groupe de professions	81 ⁴
REVENUS ET EPARGNE.		STATISTIQUES BANCAIRES ET MONETAIRES.	
I. — Rendement des sociétés par actions belges et congolaises :		I. — Belgique et Congo belge :	
Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en septembre et octobre 1953	30 ¹	Situations globales des banques	85 ¹
Tableau rétrospectif	30 ²	Banque Nationale de Belgique :	
II. — Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	31	Situations hebdomadaires	85 ²
a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne ;		Bilan et compte de profits et pertes au 31 décembre 1953.	
b) Versements inscrits aux comptes des affiliés à la Caisse de Retraite.		Mouvement des opérations pendant l'exercice 1953.	
III. — Indice trimestriel des salaires	32	Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi :	
		Situations mensuelles	85 ³
		Stock monétaire en francs belges	85 ⁴
		Vitesse de circulation de la monnaie scripturale en Belgique	85 ⁵
MOUVEMENT DES AFFAIRES.		II. — Banques d'émission étrangères.	
I. — Activité des Chambres de Compensation	35	Situations :	
Mouvement du débit		Banque de France	86 ¹
II. — Mouvement des chèques postaux	36	Bank of England	86 ²
		Federal Reserve Banks	86 ³
		Nederlandsche Bank	86 ⁴
		Sveriges Riksbank	86 ⁵
		Banca d'Italia	86 ⁶
		Bank Deutscher Länder	86 ⁷
		Banque Nationale Suisse	86 ⁸
		Taux d'escompte	86 ⁹
PRIX.		III. — Banque des Règlements Internationaux, à Bâle ...	87
a) Indices des prix de gros en Belgique	45 ¹	IV. — Union Européenne de Paiements :	
b) Indices des prix de gros en Belgique et à l'étranger	45 ²	Résumé de la situation financière	88 ¹
c) Indices des prix de détail en Belgique	46	Règlement de la position des pays membres	88 ²

Prix de l'abonnement annuel { Belgique, 250 francs.
Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
